



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service

Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, tests publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30.

MAÎTRISE ÈS ARTS (HISTOIRE)

FILLES ET FAMILLES EN MILIEU OUVRIER: HULL, QUÉBEC ,
À LA FIN DU XIXe SIÈCLE

par
Odette Vincent Domey

B.A.(avec spécialisation en Histoire)
de l'Université d'Ottawa

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE
École des Études Supérieures
Université d'Ottawa
1988

©

Odette Vincent Domey, Ottawa, Canada, 1988

Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN 0-315-46876-9



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

À mon père,
en hommage posthume

Je tiens à remercier tous ceux et celles qui m'ont aidée à mener cette étude à terme. En premier lieu, mon directeur de thèse, M. Chad Gaffield, dont la patience et les conseils judicieux m'ont toujours stimulée; Mme Bettina Badbury, dont la disponibilité et la thèse de doctorat m'ont beaucoup inspirée; Danielle Arsenault et Didier Cencig, sans qui les données du recensement manuscrit n'auraient pas pu franchir l'étape de l'analyse statistique sur laquelle repose ce travail. Et, bien sûr, ceux que je n'ai pas nommés et qui ont contribué par leurs commentaires et leur présence à rendre ce travail solitaire, agréable.

Le personnel des archives nationales du Québec à Hull a toujours été coopératif, particulièrement M. Pierre-Louis Lapointe qui a littéralement arraché à la poussière les rôles d'évaluation de la cité de Hull. M. Benoît Thériault et Mme Yvette Thériault ont bien voulu accepter de partager leur connaissance des fonds d'archives concernant la population de Hull. Je les en remercie.

Ma reconnaissance s'étend également aux organismes qui ont en partie subventionné cette recherche soient l'Université d'Ottawa, le Centre de recherche en civilisation canadienne-française et le ministère de l'éducation de l'Ontario.

Enfin, à l'équipe du support affectif, Jacques, Geneviève et Vincent, merci d'être là.

RÉSUMÉ

Cette étude se veut une tentative d'approche d'une réalité vécue par les familles ordinaires d'une petite ville en voie d'industrialisation à la fin du XIXe siècle, Hull au Québec. Notre démarche tentera d'examiner comment les contraintes matérielles d'existence ont pu affecter les itinéraires féminins au sein des familles ouvrières de Hull, à la fin du XIXe siècle. À l'intérieur de limites tacites telles le manque d'instruction, la pauvreté familiale, la dépendance économique face à la famille ou au mari, nous croyons tout de même qu'il y avait place pour l'initiative et la débrouillardise bien souvent puisées dans les traditions séculaires de travail au sein de la famille.

Retrouver les gens ordinaires exige le recours à des sources différentes, souvent quantitatives ou orales. Jusqu'à tout récemment, l'histoire des individus ordinaires et anonymes qui constituent pourtant la majorité de la population de ce pays était encore méconnue. Les approches historiographiques du passé privilégiaient les gens célèbres, qui ont souvent laissé des traces écrites, et les discours abondamment diffusés des élites politiques ou cléricales.

À cet égard, le recensement manuscrit de 1891 constitue la source principale de notre analyse. Cette étude de cas concerne 262 ménages regroupés dans le quartier 3 de la cité de Hull, soit environ 10 % de la population totale de la ville à cette époque. Plutôt que d'examiner un échantillon de familles réparties dans

5
toute la ville, nous préférons nous concentrer sur un seul quartier, sorte de microcosme social ayant une organisation qui lui soit propre. Le recensement, en plus d'identifier tous les individus, productifs ou non, permettait d'étudier les structures familiales selon les cycles de vie qu'elles traversent.

Le chapitre 1 examine le contexte socio-économique de Hull à la fin du XIXe siècle dans ses caractéristiques démographiques, industrielles et matérielles d'existence. Le chapitre 2 se concentre sur la famille du quartier trois dans son organisation structurelle dynamique modelée en grande partie par l'influence des facteurs économiques, autour d'un moment privilégié: le mariage ou la formation des nouvelles familles. Les chapitres 3 et 4 tentent d'étudier les possibilités et les limites de la participation féminine au monde de l'éducation et du travail dans le quartier ouvrier choisi en tenant compte des contraintes économiques locales.

La famille ouvrière de Hull évoluait à la fin du XIXe siècle, dans un milieu caractérisé par l'insécurité matérielle. La nécessité pour les familles d'accumuler l'argent requis pour la subsistance quotidienne contribuait à maintenir l'interdépendance des membres de la maisonnée. Les itinéraires de vie des filles et des femmes du quartier 3 de Hull, à la fin du XIXe siècle, se modelaient ainsi sur les besoins domestiques et économiques de la famille.

Dans une petite ville en voie d'industrialisation, dont le développement économique était axé sur un secteur dominant peu

propice à l'utilisation massive de la main d'oeuvre féminine, les femmes en milieu ouvrier, alternaient leurs activités productives, généralement à la fabrication d'allumettes ou de boîtes avant le mariage, et reproductives, après le mariage, dans la famille. C'est dans cette économie du quotidien au sein de la famille, ponctuée par le recours épisodique au travail salarié à domicile ou à d'autres stratégies de survie, que se manifeste toute la débrouillardise de ces "femmes ordinaires".

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Chapitre 1. "CES GENS QUI VIVENT DANS LA NÉCESSITÉ" Le contexte socio-économique, Hull, 1891	24
Chapitre 2. LA FAMILLE HULLOISE DU QUARTIER 3 à la fin du XIXe siècle	61
Chapitre 3. À L'ÉCOLE OU AU TRAVAIL? Aspects de l'alphabétisation et de l'instruction comparées, filles et garçons	88
Chapitre 4. AU-DELÀ DE LA VISIBILITÉ La part des filles et des femmes dans l'économie familiale	115
Conclusion	153
Annexes	
A. Critique des sources	160
B. Liste des variables	167
C. Classification socio-professionnelle	175
Bibliographie	186

LISTE DES TABLEAUX

1.1	Caractéristiques démographiques de la cité de Hull, 1891.	30
1.2	Lieu de naissance, Hull, Q.3, Div.4, 1891.....	31
1.3	Principaux métiers, Hommes, Hull, Q.3, Div.4, 1891	36
1.4	Principaux métiers, Hommes, selon l'âge, Hull, 1891	40
1.5	Répartition des chefs de ménage selon le statut socio-économique, Hull, 1891	47
1.6	Accès à la propriété dans le quartier 3, 1891-92	51
2.1	Taille des ménages et nombre d'enfants survivants, Hull, div. 4, selon le statut socio-économique	65
2.2	Nombre d'enfants par famille en fonction du métier des chefs de famille, Hull, 1891	65
2.3	Taille moyenne des ménages et nombre d'enfants par famille selon l'âge des chefs de ménage, Hull, 1891	67
2.4	Structure des ménages, Hull, Q.3, Div.4, 1891	69
2.5	Structure des ménages selon le statut socio-économique; Hull, 1891	70
2.6	Structure des ménages selon le métier des chefs, Hull, Q.3, Div. 4, 1891	71
2.7	Structure des ménages selon le cycle familial, Hull, Q.3, Div. 4, 1891.....	72
2.8	Âge moyen au mariage à Hull comparé à d'autres régions, 1891.....	77
2.9	Âge moyen au mariage selon la classe sociale, Hull, 1891	78
2.10	Taux de nuptialité selon les catégories d'âge, Hull, 1891.....	79
2.11	Taux de nuptialité en fonction de la classe sociale selon les catégories d'âge, Femmes, Hull, 1891	80
2.12	Taux de nuptialité en fonction de la classe sociale selon les catégories d'âge, Hommes, Hull, 1891	81
3.1	Alphabétisation comparée: Hull, Q.3, Div.4, comté d'Ottawa et comté du Pontiac, 1891	101
3.2	Alphabétisation chez les plus de 10 ans, selon les sexes, Hull, Q.3, Div.4, 1891	102
3.3	Alphabétisation des chefs de ménage, Hull, 1891	103
3.4	Taux d'alphabétisation selon les catégories d'âge, filles et garçons comparés, Hull, 1891	105
3.5	Taux d'alphabétisation (%) chez les moins de 10 ans, selon les sexes, Hull, Q.3, Div.4, 1891	106
3.6	Taux d'alphabétisation (%) comparé des filles et des garçons selon le statut économique du père, Hull, 1891..	107
3.7	Taux d'alphabétisation (%) comparé à la province par cohortes, Hommes, Hull, 1891	108
3.8	Taux d'alphabétisation (%) comparé à la province par cohortes, Femmes, Hull, 1891	109
3.9	Fréquentation scolaire dans la ville de Hull, 1891-92 ..	110

4.1	Cycle de la vie familiale en fonction de l'épouse, Hull, 1891	117
4.2	Nombre de travailleurs par famille selon le cycle de la vie familiale, Hull, 1891	119
4.3	Nombre de travailleurs par famille selon le statut économique du chef, Hull, 1891	120
4.4	Nombre moyen de travailleurs par famille selon le métier du chef, Hull, 1891	121
4.5	Nombre de travailleurs par famille selon l'alphabétisation des chefs, Hull, 1891.....	121
4.6	Travail féminin salarié DÉCLARÉ, Hull, 1891	133

ILLUSTRATIONS

Graphique

2.1 Population suivant le sexe, l'âge et l'état matrimonial, Hull, Q.3, Div.4	83
--	----

Cartes

1.1 Hull, situation des industries, 1891.....	35
1.2 Hull, carte cadastrale, 1890	45
1.3 Hull, gros plan sur le Q.3, div.4	46

Photos

1.1 Hull, maisons de planches	50
3.1 Hull, école Ste-Anne, 1889.....	98
4.1 Hull, "femme au travail ", vers 1915	124
4.2 Hull, travailleuses du mica, 1920	132

AUX JEUNES FILLES CANADIENNES DE HULL

Vous, chères petites, vous, élevées pour le mariage:...
Allons donc! pas plus qu'une pauvre poulette pour conduire
quatorze poulets.

Chères filles! que savez-vous de la cuisine? Vous qui savez
tout pour le salon!

Où prenez-vous de l'exercice, vous qui usez tant de sofas?
Croyez-moi, apprenez moins de piano et tâchez au moins (de) faire
un pudding; ayez plus de franchise et moins de fausse modestie;
dèjeunez bien et serrez-vous moins.

Ah! Combien j'aime ces bñnes filles enjouées et bruyantes,
à l'oeil brillant, aux joues rares (sic; roses?), au large
corsage, qui peuvent repriser les bas; tailler les robes,
raccorder les habits; faire manoeuvrer un régiment de marmites
et de casseroles; traire les vaches; engraisser les oies, fendre
du bois et abattre un canard sauvage comme la duchesse de... et
qui n'en savent pas moins tenir leur place dans les salons.

Mais vous, avec votre air de Mater Dolorosa, votre main
dédaigneuse et votre mine de prude; avec votre taille de guêpe,
votre teint plombé. Vous, lectrices insatiables de romans et de
contes bleus, esclaves de la mode et enfants de la paresse,
croyez-vous que vos semelles de papier, vos bas de soie et vos
jupes de mousseline vous tiennent lieu de mérite?

Non, non ce n'est point parmi vous que je vois des futures
épouses et mères de familles pour notre chère Province! non, non,
il faudra les chercher ailleurs.

(Anonyme, Le Spectateur, 25 février 1890, vol. I (75), p. 3 (1))

1

Les jeunes filles à qui s'adresse ce message explicite habitent, en 1890, une ville à forte concentration ouvrière. Bien peu d'entre elles auront la moindre chance d'entrevoir seulement le jour où, les premières nécessités comblées, elles pourraient jouir d'une certaine forme d'aisance.

Cet article anonyme tiré du journal local de l'époque (2), nous semblait intéressant à plusieurs égards. D'une part, il reproduisait fidèlement le ton de la plupart des avis adressés aux jeunes filles ou aux hommes, pour les orienter dans le choix d'une bonne épouse, dans la presse de Hull des années 1880-1900. D'autre part, bien que l'on ne sache pas véritablement qui est visé par ce "vous, chères petites", qui de la classe petite-bourgeoise, ou des milieux populaires, ou des ouvriers qualifiés seulement (3), il nous semblait que l'article décrivait en fait un modèle idéal: celui de la mère-épouse-ménagère qui travaille dur par opposition à la femme oisive de l'aristocratie du pouvoir et de l'argent (4).

Dans sa description de la tâche de travail de la femme désirée, l'auteur insistait à la fois sur la division sexuelle des tâches au sein de la famille et sur les continuités héritées de la tradition rurale. Par exemple, la référence au poulailler, traditionnellement associé au monde féminin et le portrait de la femme bien en chair renvoient à la culture populaire où les critères de la beauté sont directement reliés à la vigueur

physique et à la santé, atouts d'une société fondée sur le travail manuel en force et en qualité (5).

L'auteur soulignait aussi comment, modelé par les réalités économiques contraignantes, le pourtour de la féminité en milieu populaire suivait le modèle dominant du mariage et de la maternité. Mais il incluait une nécessaire acceptation du travail productif, rémunéré ou non, auquel la participation collective à la subsistance quotidienne avait habitué des générations de femmes et d'enfants. Ce peut-il que l'auteur ait ainsi reconnu l'importance du rôle économique de la femme dans la famille en tant que responsable du maintien du bien-être quotidien de la famille?

Ces contraintes économiques et leurs conséquences sur les itinéraires de vie au féminin dans un quartier ouvrier de Hull constituent l'objet principal de cette étude. L'analyse et la description des comportements des femmes ordinaires en milieu ouvrier à Hull à la fin du XIXe siècle s'inscrit dans la foulée des préoccupations des historiens actuels envers les classes populaires. Comme la majorité d'entre elles sont à la maison, l'histoire de ces femmes passe par l'histoire de la famille.

Un cadre théorique pour l'étude de la famille

La famille a longtemps été perçue comme une institution universelle qui remplit certaines fonctions essentielles à la

survie de la société notamment la production, la reproduction, la socialisation et l'éducation. Les sociologues, qui se sont penchés sur l'étude de la famille avant les historiens, ont élaboré des théories complexes visant à expliquer l'évolution et la signification de la famille au cours des âges face aux changements subis par la société.

Dans l'optique fonctionnaliste, cette vision statique de la famille définie par rapport à ses fonctions a conduit à la description d'un type de famille idéale, un Âge d'Or de la famille où la collaboration, la bonne entente, la coopération et les liens affectifs forts esquissent les contours de la famille modèle (6). Dans ce contexte théorique, l'industrialisation en modifiant l'organisation traditionnelle du travail et en consacrant la séparation du monde du travail et de la vie familiale aurait causé l'éclatement de la famille traditionnelle, lui faisant perdre ses fonctions éducatives et productives. Ainsi libérée de ses fonctions accaparantes, la famille se serait spécialisée dans d'autres fonctions négligées auparavant comme la satisfaction émotionnelle, la socialisation des enfants et la consommation (7).

Le discours idéologique a longtemps opposé l'image d'une famille urbaine refermée par l'industrialisation sur la triade père-mère-enfant(s) à celle d'une famille rurale ouverte, étendue, étroitement unie par des liens de dépendance économique. Or, les recherches récentes effectuées par les

historiens de la famille ont sérieusement remis en question cette interprétation en soulignant comment dans les classes laborieuses notamment, les continuités persistent malgré les changements durant la phase de transition de la société pré-industrielle au capitalisme naissant et comment l'industrialisation plutôt que de détruire la famille traditionnelle a remodelé son image.

Le premier groupe d'historiens à susciter cette remise en question est celui des historiens démographes français dans les années 1950 dont les travaux basés sur les registres de paroisses ont permis la reconstitution des familles contribuant à éclairer ainsi plusieurs mythes au sujet des familles traditionnelles. Dans cette même veine, les travaux du "Cambridge group for the History of Population and Social Structure" ont utilisé les recensements, registres de paroisses, rôles d'évaluation auxquels ils ont appliqué des méthodes standardisées rigoureuses. Les travaux de Laslett, Greven, Demos et Anderson (8) ont contribué à démontrer qu'il est risqué de conclure à l'existence d'un type de famille unique à une période donnée de l'histoire. Ils ont de même souligné que l'industrialisation n'a pas causé d'emblée la nucléarisation de la famille. En mettant l'accent sur l'étude de la structure de la famille et de la maisonnée, les travaux des démographes ont cependant souvent traité le comportement familial isolément de son environnement socio-économique particulier (9).

Une autre école d'historiens conteste la pérennité des formes familiales et insiste davantage sur l'émergence de la famille dite "moderne" avec l'avènement de l'industrialisation. En ceci, ils se rapprochent davantage des fonctionnalistes. Les travaux de Ariès, Shorter, Stone, Flandrin (10) utilisent des méthodologies et interprétations similaires pour tenter d'identifier les changements d'attitudes dans les sentiments et les comportements familiaux comme sous-produit d'un changement culturel plus vaste. Basés sur des sources plutôt qualitatives, journaux intimes, observations des contemporains, littérature religieuse etc..., leurs travaux mettent l'accent sur la privatisation croissante de l'entité familiale, sur les solidarités communautaires et sur l'attachement émotif accru des membres de la famille entre eux au sein de la famille "moderne". Ils s'attachent donc davantage aux valeurs. Anderson qualifie leur approche de "sentimentale" (11).

Malgré l'innovation fournie par leurs recherches, on peut reprocher à leurs auteurs certaines généralisations pour le moins hâtives en ce qui concerne surtout les classes populaires difficilement accessibles par le biais de ce type de source qualitative. Par exemple, les affirmations de E.Shorter sur l'émancipation des filles des classes laborieuses témoignent d'une certaine sous-estimation de l'importance des relations économiques à l'intérieur de la famille ouvrière (12).

Parce qu'elle pallie cette lacune importante, la contribution majeure d'un troisième courant historiographique nous apparaît particulièrement adaptée à l'étude des classes populaires. Elle consiste à attirer l'attention sur le rôle des facteurs économiques dans les processus sociaux qui sous-tendent la structure familiale et leurs effets sur l'entité familiale (13). Les principaux représentants de cette école sont Levine, Medick, Katz, Scott et Tilly (14). Ces auteurs mettent l'accent sur l'étude de l'économie familiale, dégagant les continuités, les attitudes traditionnelles qui ont influencé les stratégies familiales pendant la période de l'industrialisation. Ils concluent plutôt au resserrement des liens familiaux à l'époque de l'industrialisation et le mouvement de migration des masses populaires l'accompagnant. Ils soulignent comment la famille s'est adaptée aux conditions changeantes de son environnement et a maintenu sa cohésion en adoptant des stratégies conscientes face à sa survie économique, utilisant la contribution de tous ses membres à l'intérieur et à l'extérieur de l'unité conjugale (15).

L'avantage de cette dernière approche est de souligner l'importance cruciale de l'interdépendance économique des membres de la famille en milieu ouvrier, élément indispensable à la compréhension des classes populaires. Largement inspirés par les sciences sociales, ces historiens ont réussi à intégrer à l'histoire de la famille une dimension dynamique en percevant

l'entité familiale comme constamment en changement selon les circonstances de son environnement social et économique et selon les cycles internes qu'elle traverse. La famille n'est plus identifiée à un objet passif mais à un lieu de stratégies et de résistances actives. Cette démarche délaisse le discours pour se rapprocher des réalités quotidiennes vécues par les gens ordinaires, réalités souvent complexes et multiformes. C'est la démarche que nous privilégions.

De la place de la femme dans la famille ouvrière

Logiquement, on ne peut examiner le sort des filles et des femmes sans considérer celui de la famille dans son ensemble car comme le dit si bien Martine Segalen, " l'histoire des femmes est inséparable de celle des rapports entre les sexes, des différences entre les sexes" (16). Mais à l'intérieur de l'entité familiale, la variable "sexe" reste un déterminant significatif de l'expérience de vie spécialement en cette fin du XIXe siècle. Même dans les milieux populaires où, selon certains auteurs, on aurait plus facilement remis en question la division sexuelle des tâches, compétences et pouvoirs, la place des femmes reste circonscrite à un univers différent (17).

L'historiographie américaine a abondamment traité de la place de la femme dans la famille ouvrière par le biais de la nouvelle histoire sociale de la famille. Les travaux de Hareven,

Vinovskis, Pleck, (18) et Early (19) ; ont tous contribué à cerner les liens unissant entre eux la participation féminine au marché du travail salarié selon les étapes de la vie familiale. Ces travaux ont démontré comment l'itinéraire du travail rémunéré féminin se modèle sur le cycle de vie et de fécondité des femmes, sauf dans les villes textiles où l'emploi était majoritairement féminin ou familial. Ils ont de plus souligné l'importance du travail juvénile prioritairement au travail de l'épouse comme source de revenu additionnel essentiel. À cause des sources utilisées cependant, ces ouvrages, à l'exception de celui de Hareven sur les travailleurs de l'Amoskeag (20) ne permettent pas d'appréhender directement les perceptions ou les priorités décisionnelles des membres de la famille en tant qu'individus. Seules des sources orales pourraient permettre de lever le voile sur ces questions .

À cet égard, l'historiographie britannique semble jouir d'un longeur d'avance. L'ouvrage de Elizabeth Roberts, A Woman's Place constitue un modèle en la matière. Dans la mesure où le volume basé sur des entrevues orales permet de reconstituer une histoire orale des femmes de la classe ouvrière du Lancashire de 1890 à 1940, on peut le considérer comme un complément désiré aux travaux de Diana Gittins et aux synthèses de Jane Lewis sur les femmes des classes populaires (21). Il s'agit d'un regard porté de l'intérieur sur ces vies très ordinaires traçant les paramètres de leur rôle économique, éducatif et social dans la

9

famille et la société . Femmes ordinaires, soit, mais femmes conscientes de leur valeur et de leur rôle. L'analyse sociologique effectuée par Meg Luxton (22) sur trois générations de femmes de Flin Flon, Manitoba, joue un rôle semblable dans l'historiographie canadienne.

À cause de son importance dans l'historiographie sur la place de la femme dans la famille, l'ouvrage pionnier de Scott et Tilly, Women, Work and Family mérite une attention spéciale. Les auteures y construisent un modèle d'analyse systématique des relations entre femme/famille/travail permettant de démontrer la relation étroite et complexe existant entre la famille et le mode de production à une période donnée . En insistant sur l'influence du niveau de développement industriel sur le comportement féminin, elles ont décrit l'existence de trois types différents d'économie familiale. La période pré-industrielle où tous les membres contribuent aux tâches productives sur les fermes ou dans les ateliers. Les femmes y combinaient alors le travail domestique et le travail productif malgré une certaine différenciation sexuelle du travail. La généralisation du travail salarié aurait causé l'émergence d'un type d'économie familiale basée sur les salaires "family wage economy". Il devenait alors plus difficile pour les femmes de combiner travail productif et non-productif, rendant ainsi leur participation au travail salarié épisodique et irrégulière. La troisième étape, la famille unité de consommation se serait développée plus tard

au moment où les salaires masculins se sont améliorés et la fécondité a diminué.

Cette typologie permet de retracer les grandes lignes de changements dans l'économie familiale. Il ne s'agit pas nécessairement d'un modèle évolutif car le mode de production spécifique à chaque région demeure un paramètre important pour comprendre le sens de l'économie familiale dans un milieu donné. Les familles hulloises de la fin du XIXe appartiennent en majorité à ce type d'économie urbaine basée sur les salaires- le "family wage economy"- décrit par Scott et Tilly.

Au Québec, les premières études sur la famille sont le fruit des travaux des sociologues Léon Gérin (23), en milieu rural et Phipippe Garigue (24) en milieu urbain. Deux études effectuées sur le modèle de Frédéric Le Play s'adressent directement à la famille ouvrière. Celle de S.A. Lortie (25) porte sur la famille d'un typographe de la ville de Québec; celle de A. de Barbezieux (26) met en scène une famille de la paroisse St-François d'Assise d'Ottawa en 1902.

Depuis, l'historiographie canadienne récente, dans le courant de la nouvelle histoire sociale, a produit un nombre intéressant d'études systématiques, à la fois en milieu rural (27) et urbain (28) permettant l'émergence d'une histoire sociale de la famille canadienne. A l'encontre de mythes établis sur la famille traditionnelle, stable, élargie, il appert, à la

lumière de ces études, que la mobilité géographique à la fin du XIXe était plutôt grande (Bouchard, Katz), la structure familiale, multiforme selon les stades de vie familiale (Bradbury, Katz), et le rôle de la femme en milieu ouvrier, crucial (Bradbury, Cuthbert Brandt).

Dans les villes québécoises du XIXe siècle, les historiens se sont d'abord penchés sur les conditions matérielles d'existence des familles ouvrières. Les ouvrages de Ames (29), De Bonville (30), Copp (31), Harvey (32) tracent les contours de l'insécurité matérielle et ses conséquences sur la vie des familles ouvrières. Presque tous se sont concentrés sur les grands centres urbains comme Montréal, délaissant ainsi les centres secondaires en voie de transition vers le capitalisme industriel comme Hull par exemple. C'est cette lacune que nous espérons combler en nous concentrant sur l'histoire sociale d'une petite ville en voie d'industrialisation à la fin du XIXe.

De récents développements en histoire des femmes au Québec permettent d'inclure notre étude dans une perspective déjà amorcée. L'ouvrage du collectif Clio (33) sur l'histoire des femmes de même que les recueils Maîtresses de maison, maîtresses d'école (34) et Les Femmes dans la société québécoise (35) esquissent les paramètres d'une condition féminine étudiée dans ses rapports femme/famille/éducation. Dans le contexte d'une petite ville axée sur l'industrie du bois, que signifie vivre en tant que femme à la fin du XIXe siècle ?

Une méthodologie pour l'étude des filles en milieu ouvrier

Cette thèse concerne la famille ouvrière de Hull, Québec, au tournant du XXe siècle, par le biais de l'analyse des comportements et de la place des filles et des femmes au sein de la famille. Une étude détaillée de la condition féminine en milieu ouvrier dépasse les limites réalisables de ce travail. Nous nous contenterons d'essayer de saisir trois périodes dans la vie des femmes intimement liées à la vie des familles, soient: le mariage, l'éducation et l'instruction ainsi que la participation occulte et visible à l'économie familiale.

Ce projet répond à une double curiosité face à la condition féminine et aux classes populaires, deux sujets laissés pour compte dans l'historiographie d'avant la période de l'avènement de l'histoire sociale. Prendre pour objet-sujet les filles d'un milieu socio-économique spécifique, le Hull du tournant du siècle, nous semblait une façon de les rejoindre au-delà de l'opacité de leur existence anonyme et ordinaire.

Une première source permettait d'au moins lever le voile sur leur identité soit le recensement nominatif de 1891. Ce sera ma source principale. Plutôt que d'examiner un échantillon de ménages choisis au hasard parmi la population totale de la ville de Hull, je préférais me concentrer sur une seule division du recensement, correspondant à un quartier bien précis. Le quartier 3, division 4 du recensement de la ville de Hull, abrite

262 ménages, soit un peu plus de 10% de la population totale de la ville. Ce choix d'une seule division permettait d'analyser la structure et le cycle familial en fonction d'un contexte socio-économique particulier, relativement homogène, composé en majorité des familles d'ouvriers de scierie (voir chapitre 1).

De plus, la concentration sur un seul quartier facilitait le jumelage des données recueillies dans le recensement nominatif avec d'autres types de source. C'était la seule façon de pouvoir aller au-delà des chiffres pour tenter de saisir, dans la mesure du possible en respectant la limite de chaque type de source (voir annexe A), des parcelles du vécu quotidien de ces hulloises de la fin du siècle. Il devenait ainsi possible de retrouver des renseignements supplémentaires sur les familles étudiées dans les registres de mariage de la paroisse Notre-Dame de Hull, dont les frontières coïncident avec celles de la municipalité jusqu'à la fin des années 1890. De même, les registres de perception de taxes de la municipalité de Hull (1890-91, 1891-92) et les rôles d'évaluation (1888-89, 1892-93), ont été mis à contribution.

Une telle entreprise eût été impossible à réaliser pour l'ensemble de la population de la ville de Hull, ce qui eût été souhaitable, eu égard aux limites de temps. Du point de vue méthodologique, cette démarche avait l'avantage de permettre l'exploration de plus d'un type de source en fonction d'un même objectif.

Le quartier ou la division du recensement ne sont que des entités administratives qui ne signifient pas grand chose en soi. Ce qui leur donne un sens c'est l'agglomération des familles et ménages qui y vivent et l'organisation sociale qu'on y retrouve, surtout à cette époque où l'on s'établit volontiers près de son travail et des services indispensables. Pénétrer la structure du quartier c'est dévoiler en partie la nature de l'organisation familiale et le mode de vie de ses habitants. Voilà pourquoi le choix de nous limiter à un seul quartier nous semblait pertinent.

Le recensement nominatif est une source qui permet de retrouver tous les individus, indépendamment de leur statut social et productif. Malgré les potentielles erreurs de l'énumérateur, oublis ou ratures, le recensement identifie tous les habitants de la division visitée. En 1891, pour la première fois, les liens de parenté entre les membres de la maisonnée sont explicitement identifiés (36). L'analyse des données qu'il renferme (voir annexe B) projette ainsi une bonne idée de l'organisation familiale à un moment précis dans le temps. Il s'agit bien sûr d'une image ponctuelle et fugace, qui on le sait se modifiera au rythme des changements affectant les familles et les individus au sein de la famille.

Pour cette raison, il aurait été intéressant de pouvoir confronter les données du recensement de 1891 à Hull avec d'autres séries: celui de 1881 ou de 1901 par exemple. L'exercice s'avèrerait cependant difficile, sinon impossible, à

cause du fort taux de croissance de la population entre 1881 et 1891 en plus de l'incendie de 1900 qui détruisit les deux tiers de la ville provoquant une baisse temporaire de la population.

L'utilisation du recensement pour l'étude des filles et des femmes comporte toutefois une difficulté maintes fois soulignée par les historiens-nes ; on se heurte, toujours à l'invisibilité des sujets de sexe féminin en ce qui concerne la participation active au monde productif (ce point sera étudié dans le chapitre 4). De même, l'absence de mention du nom de fille de la femme mariée rend difficile la filiation par la branche féminine des familles, compliquant d'autant le repérage des réseaux familiaux. Dans ces deux cas, le recours à d'autres types de sources semblait indispensable (voir chapitres 2 et 4).

Du point de vue strictement méthodologique, il nous semblait impossible de dissocier le statut social des filles et des femmes de celui de leurs époux ou de leurs pères. Pour les fins de l'analyse, indépendamment du fait que quelques auteures aient suggéré une classification distincte (37), nous avons octroyé aux femmes apparaissant dans le recensement, y compris les femmes déclarées actives, le même statut social que le chef de famille. Il nous semblait illogique de procéder autrement étant donné le faible taux de travailleuses à l'extérieur du foyer (voir chapitre 4). Cette position est en accord avec l'affirmation de L. Tilly et J. Scott (38) pour qui les femmes doivent être étudiées en fonction de leurs familles dans la

mesure où les contraintes familiales ont affecté profondément leurs expériences individuelles.

Une autre difficulté consistait à définir le sens de "milieu ouvrier" ou de classe ouvrière. Un des indices les plus apparent de l'appartenance ou non à une classe sociale déterminée est sans contredit d'ordre économique mais il faut y ajouter également des considérations de conscience de classe et de culture propre à un groupe social. Dans le quartier trois la détermination des groupes sociaux est parfois délicate. D'une part, la classe ouvrière n'est pas homogène (voir chapitre 1) et l'élément salarial varie à l'intérieur d'un même groupe. D'autre part, comme il n'y a pas de grande bourgeoisie dans le quartier, on peut penser que les petits commerçants ou artisans qui y sont établis peuvent connaître des conditions d'existence très voisines de celles de leur clientèle. D'une certaine façon, les autres classes sociales n'apparaissent dans cette analyse que comme élément de comparaison. L'objet de l'étude concerne la classe ouvrière.

Tout au long de ce travail, nous utilisons milieux populaires ou classes populaires comme synonymes de milieux ouvriers. Pourtant, le vocable "classes populaires" pourrait très bien englober ces gens qui, sans être ouvriers, partagent soit les conditions de vie des ouvriers, soit leurs comportements. La question est particulièrement pertinente dans le cas des contremaitres (39). Néanmoins, comme la majorité des

chefs de ménage du quartier sont journaliers de scierie, et en tenant compte des nuances ci-haut soulignées, nous croyons cette équation milieu populaire, milieu ouvrier, acceptable. Cette question est étudiée spécifiquement dans l'annexe C du présent travail auquel nous référons le lecteur.

Dans cette entité familiale en mouvance, forcée de s'adapter pour sa survie à un cadre nouveau d'existence quel pouvait-être le rôle de ses membres? La part des filles et des femmes? Les travaux de Bettina Bradbury sur Montréal en voie d'industrialisation (1861-1881) et de Gail Cuthbert Brandt sur les travailleuses du coton de Valleyfield (1910-1950) permettent déjà d'établir des hypothèses à examiner dans le contexte d'une ville axée sur un type d'économie différente comme Hull à la fin du XIXe siècle. Par exemple, comment l'industrialisation de Hull affecte-t-elle l'expérience de vie des membres de la famille? Et la division sexuelle du travail? Par rapport aux travailleuses du coton, comment se comportent les travailleuses des allumettes?

Pour répondre à ces questions, il nous faudra dans un premier temps examiner le contexte socio-économique précis de Hull à la fin du XIXe siècle (chapitre 1). Cette réalité propre aux ouvriers hullois des années 1890, elle se dessine dans les caractéristiques démographiques, industrielles et matérielles d'existence des familles habitant la ville et le quartier. Dans

quelle mesure ces contraintes économiques influenceront-elles directement les stratégies familiales et, par ricochet, les itinéraires individuels des filles et des femmes du quartier?

Le deuxième chapitre prend pour cible la famille du quartier trois dans son organisation structurelle dynamique, modelée sur un moment privilégié: le mariage. Ici, l'approche développée par les historiens-démographes sera d'une grande utilité. L'analyse des pratiques familiales et individuelles face au mariage et à la formation de nouvelles familles tentera d'examiner plus spécifiquement le comportement comparé des filles et garçons en tenant compte de l'appartenance à un milieu social différent.

Les chapitres 3 et 4 tentent d'étudier, au-delà de la visibilité, les choix et les limites déterminant la participation féminine au monde de l'école et du travail dans le quartier ouvrier choisi. Dans le contexte d'une culture populaire évoquée en avant-propos à ce travail, et en tenant compte des limites imposées aux jeunes femmes par les contraintes économiques locales, quels sont les choix d'avenir disponibles en 1891?

NOTES

1. Ce texte publié par Le Spectateur, journal local, semble être une version française de l'article du Palladium of labor, du 29 sept. 1883 publié sous le titre de "Blunt Sermon for young ladies", de l'éditeur William H. Rowe, Hamilton. Cité dans G.S. Kealey and B.D. Palmer, Dreaming of what might be. The Knights of labor in Ontario, 1880-1900, p. 318-319.

2. À l'époque de sa fondation, le 4 mai 1889, Le Spectateur de Hull appartient à Napoléon Pagé, maître-travaillant de l'Ordre des Chevaliers du Travail. Le journal se veut, à cette époque, l'organe des unions ouvrières, un journal sérieux défendant à la fois les intérêts ouvriers, agricoles, catholiques. Jusqu'en 1893, où il se ralliera aux conservateurs, le journal se veut indépendant. Ses débuts sont, paraît-il, difficiles et le tirage atteint, en 1892, 1,500 copies selon A. Beaulieu et J. Hamelin, La Presse Québécoise, des origines à nos jours, vol.3, 1880-1895, P.U. Laval, 1977, p.209-210.

3. Il aurait fallu faire une étude plus poussée de la clientèle du journal, de même que des identités et opinions des auteurs anonymes pour connaître de façon précise les destinataires de ce "discours". La version anglaise de cet article a été retrouvée dans le Palladium of labor, sept ans auparavant, dans un journal affilié également à l'Ordre des Chevaliers du Travail. Ce qui me semble important ici, ce n'est pas tellement qu'on tente de rejoindre mais bien la description d'un modèle qui témoigne d'une certaine attente face au rôle de la femme dans les familles où le travail féminin semble indispensable. Considérant son tirage limité, 1,500 copies, et le haut taux d'analphabétisme de la population du quartier, la question de la diffusion du journal parmi la population ouvrière reste ouverte.

4. Plus loin, dans l'article cité en anglais dans Kealey and Palmer, Dreaming of what might be., p.318-319, on décrit la femme en milieu aisé en l'opposant au modèle de la femme qui travaille.

5. Martine Ségalen, Mari et femme dans la société paysanne, p.23. Selon l'auteure, dans la tradition populaire être bien en chair, gras, luisant, est un signe de bonne santé, une façon d'être beau.

6. Pour une critique des théories fonctionnalistes sur la famille, voir Sheva Medjuck, "Family and Household Composition in the Nineteenth Century: The case of Moncton, New Brunswick, 1851-1871" in Alan F.J. Artibise and G.A. Stelter, The Canadian city, Essays in Urban and Social History, Carleton Library Series, Carleton University Press, Ottawa, 1984, p. 249-250. Aussi, Elizabeth H. Pleck, "Two worlds in one: Work and Family" in Journal of Social History, winter 1976, p. 179.

7. Elizabeth Pleck, op.cit., p. 178-179.

8. T.P.R. Laslett, éd. Household and Family in Past Time (1972); P.J. Greven, Four Generations: Population, Land and Family in Colonial Andover, Massachusetts (1970); J. Demos, A Little Commonwealth: Family Life in Plymouth Colony (1970); M. Anderson, Family Structure in Nineteenth Century Lancashire (1971).

9. Michael Anderson, Approaches to the History of the Western Family 1500-1914. p. 34-37.

10. Philippe Ariès, L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime, (1973); E. Shorter, The Making of the Modern Family (1976); L. Stone, The Family, Sex and Marriage in England, 1500-1800 (1977); J.L. Flandrin, Families in Former Times (1979).

11. Michael Anderson, Ibid., p. 39 ss.

12. Shorter émet l'hypothèse que l'industrialisation a provoqué l'émancipation sexuelle des filles des classes populaires en révolutionnant leurs attitudes face à elle-mêmes, les amenant à rejeter les traditions. Au contraire, L. Tilly, J. Scott et M. Cohen soulignent comment les femmes doivent être étudiées en fonction de leurs familles à cette même période car les stratégies familiales ont fortement influencé les itinéraires personnels des filles et des femmes. Voir "Women's Work and European Fertility patterns", in M. Gordon, ed., The American Family in Social-Historical Perspective, pp. 289-312.

13. Michael Anderson, op.cit., p. 65

14. D. Levine, Family Formation in an Age of Nascent Capitalism, (1977); H. Medick, "The Proto-industrial Family Economy: the

Structural Function of Household and Family during the Transition from Peasant to Industrial Capitalism", Social History, I (1976); M. Katz, The People of Hamilton, Canada West: Family and Class in a Mid-Nineteenth Century City (Cambridge, Mass., 1975); J. Scott and L. Tilly, Women, Work and Family (1978).

15. A cet égard, le livre de L. Tilly et J. Scott, Women, Work and the Family et celui de T. Hareven, Family Time, Industrial Time font figure de modèles méthodologiques.

16. Martine Ségalen, "Sous les feux croisés de l'histoire et de l'anthropologie: la famille en Europe", RHAF, 39,2 (automne 1985) p. 178.

17. T. Hareven, "Les grands thèmes de l'histoire de la famille aux Etats-Unis" in RHAF, 39,2 (automne 1985) et Martine Ségalen, Mari et femme dans la société paysanne, chapitre 6.

18. T. Hareven, Family Time, Industrial Time; M.A. Vinovskis et C.F. Kaestle, "From Fireside to Factory: School Entry and School Leaving in Nineteenth-Century Massachusetts" in Transitions. The Family and the Life Course in Historical Perspective; Mason, Vinovskis et Hareven, "Women's Work and the Life Course in Essex County, Mass., 1880" in Transitions. The Family and the Life Course in Historical Perspective; E. Pleck, "Two worlds in One", op.cit.

19. F.H. Early, "The French-Canadian Family Economy and standard-of-living in Lowell, Massachusetts, 1870" in Journal of family history, Summer, 1982.

20. T. Hareven, et R. Langenbach. Amoskeag: life and work in an American factory-city in New-England. London: Methuen and Co., 1979. 395 p.

21. Jane Lewis, Women in England, 1870-1950, Sussex: Wheatsheaf Books, 1984; Jane Lewis, ed., Labour and love. Women's Experience of Home and Family, 1850-1940, New York: Basil Blackwell Ltd, 1986; Diana Gittins, Fair Sex: Family size and structure in Britain, 1900-1939.

22. Meg Luxton, More than a labour of love. Three Generations of Women's Work in the Home. Toronto: Women's Educational Press, 1980.

23. Léon Gérin, Le type économique et social des Canadiens Français. Milieux agricoles de tradition française. 1938, réimpression, Montréal, Fides, 1948.

24. Philippe Garigue, "French-Canadian Kinship and Urban Life" in Marcel Rioux et Yves Martin, éd., French-Canadian Society, vol.1, McClelland and Stewart, 1964.

25. S.A. Lortie, "Compositeur typographe de Québec" in Pierre Savard, éd., Paysans et ouvriers québécois d'autrefois, P.U.Laval, 1968.

26. A. De Barbezjeux, "Une paroisse canadienne, 1er janvier 1902" in Le Canada héroïque et pittoresque, Paris: Desclée de Brower, 1927. pp. 166-169

27. David Gagan, Hopeful Travellers. Families, Land and Social Change in Mid-Victorian Peel County, Canada-West. Toronto, University of Toronto Press, 1980. Chad Gaffield, Language, Schooling, and cultural conflict. McGill-Queen's University Press, 1987. Normand Séguin, La conquête du sol au XIXe siècle. Québec: Boréal Express, 1977. Gérard Bouchard, "L'Histoire démographique et le problème des migrations: l'exemple de Laterrière, 1851-1935." in Histoire Sociale/Social History, 3 (mai 1975).

28. Michael Katz, The People of Hamilton, Canada West: Family and Class in a Mid-Nineteenth century city, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1975. Bettina Bradbury, "The Working Class Family Economy: Montréal, 1861-1881", Ph.D. thesis, Université Concordia, 1984.

29. Herbert Brown Ames, The City Below the Hill, 1897, réimprimé par les Presses de l'Université de Toronto, Toronto, 1972.

30. Jean De Bonville, Jean Baptiste Gagnepetit. Les travailleurs montréalais à la fin du XIXe siècle. Montréal: l'Aurore, 1975.

31. Terry Copp, The Anatomy of Poverty. The Condition of the working class in Montréal, 1897-1929. Toronto: McClelland and Stewart, 1974. Michael Piva, The condition of the working class in Toronto, 1900-1921, Ottawa, P. de l'Université d'Ottawa, 1979.

32. Fernand Harvey, Révolution industrielle et travailleurs, Montréal: Boréal Express, 1978.

33. Le collectif Clio, L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles. Montréal: Ed. Quinze, 1982.

34. Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, Maitresses de maison, maitresses d'école, Montréal: Boréal Express, 1983.


35. Marie Lavigne et Yolande Pinard, Les femmes dans la société québécoise, Montréal: Boréal Express, 1977.

36. Manuel contenant l'acte du recensement et les instructions aux officiers employés à faire le troisième recensement du Canada, 1891., p.13.

37. Jane Lewis, Women in England. L'auteure suggère de considérer les femmes indépendamment de leur statut de dépendance sociale par rapport aux conjoints ou aux pères : "it cannot always be assumed that the housewife shares her husband's socio-economic class"(p. xiii). Cette solution m'apparaît inapplicable en ce qui concerne le XIXe siècle, surtout lorsque l'on constate la sous-estimation très évidente du travail féminin dans les recensements de cette époque.

38. L.Tilly and J.Scott, op.cit.

39. Richard Hoggart, La culture du pauvre, Paris: Les éditions de Minuit, 1970. Dans sa tentative d'esquisser une définition des classes populaires, l'auteur souligne comment, par leurs comportements, les contremaîtres s'identifient davantage aux ouvriers, vestiges de leur ancien métier, alors que les commis, de par la nature de leur travail, ont plutôt tendance à s'identifier aux cols blancs. pp.45 ss.



CHAPITRE 1

La grande exploitation forestière débuta au Québec dans l'Outaouais. Jusqu'à la fin du XIXe siècle, cette région demeura la région la plus rapidement déboisée du Québec et hormis les grands centres urbains de Québec et Montréal, la plus rapidement industrialisée. À l'instar de d'autres régions agro-forestières, comme celle du bassin de la Mauricie et du Saguenay (1), l'industrie du bois fut le moteur principal du développement économique de la région et de sa structuration spatiale.

Comme le manifestent les diverses bibliographies publiées sur la région (2), il existe déjà un certain nombre de travaux traitant de différents aspects sectoriels de l'histoire locale ou régionale. Ainsi, l'industrie du bois et son développement, l'abandon des terres et l'agriculture en région marginale, le développement géographique et démographique furent abordés (3). Bien que plusieurs de ces ouvrages reconnaissent le rôle prépondérant de l'industrie forestière dans l'essor économique de cette partie du Québec, il n'y a encore aucune étude systématique permettant de cerner en profondeur l'évolution du système agro-forestier dans la vallée de l'Outaouais rendant difficile l'effort de comparaison avec les travaux effectués sur la Mauricie ou le Saguenay par exemple.

Parmi la production historique régionale, la ville de Hull en tant que principal pôle de développement démographique et économique de la rive nord de l'Outaouais occupe une place de choix. Des auteurs y ont étudié le développement urbain (4), les aspects de son industrialisation (5), quelques éléments d'architecture industrielle (6). Toutefois, les quelques bribes d'histoire sociale que l'on peut en tirer sont largement fondées sur des ouvrages soit anecdotiques (7) soit documentaires (8). En l'absence d'études systématiques sur l'Outaouais et Hull, ces ouvrages demeurent toutefois importants ne serait-ce que pour fournir des hypothèses à confronter aux données concrètes telles celles fournies par les recensements et autres sources descriptives.

Si on connaît davantage l'apport des familles célèbres dans l'histoire de la région, les Wright (9), Eddy, Bronson (10), l'historiographie existante a peu insisté sur la contribution quotidienne des familles de travailleurs accourus profiter de la multiplication des scieries dans la région à partir du milieu du XIXe siècle (11) si ce n'est pour souligner les problèmes liés aux piètres conditions d'existence des familles ouvrières concentrées sur l'île de Hull (12). Ce n'est pas sans raison. Les intérêts des historiens se modèlent en grande partie sur les préoccupations actuelles au sujet des classes populaires. Etudier les comportements des gens ordinaires exige le recours à des sources différentes, souvent quantitatives ou orales, de

façon à permettre de lever le voile sur une réalité du passé dégagée des poncifs du discours (13).

Ces familles du quartier 3 qui constituent l'objet de la présente étude, elles appartiennent en majorité à cette catégorie d'individus vivant dans la nécessité, la nécessité de la survie quotidienne. Dans les pages qui suivent, recréer le contexte socio-économique de la ville en 1891 devrait permettre de préciser l'influence des conditions matérielles d'existence sur les itinéraires de vie au féminin au sein des familles. Ces limites imposées à la fille par son appartenance à une classe sociale déterminée, quelles sont-elles? En quoi Hull diffère-t-elle des grands centres urbains de Montréal et des centres secondaires axés sur le textile comme Valleyfield, par exemple?

Hull en 1891: conditions socio-économiques

Comparativement au modèle saguenayen de développement (14) où le taux de croissance de la population urbaine se fait très lentement (ex: Chicoutimi), la concentration de population urbaine s'accroît rapidement dans l'Outaouais. Dès 1845, avec l'avènement des scieries dans la région, l'agglomération du village des Chaudières situé sur le site des chutes Chaudière allait se développer au point de devenir en 1891 le troisième centre urbain du Québec, loin derrière la ville de Québec

pendant . Selon les normes de l'époque, Hull apparaît comme un centre industriel secondaire, au même titre que Valleyfield, St-Hyacinthe ou Sherbrooke, d'où son intérêt (15).

Très tôt, le commerce du bois équarri et celui du bois scié imprime à la région de l'Outaouais le rythme de son développement. La multiplication de scieries aux Chaudières attire dans la région une population d'abord anglophone (1825-1860) puis majoritairement canadienne-française (à partir de 1851) qui s'établit principalement à proximité des moulins et des usines soit sur l'île de Hull.

C'est à cette époque également que s'installent près des chutes Chaudière et du Ruisseau de la Brasserie les premières infrastructures industrielles de la région. D'après les recensements de 1871, 1881 et 1891, la vallée de l'Outaouais devient l'une des plus importantes pour la production au Canada (16). À ce stade de l'économie régionale correspond la multiplication des industries secondaires visant à accroître la rentabilité des scieries. En 1881, la cité de Hull incorporée en municipalité depuis 1875, possède 43 établissements industriels qui emploient 1,424 individus ce qui représente plus de 50% de l'activité industrielle du comté d'Ottawa (17). Pendant cette période, l'installation des moulins à scie permettra la pénétration des industries secondaires et par ricochet, la concentration de la population autour de ces infrastructures industrielles. Mais c'est véritablement en 1889 que débutera

l'ère de l'industrie moderne à Hull avec les débuts de la production de pulpe à papier, génératrice d'emplois réguliers plutôt que saisonniers (18).

En avril 1891, lorsque les énumérateurs sillonnent le comté d'Ottawa, ils dénombrent un grand total de 63,560 individus répartis dans une cinquantaine d'agglomérations dont Hull cité est, de loin, la plus peuplée (19). La ville compte une population totale de 11,264 individus, se retrouvant ainsi au troisième rang du Québec derrière Montréal et Québec. En 1901, la ville produit 2.01% de la production manufacturière totale du Québec comparativement à 45% pour Montréal à la même époque; la ville regroupe 2.1% de la population urbaine de la province alors que Montréal en regroupe 40% (20).

Caractéristiques démographiques

"La proximité de cette paroisse de la ville d'Ottawa, son développement subit et très considérable, la qualité des personnes généralement peu instruites et pauvres dont elle était composée, le peu de liaison entre les familles accourues de tous les points du Canada, l'exposait à toutes sortes de désordres..." (21)

Au Québec comme aux Etats-Unis et en Europe, les courants migratoires internes et externes sont un phénomène majeur du panorama social du XIXe siècle (22). L'exode massif des québécois ruraux vers les villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre nous est davantage connu par les nombreuses

études consacrées aux communautés canadiennes-françaises de Lowell, Manchester, Holyoke etc... que les courants migratoires vers les pôles urbains internes par exemple. Hull est une des régions qui a bénéficié de ces déplacements de population dès le milieu du XIXe siècle, ses effectifs démographiques augmentant de 63 % dans la seule décennie de 1881-1891.

Il n'est pas facile d'identifier l'origine de cette population avec la seule source du recensement car il n'indique pas le lieu de naissance des individus plus précisément que par la province ou le pays d'origine. Toutefois, l'analyse des renseignements qu'il nous fournit révèle qu'à l'instar de d'autres régions du Québec, la ville de Hull est majoritairement peuplée de canadiens-français catholiques (voir tableau 1.1). Selon les démographes Lavoie et Pouyez (23) ce phénomène de renforcement du caractère français et catholique de la population québécoise dans les villes est typique de la seconde moitié du XIXe siècle.

Une étude plus approfondie des lieux de naissance des individus et de leurs parents révèle très peu de va et vient des familles entre l'Ontario, les Etats-Unis et le Québec (voir tableau 1.2). À première vue, l'origine de cette population itinérante semble être les campagnes environnantes ou d'autres régions moins industrialisées du Québec. Quelques indices fournis par les registres de mariage (24) et les journaux de l'époque confirment l'afflux de familles venues de localités

Tableau 1.1

Caractéristiques démographiques de la cité de Hull, 1891

	HULL		QUARTIER 3, DIV.4	
	N	%	N	%
POPULATION	11,264	(100)	1,336	(11.6)
MAISONNÉES	2,249	(100)	262	(11.6)
SEXE				
masculin	5,705	(50.6)	690	(51.6)
féminin	5,559	(49.3)	646	(48.3)
ratio H/F	1.03		1.06	
ETHNICITÉ				
can.-franç.	10,062	(89.3)	1,318	(98.6)
autre	1,202	(10.7)	18	(1.3)
STATUT CIVIL				
mariés H.	2,101	(36.9)	257	(37)
mariées F.	2,106	(37.9)	258	(40)
veufs	106	(1.9)	12	(1.8)
veuves	214	(3.9)	22	(3.4)
* célibataires H.	3,498	(61.3)	421	(61)
" " F.	3,239	(59.8)	366	(56.5)
célibataires H. 20ans et plus			55	(20)
" " F. "			35	(11.4)

* Incluant les enfants, ce qui rend la variable moins significative.

Source: Recensement nominatif, cité de Hull, district 175, comté d'Ottawa, 1891.

environnantes (Buckingham, St-Hermas, St-Jean Baptiste d'Ottawa, Ripon) de même que de régions éloignées du Québec moins industrialisées. Ainsi, quelques patronymes relevés dans certaines sections du quartier 3 (Godreau, Tremblay, Gagnon) tous regroupés autour des rues Queen, Wall et Bridge, en plus des avertissements répétés du Spectateur à l'intention de la population du Saguenay permettent de supposer que cette région du Lac St-Jean a pu contribuer dans une certaine mesure à l'évolution démographique de la ville de Hull.

Tableau 1.2

Lieu de naissance, Hull, Q.3, div.4, 1891

	N	%
*QUEBEC	1,310	98
ONTARIO	17	1.2
ETATS-UNIS	8	.5
IRLANDE	1	.07

*Le décalage entre les tableaux 1.1 et 1.2 s'explique par le fait que l'énumérateur considère comme canadien-français tous les individus francophones indépendamment de leur lieu d'origine.

Source: Recensement nominatif, cité de Hull, district 175, comté d'Ottawa, division 4.

Selon le journal local, une bonne partie de cette population migratoire s'installait temporairement à Hull pour la saison aux moulins et repartait en hiver "emportant avec eux des milliers de dollars que les hommes d'ici auraient pu gagner" (25). Les auteurs de l'article vont même jusqu'à suggérer l'imposition

d'une taxe sur les étrangers afin de remédier à cette situation. On mentionne des "centaines d'ouvriers débordant du Saguenay, Rimouski et des paroisses environnantes". À titre d'exemple, soulignons que Louis Lebel dans une oeuvre fictive se déroulant à Hull dans les années 1895, fait référence au fort courant migratoire qui partait du Saguenay vers Hull. Le parrain de la fille de son personnage principal, Séraphin Bouchard, serait venu du Saguenay, seul d'abord, puis accompagné de sa famille en 1878 (26).

Impossible de départager cette population itinérante de la population permanente, quoique à cette période de l'année où se produit le recensement, la population migrante temporaire n'est pas encore arrivée vue l'ouverture tardive des moulins cette année-là. La progression démographique de la population hulloise, temporairement ralentie au lendemain de l'incendie de 1900, reste néanmoins indiscutable et ne peut être attribuable au seul accroissement naturel.

Comparativement à la population totale de la ville, la population-cible du quartier 3 revêt un caractère assez représentatif (voir tableau 1.1). Dans la mesure où l'accroissement démographique a été important dans la décennie 1881-1891, il s'agit là d'une population composée en partie de familles nouvellement installées dans une petite ville en expansion. Le quartier trois renferme une population de caractère ethnique et religieux très homogènes à l'image de

plusieurs autres villes du Québec d'alors. Il ne s'agit pas d'un quartier neuf mais de l'un des premiers quartiers peuplés de la ville où se côtoient d'une façon assez équilibrée des familles qui en sont à des stades différents dans leur cycle de vie (voir chapitre 4, tableau 4.1).

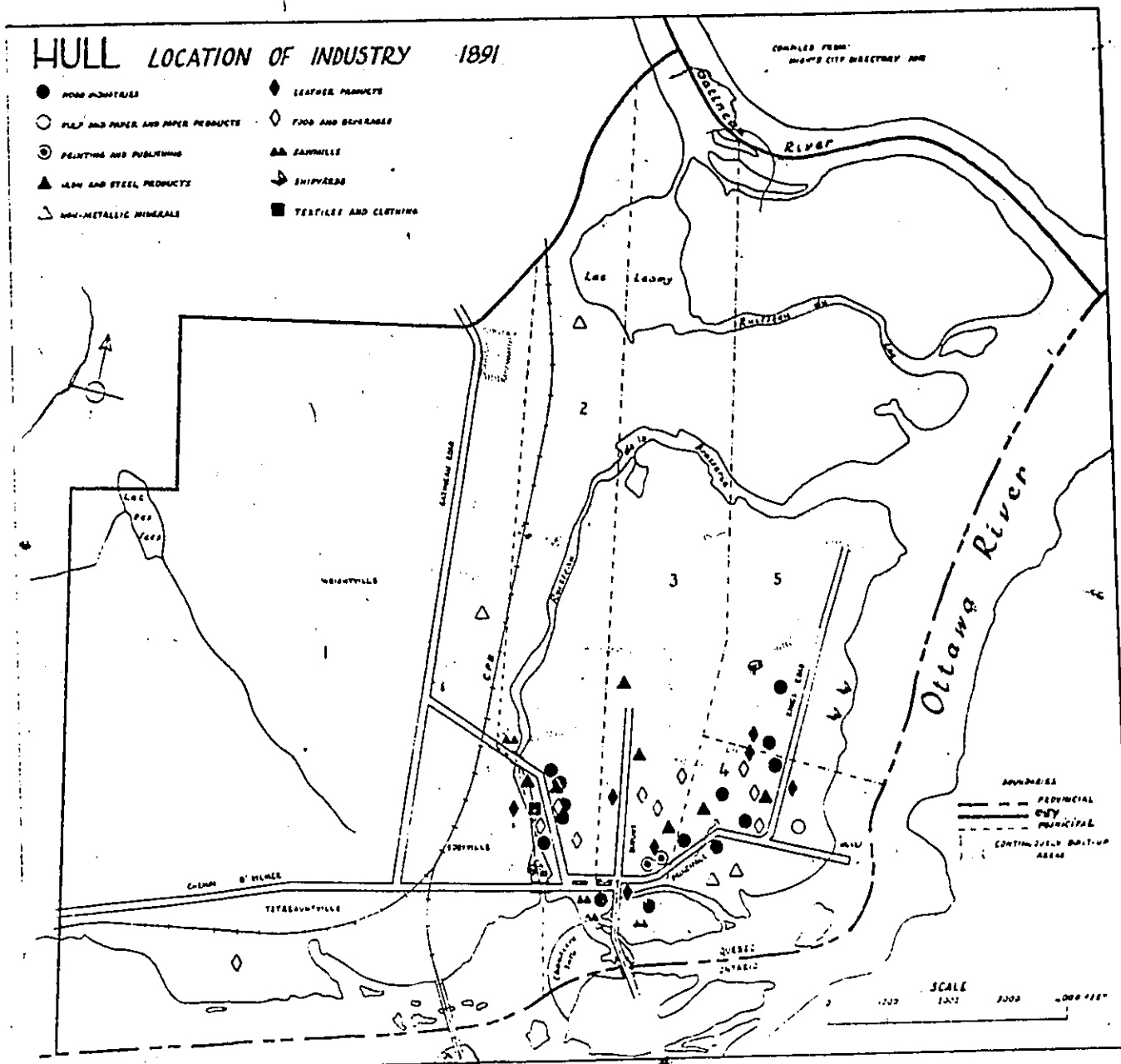
Caractéristiques industrielles

En 1891, les familles hulloises vivaient dans une ville où se côtoyaient une gamme d'établissements industriels de tailles variées. On en comptait 70 comparativement à 43 en 1881 (27). L'employeur principal demeure la compagnie Eddy avec un complexe industriel fournissant de l'emploi à environ 1,000 hommes, femmes et enfants (28) dans la fabrication de boîtes, de carton, de bois ouvré, d'allumettes, de portes et fenêtres, de seaux et planches à laver. La compagnie opère ses propres scieries et depuis 1889, un moulin utilisant le procédé au bisulphite à la fine pointe de la technologie connue (29). Eddy sera le premier industriel à fournir le papier journal pour l'impression de la majorité des journaux canadiens.

En l'absence des recensements manuscrits industriels disparus de 1891, il est difficile d'évaluer précisément l'importance de ces entreprises en tant qu'employeur. A cette fin, l'annuaire commercial de la ville jumelé aux données statistiques tirées du recensement publié sur le comté d'Ottawa ont été utilisés (30). Alors que l'on retrouve dispersées dans

l'ensemble du comté d'Ottawa des entreprises artisanales employant entre 1 et 5 personnes (boulangeries, forges, condonneries, brasseries...) et de moyennes fabriques regroupant entre 5 et 50 employés (fonderies, moulins à lattes, mica, poudre à canon, ciment...), les usines les plus importantes et mécanisées se concentrent sur le territoire de l'île de Hull telles le complexe Eddy, les entreprises des Wright (carrière, matériaux de construction, ciment, briques, tuyaux d'égoûts), la manufacture de haches Walters (voir carte ci-jointe). Bien que la majorité des entreprises soient axées sur le marché local, certaines d'entre elles dont le complexe Eddy vise le marché national (allumettes et papier).

En bref, l'industrialisation de Hull en 1891 se caractérise par l'existence en concomitance d'entreprises de type artisanal et de fabriques employant de plus en plus d'ouvriers où la division du processus de travail est déjà amorcé : scieries, manufacture d'allumettes, de boîtes, moulin à pulpe. Malgré cette division du travail favorisée par les améliorations techniques, persistent des tâches manuelles souvent fastidieuses et répétitives pouvant être dévolues aux femmes et aux enfants (31). La participation féminine et juvénile est ainsi sollicitée dans les scieries de la région, à la manufacture de boîtes et d'allumettes, à la fabrique de seaux et de planches à laver, à l'effeuillage du mica.



Source: KAYSER, Edmond. "Industry in Hull: its origins and development, 1800-1961." p.50

Toutefois, la principale source d'emploi pour les travailleurs de la région reste la scierie (voir tableau 1.3). On dénombre 79 scieries dans le seul comté d'Ottawa en 1891 (sur la rive nord de l'Outaouais seulement) employant 1,873 individus (32). Même si administrativement les deux rives de l'Outaouais sont divisées, l'une appartenant au Québec et l'autre à l'Ontario, les scieries importantes (Eddy, Hurdman, Bronson, Booth, Perley etc..) recouvrent indistinctement les deux rives et il est permis d'imaginer un certain va-et-vient des travailleurs hullois en quête d'emplois.

Tableau 1.3

Principaux métiers, hommes, Hull, Q.3, div.4, 1891

CHEFS DE MENAGE		TOUS LES HOMMES ACTIFS	
1. Journalier	*168 (64.1%)	1. Journalier	*236 (63.7%)
2. Epicier	14 (5.3%)	2. Voyageur(chantier)	24 (6.5%)
3. Charretier	10 (3.8%)	3. Commis	14 (3.8%)
4. Ouvrier-menuisier	7 (2.6%)	4. Epicier	14 (3.8%)
5. Tailleur (pierres)	6 (2.2%)	5. Charretier	11 (3 %)
Total	<u>262 (78%)</u>	Total	<u>370 (81%</u>

*160 des 168 journaliers chefs de ménage travaillent dans les scieries de même que 224 des 236 journaliers énumérés.

Source: Recensement nominatif, Hull cité, division 4, 1891.

La spécificité du travail à la scierie est sans contredit son caractère saisonnier. La saison aux moulins est soumise à la fois aux aléas du marché local et extérieur et à la fluctuation des conditions atmosphériques affectant la descente des glaces et

conséquentement, du bois. À la fin du XIXe, deux crises successives séparées par une courte période d'expansion secouent le marché du bois (33). De 1870 à 1879, l'augmentation des prix et la contraction des marchés provoquent selon les journaux locaux, une période creuse pour les hullois ordinaires (34). De nouveau, en 1891-96, "la dernière crise du siècle", selon Roby, sera responsable en partie du conflit ouvrier qui secouera les scieries de l'Outaouais de septembre à octobre 1891 (35).

Ainsi la saison aux moulins connaît une variabilité annuelle importante. En 1882, dès le 30 mars, on se prépare à l'ouverture des moulins (36) alors qu'en 1891 au 1er mai, la plupart des scieries ne sont pas encore en opération (37). Aussi tard qu'en juillet cette année-là, certaines scieries demeureront inactives contraignant au chômage plus de 3,000 travailleurs (38). Dès lors, une bonne année aux moulins correspond à une activité maximale de 7 à 8 mois (avril à novembre) et en période de crise, elle peut se réduire à quatre mois. Par contre, l'électrification précoce des industries Eddy (1881) par rapport au reste de la province, permet aux scieries Eddy puis aux autres qui emboîteront le pas graduellement de fonctionner la nuit aussi bien que le jour, multipliant les quarts de travail (39).

Au plan du vécu quotidien, ce paysage industriel spécifique à la ville de Hull axé essentiellement sur un seul secteur économique, l'industrie du bois, signifie une insécurité

matérielle scandée par l'irrégularité salariale. Contrairement aux villes textiles, l'embauche y est davantage limitée pour la main d'oeuvre féminine et juvénile. L'éloignement fréquent des hommes dans les chantiers et le travail selon des quarts répartis sur 24 heures imprègnent le rythme de la vie familiale affectant la tâche de l'épouse. Ces conditions de l'industrie déterminent ainsi les pourtours de la vie matérielle des familles.

Caractéristiques matérielles d'existence

L'avènement du capitalisme industriel, en l'occurrence dans la région la multiplication des scieries modernes et des industries secondaires du bois, accroît la proportion des travailleurs dépendants de salaires et de gages pour leur survie économique. Si la dichotomie cultivateur / homme de chantier nous est davantage familière dû aux récentes études effectuées sur le système agro-forestier, on connaît moins bien l'ambivalent travailleur moitié homme de scieries / moitié homme de chantier caractéristique d'une ville comme Hull basée essentiellement sur l'industrie du bois.

Les travailleurs qui s'installent en milieu urbain attirés par les emplois des scieries s'identifient à l'énumérateur du recensement comme "journaliers". Dans la mesure où la saison à la scierie et la saison aux chantiers alternent dans le temps, il est fort probable qu'un certain nombre d'entre eux soient à la

fois journalier de scierie et homme de chantier, dans une tentative de "joindre les deux bouts". Les sources consultées ne nous permettent pas de mesurer jusqu'à quel point ce phénomène est courant mais selon les occupations déclarées par la population masculine active (voir tableau 1.3), il appert que les chefs de famille ont plutôt tendance à travailler aux moulins et les fils à s'éloigner dans les chantiers.

Alors que certains métiers sont pratiqués par des individus de tout âge, d'autres sont directement reliés à des étapes précises du cycle de la vie active (voir tableau 1.4). Ainsi, les voyageurs de chantier sont majoritairement des jeunes (87%) de même que les commis (71% ont moins de 25 ans). Il ne faut toutefois pas oublier que le métier déclaré à l'énumérateur n'est peut-être pas le seul gagne-pain de l'individu mais celui qu'il considère comme le plus important. Selon un témoignage devant la CRRCT, les compagnies engageraient plusieurs équipes différentes d'hommes dans les scieries et les chantiers (40). Par contre, les journaux locaux commentent à chaque année les départs et les retours des chantiers, les reliant temporellement à la saison aux moulins (41).

Tableau 1.4

Principaux métiers, hommes, selon l'âge, Hull, Q.3, div.4, 1891

	15-24	25-34	35-44	45-64	65 et plus	Total
Journaliers	71	64	44	47	10	236
Voyageur(chantier)	21	1	2	0	0	24
Epicier	1	2	5	6	0	14
Commis	10	3	0	1	0	14
Charretier	1	2	4	3	1	11
Ouvrier-menuisier	0	1	2	3	1	7
Tailleur (pierres)	0	2	0	4	0	6

Source: Recensement nominatif, Hull cité, division 4, 1891

Compte tenu de la rigueur du travail dans les chantiers, on peut imaginer une tendance des chefs de famille ayant des enfants à charge à rechercher un salaire d'appoint par de menus travaux effectués en ville pendant l'hiver. (42) Ce qu'il importe de retenir c'est que le travail à la scierie et le travail de chantier sont toutes deux des occupations salariées. Dans quelle mesure les familles urbaines de Hull peuvent-elles continuer de dépendre partiellement d'une agriculture de subsistance? Jusqu'à quel point la question se pose-t-elle différemment du contexte rural?

* * *

Bien que nous ne connaissions pas en détail la nature précise des tâches exécutées ainsi que la rémunération de tous les groupes spécifiques, il se dégage des témoignages devant la CRRCT et des commentaires du Spectateur certaines caractéristiques

d'ensemble qui tracent les contours du monde du travail dans le Hull de la fin du siècle.

L'uniformité salariale n'existe pas même parmi les journaliers de scierie qui sont rémunérés différemment selon leur degré de qualification. La plupart d'entre eux sont des journaliers dont le salaire oscille autour de \$1.25 quotidiennement (43). L'écart peut s'étendre de \$0.50 (pour les enfants) à \$1.60 (le tireur de joints, le charpentier.) et à \$2.00 (le contremaître, celui qui travaille sur les machines) (44). De même, les apprentis obtiennent un salaire inférieur qui augmente avec l'expérience (45). À l'intérieur de certains métiers, le salaire varie selon la période de l'année; par exemple, les tailleurs de pierre gagnent paradoxalement plus cher en été (\$1.50) qu'en hiver (\$1.00) alors que les dépenses sont moindres (46).

Plus important que le salaire, le niveau de vie ou la capacité de survivre avec les revenus tirés du travail salarié influence le comportement des individus et des familles. Pour les fins de l'analyse, il aurait été intéressant d'établir un budget-type pour la famille de l'ouvrier de scierie dans les années 1890 à Hull. A. De Barbezieux, travaillant selon la méthode de Le Play, a tenté l'exercice en étudiant une famille d'ouvrier de scierie établie dans la Basse ville d'Ottawa, en 1900 (47). Il n'arrive à boucler le budget familial qu'en faisant travailler en ville le père de famille pendant la période

d'arrêt des moulins. Le témoignage de E. Dorion devant la CRRCT en 1888 confirme la difficulté qu'éprouvent les familles de journaliers à vivre confortablement de leurs faibles revenus (48).

Bien qu'à divers degrés tous les métiers soient relativement soumis à l'irrégularité conjoncturelle, les travailleurs des scieries en sont cycliquement victimes. Les ouvriers engagés à la fabrique d'allumettes, de boîtes, de portes et fenêtres, au moulin à pulpe, à la cour de bois de Eddy jouissent théoriquement d'un travail annuel (49). Théoriquement, car la conjoncture affectant les marchés des produits du bois rejaille directement sur les emplois des travailleurs. L'insistance avec laquelle les témoins de l'époque le souligne illustre l'importance d'une telle régularité d'emploi sur la sécurité matérielle des familles des travailleurs.

Les horaires de travail sont encore longs. La majorité des journaliers travaillent 11 heures par jour et lorsque la célèbre grève des scieries éclate à l'automne de 1891, la réclamation de la journée de travail de 10 heures fait partie des demandes des ouvriers. La syndicalisation des travailleurs débute tardivement avec la fondation d'une section de l'Ordre des Chevaliers du Travail en septembre 1890 à Hull, "la Canadienne". Cependant le premier conflit ouvrier d'importance en 1891 est déclenché spontanément par les travailleurs non-syndiqués bien qu'appuyés par l'Ordre (50). Leur adhésion massive à l'Ordre se fera

Justement à l'occasion de ce conflit. Doit-on y voir une manifestation de solidarité temporaire, ou un signe d'une conscience de classe naissante ?

En somme, le marché du travail à Hull à la fin du XIXe siècle se caractérise par un taux de salaire variant selon le degré de qualification, un fort taux de chômage cyclique et saisonnier pour plusieurs catégories d'ouvriers. L'hiver représente une période spécialement critique alors que les scieries ferment, que le salaire des tailleurs de pierre diminuent et que les dépenses elles augmentent: chauffage, nourriture, habillement. L'année qui suit le recensement de 1891 est particulièrement difficile alors que " la plupart des scieries étant dans l'inaction cet été, un grand nombre d'ouvriers sont encore sans ouvrage. On nous apprend que plusieurs familles sont dans un grand dénuement par suite de ces longs chômages ." (51) La grève a de plus immobilisé en septembre et octobre les scieries actives de la région.

Les conditions de vie de ces prolétaires sont directement dépendantes de la lutte quotidienne contre la pauvreté. C'est ce contexte matériel difficile qui explique avant tout leurs vues à court terme, dont on se plaît à qualifier leur culture. C'est aussi ce contexte qui explique la pertinence du modèle féminin dont on fait l'éloge dans le Spectateur, sorte de justification idéologique accolée à des nécessités économiques, le modèle de la ménagère indispensable à la vie quotidienne.

* * *

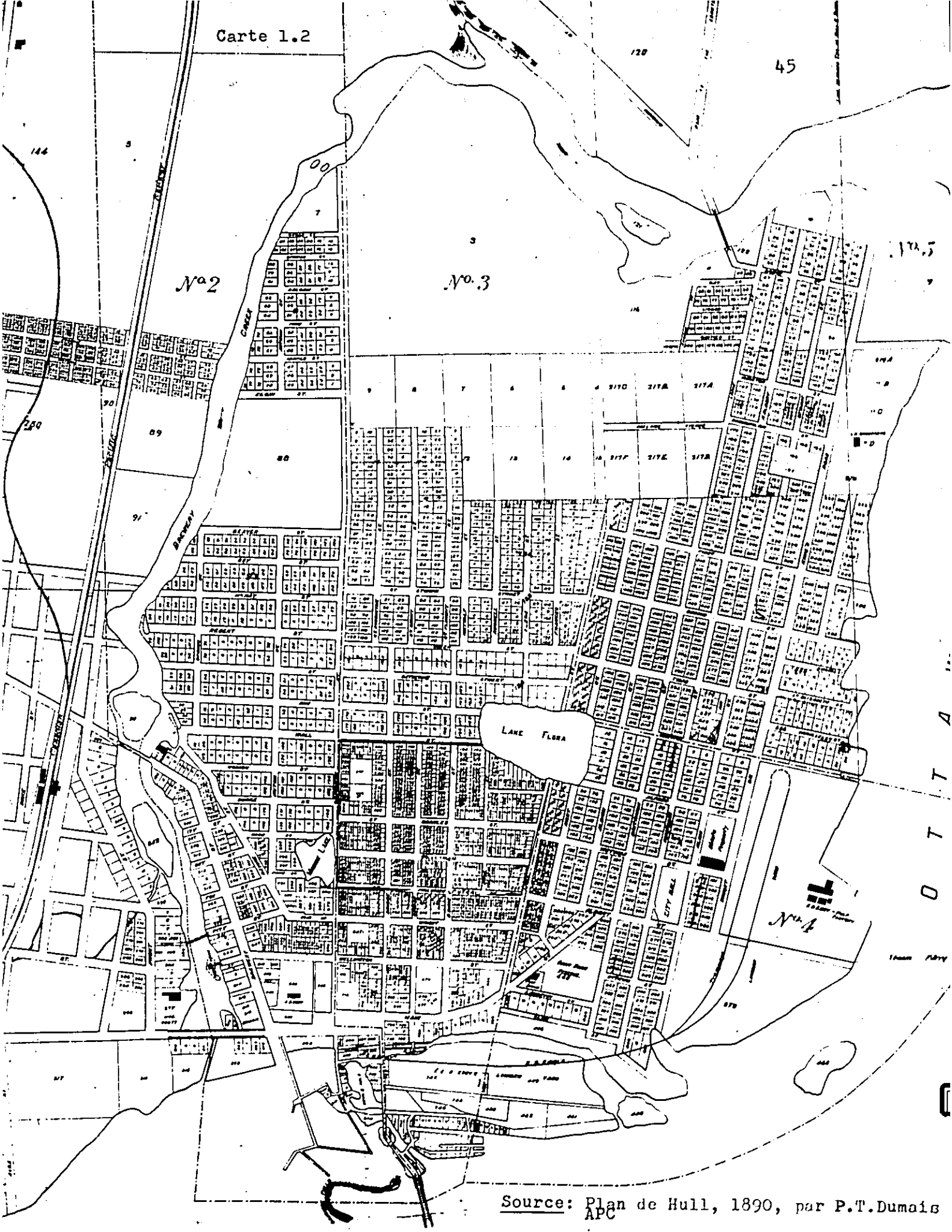
Au rythme de l'industrialisation progressait son corollaire, l'urbanisation, sur le territoire de l'île de Hull. Les deux premiers noyaux de peuplement qui s'étaient développés autour des employeurs principaux existaient toujours mais avaient considérablement augmentés en 1891. Les artères principales étaient King's Road, là où se situaient les chantiers Eddy, les chantiers navals et les scieries des Chaudières et la rue Main, principale artère commerciale. On retrouvait concentrée près des limites ouest de la ville, au sud, la minorité anglophone (52).

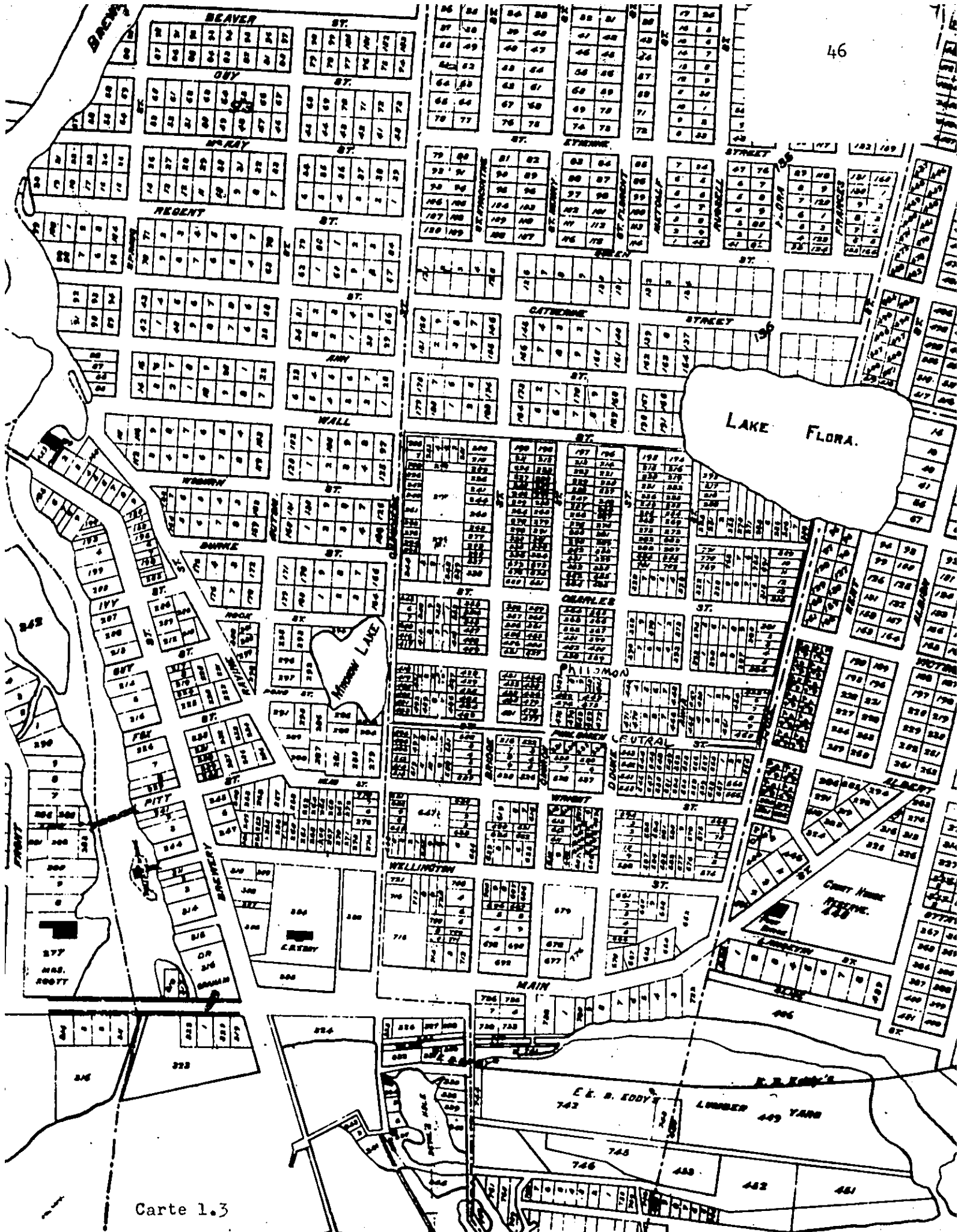
Le quartier le plus densément peuplé de la ville était le quartier no.3 (voir carte cadastrale) situé à proximité des usines suivi de près par le quartier deux où se trouvaient établies plusieurs petites industries le long du Ruisseau de la Brasserie. La nature prolétaire de la majorité de la population hulloise ne manque pas d'attirer l'attention des observateurs de l'époque (53). Un coup d'oeil à la structure socio-économique du quartier le confirme (voir tableau 1.5). Plus de 80% des chefs de ménage appartiennent à la classe ouvrière. Parmi ces ouvriers, 66% sont des non-qualifiés, particulièrement touchés par l'irrégularité salariale.

No 2

No. 3

17A.5





Carte 1.3

Tableau 1.5

Répartition des chefs de ménage selon le statut socio-économique,
Hull, Q.3, Div.4, 1891

	N	%
1. Petits entrepreneurs et commerçants	21	8
2. Travailleurs non-manuels	8	3.1
3. Artisans/ouvriers qualifiés	29	11.1
4. Ouvriers semi-qualifiés	19	7.3
5. Ouvriers non-qualifiés	173	66
6. *Inclassables	12	4.6
Total	262	100

*Cette catégorie regroupe en fait les douze chefs de ménage n'ayant déclaré aucun emploi. Neuf d'entre eux sont des femmes veuves.

Source: Recensement nominatif, Hull cité, division 4, 1891 et Rôles d'évaluation de la cité de Hull, 1888-89, 1892-93, chefs de ménage.

À prime abord, la dimension des lots par rapport aux autres quartiers surprend. Ceci s'explique par l'évolution de la propriété foncière sur l'île, situation tributaire d'un mode de développement capitaliste bien antérieur à l'industrialisation. Le fondateur Wright accumule terres et capitaux pour laisser à sa mort, en 1839, en héritage 36,000 acres de terre dont la presque totalité de l'île de Hull (54). En 1891, les descendants des Wright exercent un contrôle serré sur l'accès à la propriété du fonds de terre. Dans le quartier 3, l'unique propriétaire foncier, à quelques rares exceptions, est Nancy L. Wright-Scott, petite-fille du fondateur. Le sol urbain a été ainsi divisé en demi-lots de 33 pieds par 99 dans le but de

maximiser les profits tirés de la location des terrains . La maison hulloise typique (voir photo), avec sa façade étroite et tout en longueur, épouse cette caractéristique du sol.

Plusieurs études soulignent l'importance de l'acquisition d'une maison pour la famille urbaine nouvellement émigrée en tant que point d'ancrage stable dans une économie constamment changeante (55). Plus qu'un simple logement, l'habitation représente une garantie contre les vicissitudes personnelles à une époque où l'Etat ne s'occupe pas encore de fournir les palliatifs en cas de crise. On peut se demander si cette vision de la propriété comme rempart contre la misère vaut dans une ville comme Hull lorsque l'on sait que la rente du fonds de terre et la responsabilité de payer les taxes qui échoit à l'occupant peuvent rendre précaire la propriété immobilière.

Ainsi, si comme le veulent les témoignage de l'époque, "presque tous les ouvriers de Hull sont propriétaires d'immeubles" , les citoyens ne possèdent pas le fonds de terre sur lequel est érigée leur propriété, à de rares exceptions près. Avant 1924, quand sera adoptée la loi sur le Constitut, il est impossible pour la majorité des ouvriers de devenir pleinement propriétaires de leurs maisons car l'incapacité de défrayer les coûts de location du terrain ou du loyer les mets à la merci du seul propriétaire, sans compensation pour les améliorations apportées à l'habitation.

Hull n'est pas une ville-de-compagnie au même titre que Jonquière (Lac St-Jean) ou Manchester (Amoskeag) par exemple. Malgré son importance en tant qu'employeur, la Cie Eddy ne loge pas ses ouvriers, ni les scieries d'ailleurs. Il semble manifeste selon plusieurs témoignages (56) que les ouvriers construisent généralement eux-mêmes leurs maisons ou l'achètent en même temps qu'ils louent l'emplacement sur lequel elle est construite. L'incapacité de payer soit les taxes, soit la location du terrain soit l'achat de la maison peut les en priver sans juste compensation (57).

Le registre de perceptions de taxes de la municipalité (58) identifie trois types de relation à la propriété pour les citoyens de Hull: les propriétaires (maison et fonds de terre), les occupants (propriétaire potentiel de la maison mais non du fonds de terre) et les locataires (louant maison et fonds de terre). Selon ce qui précède, la seconde catégorie, les occupants devraient regrouper la majorité des citoyens (voir tableau 1.6). L'analyse des registres du quartier trois révèle bien cette tendance. Chez les travailleurs non-spécialisés, le taux de locataires est plus élevé que parmi les autres catégories sociales, ce qui n'est pas surprenant en soi. Les veuves chefs de ménage et les ouvriers non-spécialisés sont les plus démunis en terme de revenus et risquent davantage d'être affectés par le caractère saisonnier des emplois disponibles.



Maison de Manches, Hull. A.N.S., Hull



Maisons hulloises typiques, A.N.S., Hull

Tableau 1.6

Accès à la propriété dans le quartier 3, div. 4, 1891-1892

	NON DONNE	OCCUPANT	LOCATAIRE	TOTAL
1. Petits entrepreneurs et commerçants	3	16 (76%)	2 (9%)	21
2. Travailleurs non manuels	1	5 (62%)	2 (25%)	8
3. Artisans et ouvriers qualifiés	4	21 (72%)	4 (13.7%)	29
4. Ouvriers semi-qualifiés	4	13 (68%)	2 (10%)	19
5. Ouvriers non-qualifiés	40	88 (50%)	45 (26%)	173
6. Inclassables	5	5 (41%)	2 (16%)	12

Source: Rôle général de perception de la corporation de la cité de Hull, 1891-1892, quartier 3, chefs de ménage jumelés au recensement nominatif de 1891, 205 cas retrouvés.

Comme dans d'autres études réalisées sur les liens entre la propriété foncière et l'appartenance sociale (59), les différences entre les groupes socio-professionnels sont modestes mais existent tout de même. Les deux catégories les plus susceptibles de posséder des habitations et de les louer sont les petits commerçants (F.Manseau, G.McEwen, A.Morin) et les contremaitres (H.Dupuis, E.Dorion, D.Casey). La location des maisons et logements varie de \$20./an à \$60. la moyenne se situant autour de \$30. (60) Pour ceux qui habitent leur propre maison, le terrain se loue \$6/an, normalement pour une durée de cinq années consécutives (61). Des témoignages contradictoires devant la CRRCT, il ressort que l'achat du fonds de terre est

possible dans certains cas, tous ceux qui le mentionnent sont soit contremaître ou petits commerçants, mais est rarement abordable pour les ouvriers (62).

À cause du monopole exercé par une famille puissante sur la propriété foncière, le système de propriété sur l'île de Hull, même s'il donne l'illusion d'une plus grande prospérité des ouvriers de Hull comparativement aux ouvriers mal logés des grands centres urbains, est en réalité tout autre. Plusieurs des occupants retrouvés dans les registres de perception de taxes ne le sont que dans la mesure où ils peuvent rencontrer leurs obligations financières face au seul propriétaire foncier du quartier. Une des conséquences les plus importantes de l'insécurité matérielle liée aux fluctuations saisonnières des revenus pour plusieurs familles de journaliers était justement d'empêcher les ouvriers de rencontrer leurs obligations financières.

* * *

L'état de la salubrité de la ville de Hull inquiète suffisamment de "bonnes volontés" pour susciter débats et controverses acerbes dans la presse régionale pendant les années 1880-1900. Le Spectateur et Le Canada s'y donnent la réplique à coups de statistiques blâmant à tour de rôle l'incurie du conseil municipal et la négligence populaire (63). Les problèmes soulevés ne sont pas causés seulement par la pauvreté. Une bonne partie des ennuis sanitaires proviennent de la géographie même

de la ville, entourée de cours d'eau copieusement pollués par les déchets des scieries (64) et parsemée de lacs stagnants malodorants (voir carte précédente) en plein quartiers habités (Lac Flora et Minnow). Ces deux lacs dont Le Spectateur réclame l'assèchement disparaîtront du paysage au XXe siècle.

Avant la municipalisation du service d'aqueduc (1886), la population est approvisionnée par des vendeurs d'eau qui puisent l'eau dans...le Ruisseau de la Brasserie et la rivière Outaouais. Or, selon Le Spectateur (65), dans la rivière Outaouais on trouve aussi de la sciure de bois et des tripes d'animaux. La vente du lait quant à elle n'est réglementé qu'en 1907 et 1915 (66). Les "maladies de la misère" n'épargnent pas la ville, affectant surtout les nourrissons. Le registre des sépultures de la paroisse Notre-Dame de Hull, entre le 28 septembre 1890 et le 1er janvier 1892, signale 300 cas de décès d'enfants de moins de 10 ans (une moyenne de 20 par mois) dont 197 étaient âgés de moins de 1 an (67). Peut-on penser qu'il s'agit là d'une année particulièrement meurtrière ? Quoiqu'il en soit, les débats sur l'amélioration de l'hygiène publique à Hull se poursuivront de façon aussi virulente jusque dans les années 1930 (68) signe d'une lente évolution dans l'amélioration des conditions de vie de la population ouvrière de Hull au début du XXe siècle.

C'est dans un tel cadre matériel que se déroulait la vie quotidienne des familles ordinaires de Hull: irrégularité des

revenus tirés d'un travail le plus souvent saisonnier, longs horaires et absences fréquentes des hommes au chantier, accès difficile au logement stable, insalubrité des conditions de vie et de logement. Quels impacts sur les comportements et les stratégies familiales engendrait une telle situation? La jeune fille de Hull à qui on s'adresse dans l'avant-propos, quelles possibilités avait-elle de ne pas se conformer au modèle décrit?

NOTES

1. Voir Normand Séguin, La conquête du sol au XIXe siècle. Québec: Boréal Express, 1977. Sur le Saguenay, consulter les études de Gérard Bouchard citées en bibliographie.
2. Parmi les bibliographies publiées sur la région, citons: Commission de la Capitale Nationale, Bibliographie de l'histoire et du patrimoine-Région de la Capitale Nationale, (édition révisée) Ottawa, C.C.N., 1978, 310 p.; J.P. Saint-Amour, l'Outaouais québécois: Guide de recherche et bibliographie sélective, Hull, Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois, 1978, 178 p.; E. Padolsky et Ian Pringle, Historical Source Book for the Ottawa Valley, 506 p.
3. A.R.M. Lower, The North American Assault on the Canadian Forest: A History of the Lumber Trade Between Canada and the United States, Toronto: Ryerson Press, 1938; Peter Gillis, "E.H. Bronson and Corporate Capitalism: A study in Canadian Business Thought and Action, 1880-1910", thèse de doctorat non-publiée, Queen's University, 1975, 252 p.; P.M. Gibson, "Settlement and Abandonment of land in the Rouge Valley, Laurentides, Quebec. An historical geography", thèse de maîtrise non-publiée, Montréal, Université McGill, 1967; H.E. Parson, "Rural Land Use Change: A Study of the Gatineau Valley of Quebec", thèse de doctorat non-publiée, Lexington, Kentucky University, 1976, 241 p.
4. Caroline Andrew, S. Bordeleau et Alain Guimond, L'Urbanisation: une affaire, Ottawa: Ed. de l'Université d'Ottawa, 1981.
5. Edmond Kayser, "Industry in Hull: Its origins and development, 1800-1961", thèse de maîtrise non-publiée, Université d'Ottawa, 1967.
6. M. Beaulieu, P. Bertrand, L. Leclerc et P.L. Lapointe, Hull-Aylmer. Quelques éléments d'histoire et d'architecture, IHRO, Gauvin, Hull.
7. E.E. Cinq-Mars, Hull, son origine, ses progrès, son avenir, Bérubé Frères, 1908; Edgar Boutet, Le bon vieux temps à Hull, Tome I, Hull, Ed. Gauvin, 1971; Joseph Jolicoeur, Histoire anecdotique de Hull, Hull, Société historique de l'Ouest du Québec, 1977.

8. Alexis De Barbezieux, Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa et de la colonisation dans la vallée de l'Ottawa, vol. I et II, La Cie d'imprimerie d'Ottawa, 1897; Joseph Tassé, La vallée de l'Outaouais, Montréal: Eusèbe Sénécal, 1873, 58 p.; Joseph Bonhomme, o.m.i., Paroisse Notre-Dame de Hull, 1931; Léo Rossignol, " Histoire documentaire de Hull, 1792-1900", thèse de doctorat non-publiée, U. d'Ottawa, 1941, 304 p.; Lucien Brault, Hull 1800-1950, Ottawa: Les éditions de l'Université d'Ottawa, 1950; Lucien Brault, Un siècle d'administration scolaire. La commission des écoles catholiques de Hull, 1866-1966, Hull. La commission des écoles catholiques de Hull, 1966.

9. Bruce Elliott, " The Famous Township of Hull: Image and Aspirations of a Pioneer Quebec Community" in Histoire Sociale/Social History, vol. XII, no. 23, nov. 1979; Patrick Evans, Les Wrights, C.C.N., 1979.

10. P. Gillis, op.cit.

11. Basé sur les travaux de Raoul Blanchard. L'Ouest du Canada-français, Province de Québec, vol. 2: Les pays de l'Ottawa et l'Abitibi-Témiscamingue, Montréal: Beauchemin, 1954, qui souligne l'impact de l'installation des scieries aux Chaudières sur les courants migratoires internes et externes.

12. Les témoignages de l'époque, Bonhomme, Paroisse Notre-Dame de Hull, 1931 et A. de Barbezieux, Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa et de la colonisation dans la vallée de l'Ottawa, 1897, affirment le caractère prolétaire de la population de Hull sans l'analyser.

13. Dans la mesure où les sources qualitatives privilégiées comme journaux intimes ou autobiographies sont rares parmi les classes populaires, il faut souvent passer par les statistiques qui, bien qu'elles ne soient pas entièrement satisfaisantes, peuvent révéler des aspects des comportements des gens ordinaires.

14. Christian Pouyez, Yolande Lavoie et al. Les Saguenayens, p. 164 ss. Tout comme le Saguenay cependant, le tissu urbain qui se met en place dans l'Outaouais du XIXe possède la caractéristique suivante: comparativement aux grands centres urbains québécois de Montréal et Québec, son poids démographique reste relativement faible. De plus, en cette fin de siècle, la diversification industrielle n'est pas encore réalisée à Hull et la ville dépend presque exclusivement d'un secteur d'emploi: le bois.

15. Fernand Harvey, Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec, p. 51.

16. Canada, Recensement de 1890-91, vol.I, p. 206.
17. Toute la section sur l'industrialisation de Hull est tiré de la thèse de Edmond Kayser, Industry in Hull: its origins and development, 1800-1961, Université d'Ottawa, 1967.
18. E. Kayser, op.cit., p. 55.
19. Recensement du Canada 1890-91, manuscrit, district 175. La cité de Hull correspond au sous-district R et comprend 7 divisions. Le même comté avait une population totale de 49,432 une décennie auparavant.
20. J. Hamelin et Y. Roby, Histoire économique du Québec, 1851-1896, p.298.
21. J. Bonhomme, Paroisse Notre-Dame de Hull, p. 21
22. Sur la mobilité géographique et sociale au XIXe siècle voir les travaux de M. Katz, The people of Hamilton, S. Thernstrom, Poverty and Progress: Social Mobility in a Nineteenth Century city et Y. Lavoie et C. Pouyez, Les Saquenayens.
23. C. Pouyez et Y. Lavoie, Les Saquenayens, p.333. Les auteurs constatent que du point de vue nationalité, ethnicité et religion, le Québec du XXe siècle constitue une société homogène presque monolithique, exception faite de Montréal.
24. La compilation des registres de mariage consultée, de 1886-1913, n'indique pas les paroisses d'origine des parents des époux. En recoupant les noms des conjoints et de leurs parents, j'ai obtenu des informations sur plusieurs (49) familles du quartier. Cependant, la série étant incomplète, je n'ai pu en faire une étude exhaustive.
25. Le Spectateur, 23 juillet 1889, p.4.
26. Louis Le Bel, Magdal. Ta vie sera ton châtimeut, p.32.
27. Recensement du Canada, 1890-91, vol.III, p.1. Il faut interpréter prudemment cette différence car l'appellation d'établissements industriels a changé de sens depuis 1881, selon la spécialisation des entreprises.
28. Selon l'enquête effectuée en 1890 et révisée en 1894 par la firme d'ingénieurs civils Chas.E.Goad sur les entreprises Eddy.
29. Renseignements tirés de L'annuaire commercial de la ville de Hull, 1890-91.

30. Les travaux de Kayser sur l'industrialisation de Hull, op.cit., se basent sur les mêmes sources. Dans les recensements publiés, la ville de Hull n'est pas isolée du comté d'Ottawa d'où la nécessité de recourir aux annuaires de la ville.
31. À cet égard, la description du processus de travail à la manufacture d'allumettes par J.Tassé en 1873 donne une bonne idée de la division sexuelle des tâches .
32. Recensement du Canada, tome III, p. 296.
33. Ibid., p. 89ss.
34. Hélène Dupuis, " Une période creuse pour les Hullois ordinaires 1870-1880", Asticou, no.4, basé sur Le Courrier de l'Outaouais.
35. Au sujet de ce conflit, voir l'article de Edward McKenna, "Unorganized Labour versus Management: The Strike at the Chaudière Lumber Mills, 1891", dans Histoire Sociale/Social History, V, 10 (Nov.1972), 186-211.
36. Le Courrier de Hull, 30 mars 1882, p.3.
37. Le Spectateur, 1er mai 1891, p.3.
38. Le Spectateur, 28 juillet 1891, p.3.
39. Le Courrier de Hull, 23 juin 1881, p.3.
40. CRRCT, Ontario evidence, p.1276, témoignage de W.Anderson. 4 mai 1888. "Quand les scieries ferment, certains ouvriers s'en vont en forêt pour compléter les équipes de chantier; mais il est nécessaire d'avoir les hommes dans la forêt avant la fermeture des scieries d'où plusieurs catégories d'ouvriers."
41. Le Spectateur, 22 juillet 1890, 24 avril 1890.
42. CRRCT, Quebec evidence, p. G.Champagne, p.1356, E.St-Amour, p.1338. Dans l'étude de A. de Barbezieux, Le Canada Héroïque et pittoresque, le journalier de scierie qu'étudie l'auteur travaille en ville pendant l'hiver, p. 61-62.
43. Ibid. , p. 1344-46, témoignages de W.Garrioch, "manager" chez Eddy Portes et fenêtres, Joseph Vaillancourt, charpentier, p.1351-53, Hormidas Dupuis, contremaître chez Eddy, p.1354 ss.
44. Ibid., p. 1346-47, témoignage de Ruggles Wright, Manufacturier de briques et ciment.
45. Ibid, p. 1351-53, témoignage de J. Vaillancourt.

46. Ibid., t. de W.Garrloch, p. 1344, A.Gratton, p.1355, J.Carrière, p, 1357.
47. Alexis De Barbezieux, op.cit, p.166-167. L'auteur souligne la nécessité du travail au chantier pour arrondir le revenu familial. À cette époque, en 1900, il évalue le salaire moyen d'un journalier de scierie à \$1.40 quotidiennement. Plusieurs études publiées en histoire canadienne témoignent de l'insuffisance d'un seul salaire en milieu ouvrier à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Voir les ouvrages de Copp, Piva et Bradbury cités en bibliographie.
48. CRRCT, Quebec evidence, témoignage de E.Dorion, p. 1336.
49. CRRCT, Quebec evidence, témoignage de E.St-Amour, contremaître à la scierie, p.1338, J.O Laferrière, secrétaire de la municipalité, p. 1334.
50. Le Spectateur, nos. de septembre et octobre 1891.
51. Le Spectateur, 28 juillet 1891, p.3.
52. V.P. Aubin et A.E. Bérubé, Hull industriel, brochure descriptive publiée à Hull en 1908 avec l'autorisation du Conseil municipal de la cité de Hull. p. 21. Aussi, Recensement nominatif, 1891, Hull, div. 1 et 2.
53. A. De Barbezieux, op.cit, et J.Bonhomme, op.cit., p.20.
54. Pour de plus amples détails sur la tenure foncière à Hull voir P.L.Lapointe, Outaouais, Hull industriel, p. 19-23.
55. Voir les articles de Richard Bushman, "Family security in the transition from farm to city, 1750-1850" in Journal of Family History, 6,3,(Fall 1981); Laurence Glasco, "The Life Cycles and Household structure of American Ethnic Groups: Irish, Germans, and Native-born Whites in Buffalo, 1855" in Hareven, 1977:122-143; Harvey Graff, The Literacy Myth: Literacy and Social Structure in the Nineteenth Century City. New-York: Academic Press, 1979; Stephan Thernstrom, Poverty and Progress: Social Mobility in a Nineteenth Century City, Cambridge, Mass: Harvard University Press, 1964.
56. CRRCT, Quebec evidence, témoignages de E.Dorion, p.1336, J.O.Laferrière, p.1334, J.Vaillancourt, p. 1351-53, D.Dupuis, p.1353-54,
57. Ibid., témoignage de J.O.Laferrière racontant l'éviction dramatique des trois beaux-frères des habitations qu'ils avaient construites avec l'aide de leurs familles. Ce fait survint avant les années 1880 semble-t-il. Il existe de plus au moins une

lettre anonyme datant des années 1870 dénonçant les traitements impitoyables que certains propriétaires, dont les Wright, faisaient subir à leurs locataires.

58. Rôle général de perception de la Cité de Hull, série de 1890-91 et 1891-92.

59. Gordon Darroch, " Occupational Structure, Assessed Wealth and homeowning during Toronto's early industrialization, 1861-1899" in Histoire Sociale/Social History, XVI, 32(nov.1983):381-410.

60. Moyenne calculée à partir des 57 locataires du quartier apparaissant dans le registre de perception général de la municipalité de Hull, 1891-92.

61. Voir le bail de location de Alphonse Gratton, chez le notaire Tétreault, 1900 acte notarié no.19103; aussi, bail de location de A. Thibault, 1888 dans CRRTC, Quebec evidence, vol.II, p.1358.

62. CRRTC, Quebec evidence, vol.II, témoignages de J.O Laferrière, p. 1334, A.Thibault, p.1358, J.Vaillancourt, p.1351-52.

63. Le Spectateur, 17 juillet 1889, p.4-5, 13 août 1889, p.2, 16 mai 1890, p.3, 11 juillet 1890, p.2, 18 juillet 1890, p.2, 29 juillet 1890, p.2,

64. A. Ratté. Les dommages causés par la scierie dans la rivière Ottawa, Mémoire d'Antoine Ratté aidé par J. Wicksteed, avocat, Imp.Evening Journal, 1886.

65. Le Spectateur, 29 juillet 1890

66. Brault, Lucien. Hull 1800-1950, p. 102, basé sur les procès-verbaux du conseil municipal de Hull.

67. Registre des sépultures, cimetière Notre-Dame de Hull, du 1er octobre 1890 au 1er janvier 1892. Le registre indique aussi la cause des décès jusqu'en 1893.

68. Basé sur mes recherches effectuées sur la situation de l'enfance à Hull dans les années 1920.

CHAPITRE 2

"Tous se marient jeunes; ils ont tous de nombreuses familles et tous ont leur foyer". (1)

Affirmation de propagande de l'élite municipale de la ville de Hull en quête de capitaux en 1908, ce souhait correspond-il à la réalité ? En ces quelques mots se dessine l'image de la famille respectable: mariage précoce, progéniture nombreuse, foyer stable. En 1891, une décennie auparavant, la ville de Hull est en pleine expansion démographique et industrielle. Les conséquences de ces phénomènes sur le cadre matériel d'existence des familles ont été examinées dans le chapitre précédent. Le chapitre présent se concentre sur les réactions manifestées par les familles en tant qu'unités sociales à ces transformations profondes. À l'intérieur de la cellule familiale, le rôle ou la place de la femme nous intéresse particulièrement.

À la fin du XIXe siècle, et ce dans tous les discours ou doctrines, la perception de la famille en tant que cellule de base de la société domine (2). Qu'elle soit considérée comme un système économique et/ou un tissu de relations matérielles, affectives et spirituelles, la famille épouse pourtant des logiques différentes selon les milieux sociaux spécifiques.

➤ Indépendamment du modèle bourgeois en vigueur dans la société de l'époque, dans la famille des journaliers de Hull,

L'importance accordée à l'économie familiale qui régit en grande partie les conditions de vie des prolétaires, explique dans une certaine mesure les comportements familiaux. L'étude de la taille et de la structure des ménages hullois, si elle ne permet pas d'élucider toutes les facettes de l'expérience de vie des femmes au sein de la famille, permet tout au moins d'en esquisser les grands traits. Dans le cadre d'un discours nataliste persistant, la célèbre revanche des berceaux, l'image de la mère canadienne-française prolifique aurait survécue à l'industrialisation et à l'urbanisation (3).

Quelle influence pouvait-avoir le comportement démographique des familles sur les stratégies familiales? Comment la taille des familles influençait-elle le sort des individus, dont les femmes et les enfants? Est-ce que ce comportement variait selon l'appartenance sociale?

I. L'ORGANISATION FAMILIALE DANS LA FAMILLE OUVRIÈRE HULLOISE

La principale source utilisée étant le recensement nominatif de 1891, il convient d'abord de préciser la portée des termes choisis et la limite de cette source ponctuelle eu égard à la dynamique familiale.

Les recensements antérieurs à 1921 ne font pas de distinction entre ménage et famille et confondent le groupe familial avec le groupe domestique. Ainsi, leur définition de la

famille correspond à celle de ménage: groupe d'individus habitant un même logement (4). Cependant, pour la première fois en 1891, le recensement identifie clairement par la variable "lien avec le chef de famille" les relations de parenté au sein d'un ménage (5). Il a donc été possible, nonobstant les erreurs probables, de distinguer entre le ménage, groupe d'individus apparentés ou non partageant une habitation, et la famille, cellule nucléaire de base comprenant un couple avec ou sans enfant. Les deux termes seront employés, selon le cas, chacun dans le sens bien précis déterminé ici. Le ménage simple correspond à une famille nucléaire avec ou sans enfants; le ménage élargi équivaut à une famille nucléaire vivant avec d'autres individus apparentés ou non; le ménage multiple regroupe deux familles ou plus, apparentées ou non.

À cause de son caractère ponctuel et limité dans le temps, l'étude d'un seul recensement n'est pas le meilleur indicateur en soi de l'organisation ou de la structure familiale. Le fait que le cycle familial soit composé de phases alternantes d'inégale durée dont la phase nucléaire est la plus longue masque la fréquence des stades élargi ou multiple (6). Malgré ceci, le jumelage des données du recensement avec les registres de mariage a permis de compléter partiellement l'histoire de plusieurs familles du quartier étudié, 179 cas sur 274 (voir critique des sources en annexe).

Étudier la taille des familles avec la seule source du recensement comporte au départ une limite importante: le nombre de membres du ménage identifiés par le recensement correspond aux individus vivant au domicile au moment de la visite de l'énumérateur (7). À cet égard, le recensement ignore les enfants mariés qui ont quitté le domicile ou les enfants morts prématurément projetant ainsi une image minimale de la taille des familles données. En dépit de cette lacune, le nombre d'enfants par famille donne des indications valables sur la responsabilité financière du chef de ménage pourvoyeur, reflète jusqu'à un certain point les modèles de fécondité et les effets de la mortalité infantile.

Une lecture de la variation de la taille des ménages et du nombre d'enfants par famille selon le statut économique suggère que la catégorie de travailleurs la plus vulnérable à l'insécurité matérielle est aussi la catégorie comportant le moins grand nombre d'individus par maisonnée et le plus petit nombre d'enfants à domicile (voir tableau 2.1). Cette situation se vérifie dans le cas des journaliers qui ont la plus faible moyenne d'enfants vivant à domicile (voir tableau 2.2).

Tableau 2.1

Taille des ménages et nombre d'enfants survivants, Hull, Q.3, div.4
selon le statut socio-économique

	Pers/ménage	Enfants/fam.
1. Petits commerçants et entrepreneurs	6	3.8
2. Travailleurs non-manuels	6.9	4.6
3. Artisans et ouvriers qualifiés	5	2.5
4. Ouvriers semi qualifiés	5	3
5. Ouvriers non-qualifiés	4.9	2.7
6. Inclassables	5	3.6
Moyenne:	5	2.46

Source: Recensement nominatif, Hull 1891, tous les ménages, 262 cas.

Tableau 2.2

Nombre d'enfants par famille en fonction du métier des chefs de famille

	N	N.d'enfants
1. Journalier	168	2.7
2. Epicier	14	3.7
3. Contremaitre	3	3.6
4. Charretier	10	2.9
5. Ouvrier-menuisier	7	3.6
6. Tailleur de pierres	6	3
7. Commis	4	5

Source: Recensement nominatif, Hull, 1891, chefs de ménage.

Ceci ne signifie pas nécessairement un comportement malthusien parmi les familles ouvrières, mais peut s'expliquer par le fait que les enfants quittent peut-être le domicile plus

rapidement pour travailler ou s'installer indépendamment des parents. Économiquement, ils doivent se débrouiller seuls plus tôt : sens différent de l'autonomie en milieu ouvrier et en milieu bourgeois. Si cette constatation est cohérente avec l'âge au mariage qui serait plus précoce en milieu ouvrier qu'en milieu plus aisé, cette hypothèse se confirme (voir tableau 2.9). Plusieurs historiens (8) ont démontré que la classe ouvrière était plus lente que les autres groupes sociaux à contrôler la taille de la famille : persistance du modèle traditionnel, nécessité économique ou ignorance des comportements contraceptifs? Le taux de mortalité habituellement plus élevé dans les quartiers populaires (9) peut aussi expliquer cet état de fait.

À l'opposé, les petits commerçants, dont les épiciers, sont ceux qui ont davantage d'enfants ou de dépendants à domicile. Dépendants qui n'en sont peut-être pas dans la mesure où la contribution des membres de la famille au commerce exige ou explique la cohabitation prolongée au foyer paternel (voir tableaux 2.1 et 2.2). Alors qu'une bouche de plus à nourrir représente une difficulté supplémentaire dans la famille ouvrière, la participation de l'enfant au commerce familial représente plutôt l'économie d'un employé salarié. Un autre facteur pouvant expliquer cette disparité de classe est l'âge des chefs de ménage. La catégorie des 65 ans et plus exceptée, plus le chef est âgé, plus la taille du ménage risque d'être

élevée (voir tableau 2.3). Ceci correspond aux périodes normales du cycle familial et souligne les périodes critiques au point de vue économique dans le cycle familial: soit lorsque les enfants sont jeunes et qu'il n'existe pas de possibilité de trouver dans la famille d'autres travailleurs d'appoint.

Tableau 2.3

Taille moyenne des ménages et nombre d'enfants par famille selon l'âge des chefs de ménage

AGE DES CHEFS	PERS/MEN.	ENFANTS/FAM.	N.
20-24 ANS	2.6	0.4	21
25-29 ANS	4.3	2	42
30-34 ANS	4.8	2.4	33
35-39 ANS	5.5	3.4	39
40-44 ANS	5.6	3.5	30
45-64 ANS	5.9	3.8	85
65 ET PLUS	4.6	2.8	10

260/262 ménages. Les 2 cas manquants ont moins de 20 ans.

C'est chez les travailleurs non-manuels que l'on retrouve les familles les plus nombreuses en moyenne. La composition de cette catégorie sociale est en partie responsable de cette situation. Elle regroupe peu d'individus comparativement aux autres groupes et est très diversifiée (4 commis, 2 contremaîtres, 1 registraire, 1 policier). Ils ont en commun un salaire régulier et non saisonnier et un nombre moyen d'enfants assez élevé. Quatre de ces familles ont plus de 5 enfants. Est-ce que l'aisance financière seule peut expliquer cet état de fait? Ou est-ce que les normes culturelles, moins contrariées par les contraintes économiques, se manifestent-elles plus directement?

La faiblesse de représentativité de cette catégorie sociale de même que son hétérogénéité ne permet pas de poursuivre l'analyse davantage.

Sur les 262 ménages étudiés, 98 d'entre eux (37%) ont plus de quatre enfants résidant au domicile des parents, ce qui peut représenter une lourde charge en milieu ouvrier vue l'insécurité des revenus. La tâche de la mère-ménagère s'en trouvera d'autant amplifiée et le sort de ses filles, directement affecté. Car si le rôle maternel et domestique est privilégié, les filles seront recrutées pour aider la mère débordée.

* * *

À Hull, (voir tableau 2.4) comme dans l'ensemble du monde occidental à la même époque, il y a prédominance des ménages nucléaires et ce dans toutes les catégories occupationnelles et d'âge (10). Mais, plusieurs ménages passent au moins par une autre forme. Lors des mariages, il y a formation de nouvelles familles qui ont des chances de vivre au début de leur vie commune, dans un ménage élargi ou multiple. Par exemple, Alfred Demers, 24 ans, journalier de scierie marié en 1890 à Notre-Dame de Hull habite en 1891 avec sa jeune épouse de 19 ans chez son père épicier. La plupart du temps, les exceptions au ménage nucléaire sont dûes soit à la cohabitation au début du mariage ou à l'hébergement de conjoints restés veufs ou veuves avec un enfant marié (ménages 33, 108, 131).

Tableau 2.4

STRUCTURE DES MÉNAGES, HULL, Q.3, DIV.4, 1891

	N	%
STRUCTURE DES MÉNAGES		
*simples	221	(84.3)
*élargis		
avec parents	21	(8)
avec logeurs	8	(3.1)
*Multiples		
avec parents	11	(4.2)
avec logeurs	1	(.4)
total:	<u>262</u>	<u>100%</u>

Source: Recensement nominatif, Hull, Q.3, div.4, 1891, tous les chefs de ménage.

D'autres divergences face au modèle nucléaire prédominant sont causées par les périodes de crise de la famille. Par exemple, à une époque où la ville de Hull ne compte pas encore d'orphelinat (11), les enfants nés hors des liens du mariage ou restés orphelins sont souvent pris en charge par les familles de la parenté ou du voisinage (ménages 012, 123, 158, 174, 181, 192, 251, 257). C'est ainsi que Flore Dandurand, célibataire, se retrouve à 52 ans tutrice des quatre enfants de sa soeur décédée, Philomène, en 1891.

À Hull, compte tenu de la possibilité de trouver un revenu autonome dans les moulins de la région, compte tenu de l'exiguïté des logements et de la faiblesse des revenus salariaux, on pourrait imaginer un modèle différent dans le cycle familial selon l'appartenance à une catégorie sociale,

différente. Ainsi, les tableaux 2.5 et 2.6 montrent que le taux de familles nucléaires est plus élevé parmi les familles ouvrières. Par contre, les mêmes tableaux indiquent que ce sont aussi ces familles qui sont susceptibles d'héberger des logeurs ou pensionnaires, stratégie supplétive de revenu ou aide à un parent dans le besoin.

Tableau 2.5

STRUCTURE DES MENAGES SELON LE STATUT SOCIO-ECONOMIQUE

	SIMPLE		ELARGI			MULTIPLE		
	N	%	%	%	%	%	%	%
			P	S	L	P	A	L
1. Petits entrepreneurs et commerçants	21	80	10	-	-	10	-	-
2. Travailleurs non-manuels	8	62	38	-	-	-	-	-
3. Artisans et ouvriers qualifiés	29	83	10	-	-	4	-	4
4. Ouvriers semi-qualifiés	19	100	-	-	-	-	-	-
5. Ouvriers non-qualifiés	145	84	7	-	4	4	-	-
6. Inclassables	10	83	-	-	-	8	-	-

SOURCE: Tous les chefs de ménage, Recensement nominatif, q.3, div.4, Hull, 1891

P: parenté, S: serviteur, L: logeur/logeuse, A: autre famille sans lien de parenté.

Par rapport au modèle actuel, rappelons que la majorité des enfants et adolescents du quartier vivent avec leurs parents, les célibataires vivant rarement seuls. Tous les pensionnaires que nous avons retrouvé dans le quartier (8 au total) cohabitent avec une famille de journalier. La plupart d'entre eux (5/8) sont des veufs ou veuves dont il est difficile d'identifier de façon

catégorique le lien avec le chef de ménage. Bien que l'énumérateur les ait identifiés comme logeur, la possibilité n'est pas écartée qu'ils puissent être aussi des parents. Une seule des trois autres logeuses peut être affirmativement considérée comme telle: elle est journalière.

Tableau 2.6

STRUCTURE DES MÉNAGES SELON LE MÉTIER DES CHEFS

	N	SIMPLE	ÉLARGI	MULTIPLE
1. Journalier	168	83%	12%	4%
2. Epicier	14	79%	7%	14%
3. Contremaître	3	33%	66%	--
4. Charretier	10	100%	--	--
5. Ouvrier- menuisier	7	100%	--	--
6. Tailleur (pierres)	6	66%	17%	17%

Source: Recensement nominatif, Hull 1891, Q.3, div.4, chefs de ménage.

En même temps, la cellule familiale de base s'accroît de façon régulière comme le souligne le nombre moyen d'enfants par famille, tout comme la taille des ménages (voir tableau 2.3). Si après 35 ans la forme nucléaire domine, ceci indique comment la famille a alors atteint sa croissance maximale. L'augmentation des ménages multiples selon l'âge de l'épouse reflète comment les conjoints restés seuls ont tendance à s'installer avec des enfants mariés une fois la maison vide d'enfants (voir tableau 2.7).

La variation de la taille de la famille selon les cycles qu'elle traverse et selon l'augmentation du nombre d'enfants qui la compose sont des facteurs qui affectent directement la tâche dévolue à la mère de famille. Chez les journaliers de scierie régulièrement soumis au chômage, la survie quotidienne exige de la mère de bonnes doses d'ingéniosité et de débrouillardise et une grande capacité de travail. Pas étonnant que Le Spectateur fasse l'éloge d'une femme "en bonne santé".

Tableau 2.7

STRUCTURE DES MÉNAGES SELON LE CYCLE FAMILIAL

ÂGE DE L'ÉPOUSE	N	SIMPLE	ÉLARGI	MULTIPLE
15-24 ans	47	84%	14%	2%
25-34 ans	81	82%	12%	6%
35-44 ans	67	86%	10%	4%
45 ans et plus	67	87%	7%	4%

Source: Recensement nominatif, Hull, Q.3, div.4, 1891. Épouses des chefs de ménage.

II. LA PARENTÉ: LA FAMILLE À PROXIMITÉ

S'en tenir à l'examen sommaire des données du recensement conduit à la conclusion que la plupart des familles du quartier 3 sont des familles nucléaires autonomes. Pourtant, plusieurs de ces familles nucléaires, apparemment indépendantes les unes des autres, évoluent dans un cercle plus ou moins étendu de parentèle habitant à proximité, dans le même quartier, souvent côte à côte.

Cette question des réseaux d'entraide et d'alliances familiales parmi les familles urbaines a suscité un renouvellement de la perspective historique en soulignant comment la famille tenait, en pleine société urbaine et industrielle, un rôle fondamental d'encadrement, d'intégration et de coordination dans les réseaux migratoires et le renouvellement de la main d'oeuvre industrielle (12). En ce qui concerne le quartier 3 de Hull, plusieurs indices laissent croire à l'existence de tels réseaux familiaux parmi la population .

Selon Elizabeth Bott, les caractéristiques permettant la formation de forts réseaux d'entraide familiaux seraient les suivants: proximité du voisinage, similitude du travail et du statut occupationnel, modèles de migration et manque d'occasions de mobilité sociale (13). Habiter côte à côte ne signifie pas nécessairement dépendre l'un de l'autre ou collaborer. Il est presque impossible de mesurer de façon systématique le degré d'entraide fourni par la parenté ou le voisinage . Mais à une époque où le rôle supplétif de l'Etat dans le domaine des services sociaux est encore faible, le recours aux ressources familiales est quasiment une condition de survie dans un milieu où les ressources sont faibles (14). L'examen des registres de mariage a permis de dénoter des cas de liens de parenté évidents entre les ménages suivants: le père et ses fils (ménages 252-254, 232-239), soeurs et frères établis côte à côte non loin du foyer paternel (ménages 55,56,57, ménages 80,157, 160,

ménages 163, 164, 165), soeurs logeant leur père et habitant côte à côte (ménages 17-18, ménages 38-39, 137-138) veuve entourée de ses fils (ménages 199, 200, 201).

Plutôt que de se laisser dévorer par le système industriel, les familles ont développé leurs propres stratégies de survie fondées en quelque sorte sur leurs traditions soit l'utilisation des liens de parenté comme ressources . À cause du haut niveau d'insécurité matérielle (voir chap.1), les enfants qui se marient s'installent avec ou près des parents , des frères et soeurs créant ainsi de véritables réseaux potentiels d'entraide dans l'adversité. Un bel exemple en est fourni par le témoignage de J.O. Laferrière devant la C.R.R.C.T. en 1888 relatant comment les trois beaux-frères évincés par Mme Scott de leurs maisons contigues avaient construit leurs demeures en collaboration (15).

La forte proportion de journaliers de scierie parmi les membres d'une même famille témoigne en faveur de l'existence d'un phénomène de reproduction sociale dû à la faible diversification industrielle de la ville et aux limites des possibilités de mobilité sociale (voir étude de l'alphabétisation au chapitre 3). L'existence de réseaux de recrutement de la main d'oeuvre par l'entremise de la parenté, bien que se situant à un autre niveau que ceux existant dans les industries textiles de la Nouvelle-Angleterre (16), semble aussi

une caractéristique du marché du travail hullois spécialement dans le cas de la main d'oeuvre juvénile.

En 1888, chez Eddy, les contremaîtres peuvent engager des enfants comme sous-contractants et les congédier à la fin de la semaine (17). Edmond St-Amour, contremaître à la scierie souligne que les enfants lui sont souvent amenés par leurs pères (18). Interrogé sur sa position face au travail juvénile, celui-ci répond qu'il engagerait ses propres enfants à la condition expresse qu'ils travaillent sous sa juridiction. Dans cette perspective, le travail à la scierie n'est qu'une autre forme de labeur effectué par les enfants dont on s'attend à une forme de contribution à l'économie familiale. A la fabrique d'allumettes également les équipes formées de filles et de leurs jeunes frères ne sont pas rares (19). Recrutées par les contremaîtres et leurs parents, ces jeunes équipes contribuent par leurs faibles moyens au revenu familial.

Le recours à la parenté comme simple support affectif et économique ou comme palliatif en cas de crise s'inscrit aussi dans la continuité des traditions héritées du monde rural. Ce n'est peut-être pas exclusivement une pratique réservée à la seule classe ouvrière, les petits commerçants semblent aussi y recourir, mais étant donné le peu de ressources financières disponibles à la famille ouvrière pour l'achat de services ou même de soins, la solution du recours à la famille semble plus impératif.

III. LE MARIAGE: FORMATION DES NOUVELLES FAMILLES

À travers les siècles, on note des fluctuations importantes dans l'âge des conjoints au premier mariage. Ces changements sont étroitement liés aux conditions économiques, aux valeurs et aux coutumes prévalant dans une société donnée. "The age of marriage often provides significant clues to circumstances affecting family life and the patterns of family relationship which might otherwise remain elusive" (20). Ainsi, l'âge au premier mariage soulève les questions de la dépendance ou l'indépendance des enfants face à la famille d'orientation, de l'influence des possibilités économiques locales et de la délimitation des périodes de transition dans le cycle de vie individuel selon les classes sociales. Il va de soi que ces questions se posent en termes différents selon le sexe de l'individu.

Dans les théories axées sur la modernisation de la famille (21), on relie l'affaiblissement du contrôle parental sur le choix des conjoints à une indépendance économique plus hâtive et donc au mariage précoce. Dans cet optique, l'expansion du travail salarié favoriserait d'une certaine façon l'abaissement de l'âge au mariage. Ce raisonnement a conduit certains historiens à surestimer l'indépendance des enfants face aux parents dans les classes populaires en oubliant trop facilement la famille comme unité économique.

Dans l'ensemble du Québec, l'âge au mariage est assez élevé en cette fin du XIXe siècle (voir tableau 2.8), les filles se mariant généralement plus jeunes que les garçons. À Hull, dans le quartier 3, on se marie comparativement plus jeune que partout ailleurs au Québec. Cette situation reflète l'importance des conditions économiques locales. Chez les garçons, les emplois accessibles dans les moulins et les industries secondaires du bois favorisent les mariages jeunes d'autant plus que les contraintes de l'héritage jouent peu en milieu ouvrier. Comparativement à Montréal, Hull ne souffre pas de surplus de femmes célibataires. Au contraire, à Hull, dans la catégorie des 15-54 ans, les hommes sont plus nombreux.

Tableau 2.8

Âge moyen au mariage à Hull comparé à d'autres régions

	HOMMES	FEMMES
HULL (1891), Q.3	24.5	20.7
MONTREAL (1891)	27.9	25.8
*MONTREAL (1881)	26.5	25.5
SAGUENAY (1891)	25.9	23.1
PROV. QUÉBEC (1891)	27.2	24.7

Source: Hull, 1891: Recensement nominatif; Montréal 1881: quartiers ouvriers de Ste-Marie et St-Anne étudiés par Bettina Bradbury dans sa thèse de doctorat; Montréal 1891, Saguenay et P. Québec, tiré de Lavoie et Pouyez, Les Saguenayens, p. 270.

Si cette affirmation est exacte l'âge au mariage devrait être influencé par l'appartenance à une classe sociale (voir tableau 2.9). Chez les hommes comme chez les femmes, l'âge au

mariage s'abaisse en fonction du statut socio-économique, la plus forte proportion de mariages hâtifs se retrouvant parmi les ouvriers semi et non-qualifiés. Par contre, la catégorie regroupant les veuves et les chefs de ménage sans emploi (inclassables) est celle qui retient le plus longtemps les enfants participants au foyer.

Tableau 2.9

Âge moyen au mariage selon la classe sociale

	FEMMES (N)	HOMMES (N)
1. Petits commerçants et entrepreneurs	24.9 (30)	26.5 (30)
2. Travailleurs non-manuels	22.5 (10)	25 (15)
3. Artisans et ouvriers qualifiés	21.6 (34)	25.3 (41)
4. Ouvriers semi-qualifiés	19 (24)	25 (28)
5. Ouvriers non-qualifiés	20.2 (214)	23.1 (220)
6. Inclassables	28.9 (21)	34 (29)
Total (15-54 ans)	333 cas	365 cas

*La moyenne d'âge au premier mariage a été calculée selon la formule mise au point par Hajnal, dans "Age at marriage and Proportion marrying", p.130.

Il est important de noter le fort taux de nuptialité (voir tableau 2.10) dans l'ensemble de la population masculine et féminine : à peu près tout le monde se marie. Là encore, (voir les tableaux 2.11 et 2.12) on note des variations dans le taux de nuptialité selon la classe sociale d'appartenance. On se marie plus jeune si l'on vient de la classe ouvrière sauf si l'on est

l'enfant d'un chef de ménage sans ressource (veuve ou autre). Ce scénario est compatible avec le concept d'économie familiale dans lequel le degré d'indépendance des enfants se modère jusqu'à un certain point sur les besoins de la famille d'orientation.

Il n'est pas facile de départager si la décision de quitter la famille d'orientation est un choix personnel délibéré ou le résultat d'un choix familial. Au XIXe siècle, la force normative du couple provoque une forte polarisation autour du mariage, pour les hommes et pour les femmes. Indépendamment de la classe sociale, le modèle du foyer stable prévaut et incite les jeunes à agir dans ce sens.

Tableau 2.10

Taux de nuptialité selon les catégories d'âge, Hull, 1891

ÂGE	FEMMES		HOMMES	
	N	%	N	%
15-19 ANS	9	15	2	2
20-24 ANS	36	58	22	34
25-29 ANS	60	94	44	83
30-34 ANS	26	93	33	84
TOTAL	131		101	
(15-34 ANS)	215		227	

Au plan individuel, le mariage peut représenter un pas vers l'indépendance de l'autorité parentale et conférer en quelque sorte un statut d'adulte. Au plan économique, le mariage attribue à l'homme, légalement et économiquement, le statut de chef et pourvoyeur principal de la famille. Les considérations

entourant la décision de se marier englobe donc une série de facteurs dont l'appartenance à une classe sociale n'est pas le seul déterminant. Il faut y ajouter les valeurs culturelles et religieuses de même que la conjoncture économique locale.

Parmi les familles des journaliers, le fait que la contribution de tous les membres actifs affecte le revenu familial peut influencer directement les stratégies matrimoniales. Ainsi, le cas de la famille Hébert illustre bien comment. Au moment du recensement, la mère de 45 ans est veuve, sans emploi déclaré. Elle a dix enfants à charge dont l'âge varie de 6 à 25 ans. Six d'entre eux contribuent par leur travail de journalier au revenu familial. Or, la mère se remarie en juillet 1891 avec un veuf. L'année suivante, trois de ces enfants se marient à leur tour, dont Eudoxie, allumettière de 20 ans (22).

Tableau 2.11

Taux de nuptialité en fonction de la classe sociale selon les catégories d'âge, Femmes, Hull, 1891

ÂGE	(%)	I	II	III	IV	V	VI
15-19 ANS		0	0	0	16	20	0
20-24 ANS		37	50	63	--	69	0
25-29 ANS		80	100	100	100	96	50
30-34 ANS		100	100	100	100	94	50
N. (15-34 ANS)		(20)	(6)	(19)	(15)	(141)	(14)
AGE MOYEN		24.9	22.5	21.6	19	20.2	28.9

Tableau 2.12

Taux de nuptialité en fonction de la classe sociale, selon les catégories d'âge, Hommes, Hull 1891

AGE	(%)	I	II	III	IV	V	VI
15-19 ANS		0	0	0	0	4	0
20-24 ANS		0	0	17	0	53	0
25-29 ANS		75	100	84	100	94	17
30-34 ANS		100	100	100	100	84	0
N. (15-34 ans)		(15)	(10)	(16)	(13)	(146)	(27)
AGE MOYEN		26.5	25	25.3	25	23.1	34

Pour les filles, il est universellement admis que le salut passe en quelque sorte par le mariage. L'âge moyen au mariage assez bas pour les filles du quartier, comparativement aux garçons, de même que leur fort taux de nuptialité, souligne comment ce rôle est valorisé. Généralement, les filles se marient jeunes, si l'économie locale ne leur permet pas facilement d'accumuler des biens avant le mariage (23). Par contre, le fait de pouvoir travailler jeune dans les industries de la région pourrait tout aussi bien expliquer pourquoi plusieurs d'entre elles sont prêtes financièrement à se marier à 20 ans si elles travaillent dans les allumettes depuis l'âge de 13 ans comme se sera le cas pour Adèle A. et Ernestine B. qui vivaient à Hull en 1920 (24), à la condition, bien sûr, qu'elles ne doivent remettre leur salaire entier à la famille.

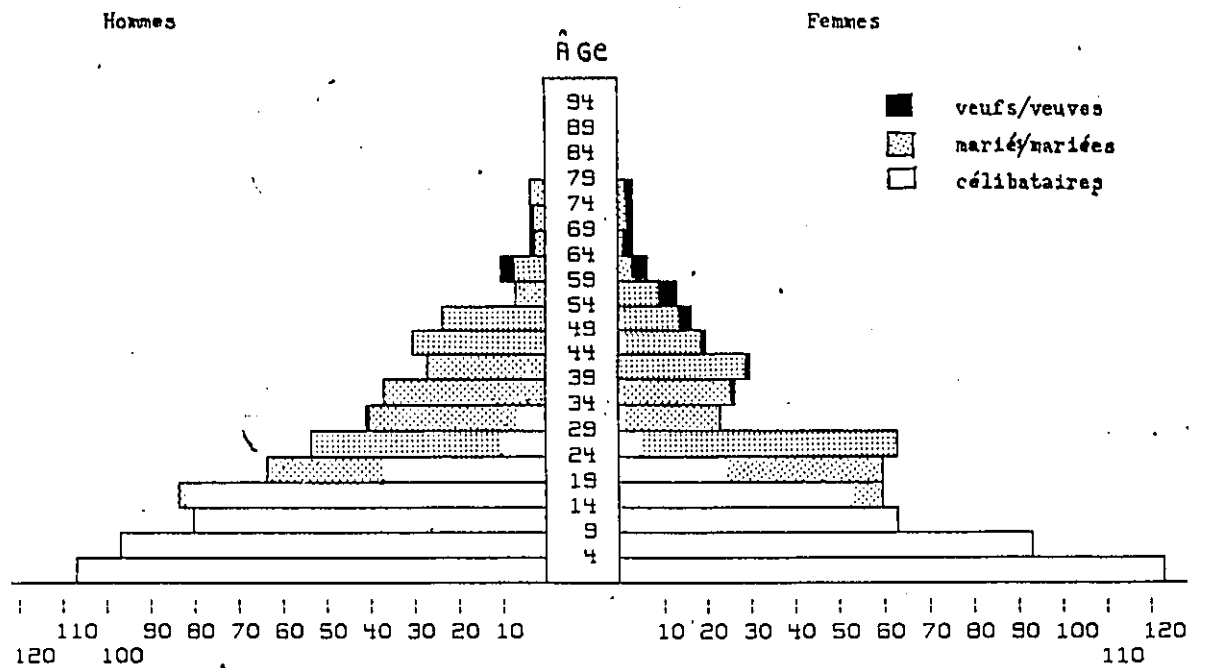
Cette unanimité autour du mariage dans le discours provoqué un certain rejet du célibat, surtout s'il n'est pas sanctifié par

l'entrée dans la vie religieuse (25). Comme le remarque Michelle Perrot (26), il y a finalement peu de célibataires définitifs parmi les populations de la fin du XIXe siècle. Le célibat féminin est raillé dans la presse locale de l'époque, encore plus que le célibat masculin (27). Dans notre quartier, à prédominance masculine parmi les plus de 20 ans, la solitude sera surtout le fait des femmes (voir graphique 1). A partir de 34 ans, tous les hommes semblent ou mariés ou remariés. Le veuvage, et la situation précaire qu'il engendre, est une expérience féminine dans le quartier trois.

De cette étude statistique se dégage un modèle plutôt statique et rudimentaire de la famille hulloise du quartier 3. Y sont absentes les crises, autres que le veuvage, vécues par les familles de même que les stratégies alternatives au mariage utilisées par les filles et garçons : vie religieuse, exil à la grande ville ou aux Etats-Unis. Ne s'y retrouvent pas non plus les comportements dits déviants, délinquance ou criminalité sociale attribués à tort surtout à la classe ouvrière à cause, de sa plus grande visibilité, la frontière entre misère et respectabilité étant si fragile dans ce milieu. Il aurait fallu, pour jeter un éclairage là-dessus, d'autres types de sources.

À l'image des autres familles du monde occidental de la fin du XIXe siècle, la famille hulloise du quartier 3 est surtout nucléaire, temporairement élargie selon le cycle qu'elle

GRAPHIQUE 2.1 POPULATION SUIVANT LE SEXE, L'AGE ET L'ETAT MATRIMONIAL



Effectifs des classes d'âge quinquennales pour le nombre total d'individus

Source: Recensement nominatif, Hull, Q.3, div. 4, 1891

traverse. À cause de la difficile survie quotidienne, le comportement matrimonial des jeunes se modèle en quelque sorte sur les réalités économiques familiales et locales. Encore dépendants des réseaux d'entraide familiaux dans les situations difficiles, les ménages d'ouvriers de scieries s'établissent volontiers côte à côte dans les mêmes quartiers, autour des lieux de travail.

La force normative du mariage, dans tous les milieux sociaux, incite aussi les filles d'ouvriers à se caser tôt, à moins que la famille n'ait absolument besoin de leur salaire. Une fois mariée, et même avant dans le cas des filles de familles nombreuses, la norme reste la maternité et la domesticité. Aux limites imposées à la fille de journalier par la pauvreté, il faut ajouter la force du rôle cité en introduction à ce travail et l'apprentissage qu'elle en fait encore enfant dans la famille d'orientation.

NOTES

1. Aubin, Hull industriel, p. 23. Les citations utilisées au début des chapitres 2, 3 et 4 proviennent toutes d'une brochure de propagande publiée en 1908 avec l'autorisation du Conseil Municipal de Hull. En ce sens, elles ne décrivent pas une situation mais tendent à projeter une image dorée de la réalité.
2. Michelle Perrot, in P. Ariès et G. Duby, Histoire de la vie privée. Tome 4: De la Révolution à la Grande Guerre, Paris: Seuil, 1987. p. 91.
3. Question étudiée par Marie Lavigne dans "Réflexions féministes autour de la fertilité des québécoises" in Maitresses de maison, maitresses d'école, p. 319-338. Elle souligne dans cet article comment le modèle démographique de la ville de Hull aussi tard qu'en 1940 se rapproche par son taux de fertilité du modèle dit rural de la famille nombreuse.
4. Manuel contenant l'acte du recensement et les instructions aux officiers employés à faire le troisième recensement du Canada, 1891, p. 5.
5. Recensement nominatif, Canada, 1891. La variable fait partie des questions que l'énumérateur devait poser à chaque répondant. Quoique dans l'ensemble le résultat soit fiable, il se produit des situations où l'énumérateur a soit commis des erreurs, a soit biffé ses observations. Dans le cas d'erreurs évidentes démenties par au moins deux autres variables certaines, nous avons corrigé les erreurs. Autrement, nous n'avons pas considéré les valeurs.
6. Pour une critique de la limite du recensement à cet égard, voir l'article de Gérard Bouchard, "L'étude des structures familiales pré-industrielles: pour un renversement des perspectives", in Revue d'histoire moderne et contemporaine, Tome XXVIII (oct. nov. 1981): 545-571.
7. Manuel contenant l'acte du recensement et les instructions aux officiers employés à faire le troisième recensement du Canada, 1891, p. 3 et 4. Pour la première fois les directives concernant les absents temporaires permettent d'énumérer les domestiques au domicile de leurs parents plutôt que de leur employeur.
8. De Bonville, Jean Baptiste Gagnepetit, p. 136-137. Citant l'étude de Ames, The City Below the Hill, l'auteur souligne également comment là où les salaires sont bas, les familles sont

particulièrement petites. Ceci coïncide aussi avec les constatations de Bettina Bradbury dans sa thèse de doctorat, "The Working Class Family Economy: Montréal, 1861-1881", p.70. Voir aussi, Jane Lewis, Women in England, p.15.

9. Soulligné dans J.Scott et L. Tilly, Women Work and Family, p. 102; J. Lewis, Women in England, p. 15; E. Roberts, A Woman's Place p. 104 ss.

10. M. Katz, The people of Hamilton, Canada West; D.Gagan, Hopeful Travellers; B. Bradbury, thèse de doctorat; T. Hareven, Family Time, Industrial Time.

11. Il n'y a pas d'orphelinat à Hull avant 1928. Jusqu'à cette date, les enfants sont envoyés à l'orphelinat St-Joseph d'Ottawa.

12. Voir à cet égard, T. Hareven, Family Time, Industrial Time, p.85; aussi, G. Bouchard, "Sur la dynamique culturelle des régions de peuplement", in Canadian Historical Review, LXVIII, 4(1986), pp. 473-490. Egalement, Gail Cluhbert Brandt, "Weaving it together: Life cycle and the Industrial Experience of Female Cotton Workers in Quebec, 1910-1950", in Labour/Le Travailleur, pp.113-125.

13. E. Bott citée dans T.Hareven, Family Time, Industrial Time, p. 115.

14. G. Bouchard, op.cit., p.482 ; E. Roberts, A woman's Place, chap. 5 et T. Hareven, op.cit., p. 122.

15. Témoignage de J.O. Laferrrière devant la CRRCT, Quebec evidence, vol.II, p. 1334.

16. La situation à Hull est néanmoins différente de celle qui prévaut dans l'industrie textile de la Nouvelle-Angleterre telle que décrite par T. Hareven, op.cit et F.H. Early in "The French-Canadian Family Economy and standard-of-living in Lowell, Massachusetts, 1870" in Journal of Family History, Summer 1982.

17. CRRCT, op.cit., témoignage de Emmanuel Dorion, p. 1336.

18. Ibid, témoignage de Edmond St-Amour, p. 1338.

19. Ibid, témoignage de Rose Deschênes, p. 1349-1350.

20. P. Greven, "Family Structure in Seventeenth Century Andover, Mass.", dans M. Gordon, The American Family in Social-historical Perspective, p. 23.

21. W.J. Goode, World Revolution and Family Patterns, p. 6-48.

22. L'histoire de cette famille a été reconstituée en jumelant les renseignements tirés du Recensement nominatif de 1891, ménage 074, et ceux apparaissant dans le Registre de mariages de la paroisse Notre-Dame de Hull, 1886-1913. Le registre de mariage identifie les membres de la famille et leurs conjoints de même que la date de leurs unions respectives.

23. D. Gittins, Fair Sex, p.73. "If jobs were scarce and poorly paid for single women, marriage did not matter so much to them or to their parents, and in these areas a higher rate of marriage and a low age at marriage were common." Ceci correspond bien à la situation de Hull; cependant, considérant le fait que plusieurs allumettières commencent à travailler très jeunes, on peut penser qu'à 20 ans elles ont peut-être déjà eu le temps d'accumuler un peu de biens .

24. Témoignages de Adèle A. et Ernestine B.

25. Dans sa thèse de doctorat publiée sous le titre de Taking the veil: an alternative to marriage, motherhood and spinsterhood in Quebec, 1840-1920, Toronto: McClelland and Stewart, 1987, M. Danylewycz souligne justement une augmentation des effectifs des communautés religieuses pendant cette période. Il a été impossible avec la seule source du recensement d'identifier jusqu'à quel point cette alternative pouvait être adoptée par des filles du quartier.

26. M. Perrot, op.cit., p.291

27. Le Spectateur 20 oct.1891. Dans un court texte intitulé "Pourquoi je suis restée vieille fille", l'anonyme auteur demande aux jeunes filles d'épouser le premier parti qui se présente sans faire la difficile par crainte de devoir rester vieille fille comme elle. Les articles sur le célibat masculin sont toujours moins satiriques dans ce sens que l'on trouve toujours une utilité aux "vieux garçons"...

CHAPITRE 3

"Les ouvriers sont forts et vigoureux à Hull. La très grande majorité lit et écrit, la jeune génération est même instruite". (1)

L'expérience de l'enfance et de l'adolescence est de plus en plus marquée par la fréquentation scolaire à mesure que l'on approche de la fin du XIXe siècle. Mais dans une certaine mesure, l'instruction formelle reste une expérience variable selon les classes sociales d'appartenance et selon les sexes (2). Pour plusieurs enfants de la classe ouvrière, la famille reste la plus importante si ce n'est la seule école de la vie. Inséparable de l'expansion du travail salarié disponible à la main d'oeuvre juvénile, la scolarisation suit inégalement la courbe de l'appartenance socio-économique. C'est sous la double contrainte de la solidarité familiale héritée des traditions et de la société capitaliste avare de main d'oeuvre à bon marché qu'évolue l'expérience de vie des filles et garçons de la révolution industrielle (3) en cette fin de siècle à Hull.

Dans l'itinéraire d'une vie au féminin, l'instruction représentait un mode de socialisation différent de la famille de même qu'un moyen d'améliorer son sort et celui des enfants, puisque dans certains milieux du moins (4), la société comptait sur les mères pour apprendre à lire aux enfants. Pour la fille du journalier, selon un parcours différent de son frère, la

possibilité de s'instruire compétitionnait trop souvent les besoins domestiques et économiques de la famille.

I. ALPHABÉTISATION ET INSTRUCTION

À la signification et à l'importance de l'alphabétisation se greffent les notions de culture populaire et d'instruction formelle par la fréquentation scolaire. Aux classes populaires véhiculant une culture transmise oralement, entre autre par des dictons traditionnels connus et répétés, s'oppose une classe bourgeoise lettrée, instruite, hégémonique tentant d'imposer ses valeurs et ainsi, de contrôler les classes dites dangereuses (5). Dans certaines études (6), l'analphabétisme et la résistance aux changements sont liés posant la question du retard des mentalités et du traditionalisme en fonction du taux d'alphabétisation d'une société, le modernisme et l'ouverture d'esprit étant signes et conséquences de la scolarisation et de l'instruction.

L'alphabétisation définie comme l'acquisition de connaissances de base en lecture et écriture se distingue de l'instruction qui implique davantage un certain savoir acquis par un enseignement formel. Dès 1897-1898, le sociologue canadien-français Léon Gérin propose qu'on cesse de considérer l'alphabétisation comme un simple reflet du système scolaire (7) soulignant comment les inégalités régionales de l'alphabétisation se modèlent sur le paysage économique et la structure

professionnelle de même que la composition ethnique de la population. Il attirait ainsi l'attention sur les facteurs économiques et culturels responsables de l'analphabétisme.

Dans son étude sur le mythe de "literacy" (difficile à traduire peut-être par savoir ou instruction), H. Graff (8) ayant comme but l'étude de l'importance de l'instruction comme moyen de mobilité sociale, souligne comment le système scolaire contribue en tant qu'élément de la structure sociale renforçant les inégalités existantes (9). Pour lui, les caractéristiques héritées, fortune, position sociale, sont plus importantes que les succès académiques : l'instruction ne peut annuler ou remplacer les avantages de la naissance. À son avis, la société du XIXe siècle n'est pas assez développée pour que l'instruction (literacy) soit requise pour l'avancement économique et/ou sociale ou pour l'avancement inter-générationnel. Mais la question importante est-ce vraiment de savoir si quelques individus peuvent réussir sans instruction?

Indépendamment des controverses et débats entourant la nécessité ou non d'être instruit pour gagner sa vie et progresser dans le système social du XIXe siècle, il semble difficile sinon impossible de déterminer un seuil acceptable ou un niveau idéal d'instruction au XIXe. Admettons avec A. Greer que l'analphabétisme soit un phénomène normal du paysage social de ce siècle, phénomène en voie de résorption à partir surtout de 1850 où s'amorce selon ses études une croissance de

l'alphabétisation des masses populaires au Québec, comme ailleurs dans les sociétés occidentales, bien qu'à un rythme différent (10).

En conclusion à son étude sur l'évolution de l'alphabétisation au Québec, Greer souligne l'accroissement du taux d'alphabétisation global du Québec depuis 1850. Il insiste sur cette particularité du Québec pré-industriel où on retrouve une relative égalité entre les taux d'alphabétisation des hommes et des femmes, les femmes devenant plus alphabétisées que les hommes à la fin du XIXe siècle. Il souligne surtout comment les attitudes populaires associées à la tradition culturelle et religieuse sont plus importantes que les facteurs matériels pour expliquer les différences entre Canadiens français catholiques et Canadiens anglais protestants face à cette lenteur relative du Québec à s'alphabétiser et à s'instruire (11). C'est un aspect qu'il nous sera impossible d'étudier ici étant donnée l'homogénéité ethnique de notre population-cible. A cause de la nature du quartier étudié, c'est justement l'influence des facteurs matériels qui semblent prédominants.

L'alphabétisation considérée comme une partie de l'instruction élémentaire n'est donc pas seulement un reflet de la scolarisation. Cependant, sans présumer que l'école soit la seule source de l'alphabétisation des individus (12), il nous semble impossible de dissocier l'accroissement du taux d'alphabétisation de la population de l'amélioration et de

l'expansion du système scolaire surtout dans un quartier où le fort taux d'analphabétisme parmi la population adulte rend d'autant plus difficile l'apprentissage de la lecture à domicile.

Au Canada anglais, I. Davey a étudié les réactions de la classe ouvrière de Hamilton à l'instauration d'un système d'éducation publique. Sa thèse démontre les limites imposées par les réalités économiques et sociales à l'efficacité de l'éducation formelle chez les enfants de la classe ouvrière (13).

Tout en soutenant comment les ouvriers approuvent et recherchent la sécurité matérielle par l'accès à l'éducation (14), l'auteur souligne les raisons qui militent contre la fréquentation scolaire régulière de leurs enfants: absence de tradition scolaire derrière eux, manque de liens directs entre l'école et leur emploi manuel futur, insécurité matérielle affectant leur disponibilité scolaire. Il réaffirme, à l'instar de Graff que les réalités culturelles du XIXe siècle ne reflètent pas nécessairement les effets bénéfiques de l'école et que le manque d'instruction n'est pas en soi un handicap.

Certes ne pas savoir lire et écrire ne contraint pas nécessairement à l'isolement social ou à la marginalisation comme ce serait le cas aujourd'hui, mais cela peut créer des situations bien délicates comme celle décrite devant la CRRCT par cet ouvrier de Hull qui ne savait pas si son bail lui permettait d'acheter ou non son fonds de terre (15) ne pouvant le lire.

Devant se fier à un informateur instruit, on peut imaginer la situation si celui-ci est son propriétaire. Nous ne saurons jamais si dans tel cas précis, l'individu en question en éprouvait du regret ou de l'indifférence. Mais, selon plusieurs études réalisées à partir d'autobiographies ou d'entrevues (16) en milieu ouvrier, il est permis de présumer d'une variété de réactions face à l'alphabétisation, même dans ces milieux supposément réfractaires à toute forme d'instruction (17).

En plus des contraintes affrontées par les garçons de la classe ouvrière, les filles elles doivent ajouter celle de l'idéologie les confinant aux tâches domestiques, idéologie qui transcende les classes sociales. Confrontées à la stratification sexuelle rigide du XIXe, les femmes ne pouvaient trouver que peu de bénéfices dans l'instruction en vertu même de leur sexe (18). Par contre, au niveau de l'acquisition des habiletés de base, lire et écrire, la situation peut s'inverser si on comptait sur les femmes pour apprendre à lire et à écrire aux enfants, un peu comme un prolongement de leur rôle maternel.

En ce qui concerne le Québec du XIXe, la distinction entre alphabétisation et instruction, dans le cas des filles est particulièrement importante. "L'impression tenace" selon laquelle la femme canadienne-française aurait été plus instruite que son homme renvoie essentiellement à cette alphabétisation de base (19). Avant 1840, selon les conclusions de l'étude de Greer, les femmes sont toujours moins alphabétisées que les

hommes. Puis, leur taux d'alphabétisation s'élève à partir de 1840 pour en venir à surpasser celui des hommes au début du XXe siècle. Selon les termes utilisés par M. Dumont, les femmes québécoises auraient bénéficié d'une meilleure initiation que les hommes à la lecture et à l'écriture dans la seconde moitié du XIXe (20).

A cet égard, qu'en est-il de la situation des premières générations de filles en milieu urbain? Comment l'industrialisation a-t-elle affecté l'expérience de vie et le niveau d'alphabétisation des filles par rapport à leurs frères à Hull, à la fin du siècle?

II. ALPHABÉTISATION ET CLIMAT SCOLAIRE À HULL

Pour comprendre le contexte dans lequel évolue l'alphabétisation au Québec comparativement à l'Ontario où les taux d'alphabétisation sont plus élevés et les réseaux d'écoles publiques en voie d'expansion (21), il faut en cerner les caractéristiques propres en essayant de voir comment ces caractéristiques se reflètent dans la situation scolaire à Hull et dans le quartier qui nous intéresse.

Au Québec, l'évolution de la législation sur le travail des enfants et sur l'obligation scolaire de même que l'atmosphère idéologique entourant le débat sur l'instruction publique expliquent en partie le "retard" en matière d'éducation observé

dans plusieurs études. Dans la province, l'obligation scolaire ne se produit qu'en 1943, comparativement à 1871 en Ontario, au terme d'une lutte idéologique de 50 ans (22). L'utilisation prolongée du travail des enfants, le pouvoir de l'Église catholique qui combat l'instruction publique obligatoire et la division du monde ouvrier contribuent à retarder la mise en place d'un système gratuit et accessible à tous pendant longtemps.

Mais ces facteurs n'expliquent pas tout. D'une certaine façon le débat sur l'instruction publique se poursuit au niveau des élites alors que les gens ordinaires sont aux prises avec les réalités matérielles quotidiennes : la survie économique de la famille qui décidera en grande partie des modalités de fréquentation scolaire et/ou du travail salarié de ses membres.

Dans la province, les premières lois restreignant le travail des enfants sont adoptées en 1885 limitant l'accès au travail salarié à 12 ans pour les garçons et 14 ans pour les filles; en 1907, l'âge est reporté à 14 ans pour tous (23). De façon inconsistante et contradictoire, Le Spectateur de Hull, dans les années 1889-91 rapporte comment le manque d'inspecteurs industriels dans le comté empêche le respect de la loi, le travail aux moulins expliquant la faiblesse de la fréquentation scolaire régulière des enfants de la ville (24). À plusieurs reprises pendant les années 1889-1891, Le Spectateur dénonce le vagabondage des enfants sur la rue dû à l'encombrement des écoles insuffisantes (25).

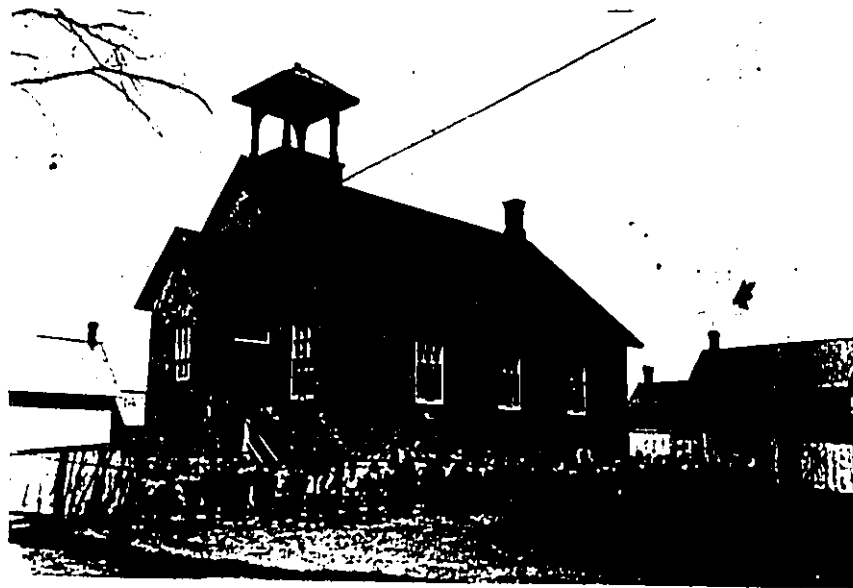
De son côté, l'inspecteur Gay souligne régulièrement dans son rapport au surintendant comment la possibilité de travail dans les moulins à bois de la région draine la jeune population masculine de la ville de Hull et des villages environnants (26). En même temps, le journal reproduit le 26 décembre 1890 un sermon du curé de la paroisse Notre-Dame de Montréal s'opposant à l'instruction publique et obligatoire. De la part du discours diffusé par la presse locale et du climat économique, il y a donc peu d'incitatifs en faveur de la scolarisation massive des jeunes hullois.

Financées à la fois par les subventions gouvernementales, les taxes municipales et les rétributions mensuelles, les écoles du comté d'Ottawa et de la ville de Hull sont inégalement réparties sur le territoire, la ville étant généralement mieux desservie que la campagne (27). L'obligation d'acquitter une rétribution mensuelle par enfant ajoute au fardeau financier déjà lourd des familles ouvrières. Selon l'historien L. Brault, à Hull cette rétribution s'élève à 10 sous par enfant en 1896 à l'école primaire et à 20 sous pour les élèves des académies (28). Elle ne sera abolie qu'en 1923. La difficulté qu'éprouvent les familles à acquitter ces frais fait l'objet de remarques fréquentes de la part de l'inspecteur Gay responsable du territoire du comté d'Ottawa pendant les années 1881-1894 (29). Que l'instruction même primaire soit considérée comme un luxe dans un tel contexte ne surprendra personne.

L'évolution du système scolaire dans la municipalité de Hull se complique sous l'influence du système de propriété foncière (mentionné dans le chapitre premier). Les problèmes débutent lors de la chartre d'incorporation de la municipalité en 1875. Dans les baux de location des lots, les locataires doivent payer les taxes municipales et scolaires mais ce sont les propriétaires qui transigent avec la municipalité (30). De façon récurrente, le fait que les propriétaires du fonds de terre ne soient pas responsables des taxes non-payées par leurs locataires aggrave d'autant les problèmes financiers de la Commission scolaire: en 1878, 1883, 1889 (31).

Il est difficile d'obtenir un portrait fidèle de la situation scolaire de cette période. On peut retracer la fondation d'une dizaine d'écoles à l'intérieur des limites de la ville pendant les deux dernières décennies du XIXe siècle, dont la durée de vie est ponctuée par les incendies fréquents (32). La plupart des écoles abritent des classes paroissiales dirigées par des institutrices et instituteurs laïcs. Dans l'ensemble, ce sont des écoles élémentaires offrant une scolarité de 5 années exception faite des écoles modèles dirigées par les religieuses qui offrent une 6e et une 7e année.

À partir de 1870, les religieuses ouvrent un pensionnat privé, reconstruit après incendie au moins deux fois, en 1875 et 1888 (33). Il est douteux que ce couvent et celui d'Ottawa soient massivement fréquentés par les filles des familles



Prenière Ecole de - ans. 1877. L. 1877. 1877. 1877.

ouvrières de Hull cependant. Nous connaissons peu de détails sur les effectifs et la clientèle de ces établissements scolaires. Mais la seule présence de ces services d'éducation offerts aux filles de la région est peut-être responsable de l'affirmation exprimée par l'inspecteur Gay en 1885, selon laquelle "les filles sont mieux desservies que les garçons" (34).

La seule présence de l'école dans le quartier n'impliquait pas automatiquement sa fréquentation par les enfants. En plus d'être personnellement convaincus de la nécessité d'instruire l'enfant, les parents devaient pouvoir acquitter la rétribution mensuelle, et surtout pouvoir se passer des services ou des revenus fournis par l'enfant. Ces facteurs conjugés contribuent à expliquer les visages de l'alphabétisation et de l'instruction dans le quartier 3 à cette époque.

III. ALPHABÉTISATION ET EXPÉRIENCE DE VIE

Le recensement de 1891 ne permet pas d'examiner directement la fréquentation scolaire mais plutôt le niveau d'alphabétisation de la population basée sur la capacité de lire et écrire. Les données ont été recueillies par les énumérateurs qui posaient la question au membre de la famille qui les recevait à domicile. On peut supposer que dans la plupart des cas il s'agissait soit de la femme du chef de ménage ou du chef de ménage lui-même.

Malgré ses limites, le recensement est une source excellente pour étudier l'alphabétisation dans la mesure où il couvre l'ensemble des individus dans la famille. Il permet aussi d'établir des liens avec l'appartenance socio-économique. De plus, du point de vue de la fiabilité, il devrait donner une idée assez juste du niveau d'alphabétisation car, quels avantages pouvait-il y avoir pour un individu à se déclarer analphabète ? Si, par contre, des personnes hésitaient à avouer leur ignorance, il faudrait compter avec une certaine surestimation du nombre d'alphabétisés.

L'examen comparatif des taux globaux d'alphabétisation de la population du quartier-cible avec deux comtés ruraux fait ressortir plusieurs interrogations en ce qui concerne les différences ville/campagne (voir tableau 3.1). Au départ, notons que le quartier étudié ne peut être considéré comme représentatif de la ville de Hull au complet. De fait, la nature relativement homogène de sa population salariée explique le haut taux d'analphabétisme que l'on y constate par rapport aux deux autres comtés. Il semble selon ces taux que plus le comté est rural, plus le taux d'alphabétisation est élevé. Or, selon les rapports des inspecteurs, la ville de Hull est mieux desservie que la campagne en ce qui concerne les institutions scolaires. Il y a manifestement d'autres variables influençant l'apprentissage des habiletés de base que la seule présence de

l'école dans le milieu. La compétition du travail salarié par exemple.

Tableau 3.1

Alphabétisation comparée: Hull, Q.3,div.4, Comté d'Ottawa et comté du Pontiac, 1891

	HULL, Q.3.D.4	COMTE D'OTTAWA	PONTIAC
1. Sachant lire et écrire	485 (36%)	28,316 (45%)	11,062(50.6%)
2. Sachant lire seulement	28 (2%)	3,649 (6%)	1,266(5.8%)
3. Ni l'un,ni l'autre	821 (62%)	30,532 (49%)	9,526(43.6%)
*Total	1,334/1,336	62,492/63,560	21,854/22,084

*Population totale incluant les enfants
Source: Recensement du Canada, 1891.

Ce que ce tableau révèle de plus important est l'énorme différence entre le taux d'analphabétisme dans le quartier étudié comparativement aux autres comtés de même que la faiblesse du taux des semi-alphabétisés (ceux qui savent lire seulement) par rapport aux autres comtés comme si, en milieu ouvrier, la frontière entre l'alphabétisation et l'ignorance était plus rigide. Dans son étude sur les écoles de rang au Québec, Jacques Dorion identifie les secteurs économiques les plus touchés par l'analphabétisme. L'exploitation forestière s'y retrouve au 2e rang après le secteur des pêches (35). Comme ces taux englobent aussi les jeunes enfants et qu'une bonne partie de cette population urbaine est d'origine rurale peut-être parmi les plus démunies, l'analyse peut difficilement être poussée plus loin.

déjà en enlevant les moins de dix ans de la population étudiée, (voir tableau 3.2), on remarque que le taux d'alphabétisation s'élève mais si on examine seulement les chefs de ménage (tableau 3.3) il revient au même niveau. Cette constatation souligne le caractère récent de l'alphabétisation massive des individus.

Tableau 3.2

Alphabétisation chez les plus de 10 ans, selon les sexes, Hull, Q.3, div.4, 1891

	Femmes	Hommes
1. Sachant lire et écrire	210 (48.6%)	235 (48.1%)
2. Sachant lire seulement	10 (2.3%)	15 (3%)
3. Ni l'un, ni l'autre	211 (48.8%)	237 (48.6%)
Total	432	488

Source: Recensement nominatif, Hull, Q.3, Div.4, 1891

Dans le quartier trois, quartier particulièrement prolétaire, on le répète, plus de la moitié des chefs de ménage ne peuvent ni lire, ni écrire. Quel impact a cette situation sur l'alphabétisation et la fréquentation scolaire de leurs propres enfants? Elle peut être double: ou la nécessité économique et l'attitude de considérer l'instruction comme un luxe encourage la reproduction sociale ou le manque d'instruction cruellement ressenti par le parent le poussera dans la mesure du possible à tenter, au prix de sacrifices consentis, à instruire ses enfants malgré les conditions défavorables. Combien le peuvent ?

Tableau 3.3

Alphabétisation des chefs de ménage, Hull, 1891

1. Sachant lire et écrire	100	(38%)
2. Sachant lire seulement	12	(5%)
3. Ni l'un, ni l'autre	150	(57%)
Total	262	

Source: Recensement nominatif, Hull, Q.3, Div.4, 1891.

Considérant le mutisme de notre source principale en ce domaine, il serait peut-être utile d'interroger d'autres sources à ce sujet. À titre d'illustrations de comportements individuels, les entrevues orales peuvent permettre de saisir des perceptions sur l'instruction en milieu populaire, attitudes qui ne peuvent être généralisées cependant ^{l'autant plus} surtout que les témoignages utilisés datent du début du XXe siècle. Ernestine B., née en 1903 à Hull, raconte comment son père, bûcheron illettré, tenait à ce que ses enfants fréquentent l'école. Les enfants correspondaient avec leur père au chantier par l'intermédiaire d'un compagnon de travail du père qui lui lisait les lettres reçues de sa famille (36). Adèle A., née également en 1903 souligne que ceux qui avaient une 6e année étaient considérés comme très instruits par les autres (37). Elle insiste également sur le respect attribué aux gens instruits par les gens de son milieu, un peu comme de l'extérieur, comme si la chose n'était pas possible pour eux (38). Dans une oeuvre fictive écrite en 1934, Louis Lebel décrit comment un gardien de nuit embauché à la fabrique d'allumettes en 1895 envoie sa fille unique pensionnaire

à l'extérieur afin qu'elle soit plus instruite que lui (39). Ce sont des cas isolés, qui plus est datent du début du XXe siècle, mais combien de ces individus sans voix partageaient ces opinions? Il est permis de poser la question.

Une grande similitude existe entre les taux d'alphabétisation parmi les sexes (tableau 3.2) chez les plus de 10 ans. Ceci respecte la tendance générale observée depuis les années 1860 où s'amorce le rattrapage des femmes au niveau de l'alphabétisation. Lorsqu'on pose la question de la supériorité des femmes en matière d'instruction au Québec, on songe davantage à l'alphabétisation qu'à l'instruction proprement dite (40). Dans le quartier ouvrier que nous avons choisi d'étudier, chez les plus de 10 ans, les femmes sont dans l'ensemble légèrement plus alphabétisées que les hommes. Seul l'examen des taux par catégories d'âges peut alors nous éclairer sur un cycle quelconque d'alphabétisation reflétant jusqu'à un certain point un modèle possible de fréquentation scolaire.

Sans surprise, les taux d'alphabétisation s'accroissent régulièrement chez les garçons et les filles en fonction de la catégorie d'âge (tableau 3.4). On remarque un tournant caractéristique chez les 40 ans et plus, dont nous avons parlé précédemment. Deux points intéressants: chez les moins de 10 ans, les taux d'alphabétisation des garçons sont toujours supérieurs (voir tableaux 3.4 et 3.5) à ceux des filles alors que l'inverse se produit chez les 10-19 ans. Ou bien le modèle de

fréquentation scolaire diffère selon les sexes selon les besoins domestiques de la famille, ou bien les exigences face à l'instruction des enfants ne sont pas les mêmes selon leur sexe d'appartenance.

Tableau 3.4

Taux d'alphabétisation selon les catégories d'âge, filles et garçons comparés, Hull 1891

	L. et E.		L. seul		Ni l'un, ni l'autre		N.CAS	
	(%)	F. H.	F. H.	F. H.	F. H.	F. H.		
MOINS DE 10 ANS	8	10	.4	.9	91	88	214	202
10-14 ANS	74	69	3	1	23	28	65	81
14-19 ANS	61	60	1	1	38	39	61	85
20-24 ANS	56	51	1	6	42	43	62	63
25-29 ANS	52	47	-	6	48	47	64	53
30-34 ANS	43	26	-	8	54	67	28	39
35-39 ANS	42	45	2	-	52	55	31	38
40-44 ANS	24	45	1	3	73	52	37	29
45-65 ANS	30	33	3	1	66	65	76	81
65 ET PLUS	-	21	-	5	100	74	8	19

SOURCE: Recensement nominatif, Hull, 1891.

Ainsi, l'inspecteur Gay dans son rapport sur son territoire de juridiction scolaire souligne en 1893-94 que "les filles semblent fréquenter l'école moins souvent que les garçons" (41). Il ne mentionne ni l'âge, ni l'arrondissement scolaire. D'après le tableau qui précède et seulement si l'école est la principale source d'apprentissage des habiletés de base, il apparaît évident que la fréquentation scolaire des filles et des garçons obéit à un modèle différent axé pour les filles sur les besoins domestiques de la famille et pour les garçons sur les besoins

économiques . Les garçons entre 7 et 10 ans fréquenteraient davantage l'école que leurs soeurs requises auprès de la mère pour les tâches domestiques alors que l'inverse se produit entre 10-14 ans lorsque les fils peuvent travailler dans les moulins de la région.

Tableau 3.5

Taux d'alphabétisation (%) chez les moins de 10 ans, selon les sexes, Hull, Q.3, Div.4, 1891

	L.et E.		L.seul		Ni l'un, ni l'autre		N.cas	
	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.
6 ANS	-	-	-	5	100	95	15	21
7 ANS	21	24	5	7	74	69	19	13
8 ANS	35	45	-	-	64	55	28	22
9 ANS	50	50	-	-	50	50	8	18
10 ANS	45	77	19	-	36	23	11	26

SOURCE: Recensement nominatif, Hull, 1891.

Une fois de plus, les entrevues nous permettent de saisir davantage le rôle des considérations familiales dans le choix des modèles scolaires accessibles aux enfants. Adèle A. insiste sur les modèles différents proposés, dans sa famille, aux filles et aux garçons. Très jeunes, les filles sont initiées aux travaux domestiques et la naissance de chaque enfant nouveau requiert sa présence à la maison auprès de sa mère. "Je n'aimais pas l'école; je manquais trop souvent" (42). Lorsque viendra le temps d'envoyer ses propres enfants à l'école, elle soulève les difficultés financières liées à la rétribution mensuelle par enfant.

De même que les modèles d'alphabétisation diffèrent selon les sexes, l'appartenance sociale définie en fonction du statut socio-économique du père (voir tableau 3.6) souligne tout le poids des contraintes économiques. Comme on pouvait le prévoir, les taux d'alphabétisation sont supérieurs chez les classes non-ouvrières (I et II); dans ces catégories les filles sont nettement davantage alphabétisées que les garçons dans toutes les catégories d'âge. La distinction entre les sexes est moins nette chez les ouvriers surtout chez les non-qualifiés: il n'y a que deux catégories où les filles sont plus alphabétisées que leurs frères.

Tableau 3.6

Taux d'alphabétisation (%) comparé des filles et des garçons selon le statut économique du père, Hull, 1891

	I et II		III		IV		V		N.cas	
	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.
6 ANS	0	25	0	0	-	0	0	0	15	21
7 ANS	66	*0	0	50	100	50	0	25	19	13
8 ANS	100	75	0	50	50	33	31	36	28	22
9 ANS	50	100	100	66	-	50	34	30	8	18
10 ANS	*100	85	0	75	-	-	63	73	11	26
10-14	100	83	80	86	100	86	72	58	65	79
15-19	100	100	100	100	100	50	46	48	54	81
Totaux	15	18	F: 51		H: 80				81	100

SOURCE: Recensement nominatif, Hull, 1891.

Coralie C. née en 1891 à Hull (elle habite le quartier 2) est fille de commerçant. Lorsque le grand feu de Hull détruit la

plupart des écoles de la ville, ses parents l'envoient étudier à Lachine auprès d'une de ses soeurs religieuses. (43) Elle fréquentera l'école pendant 11 ans alors que Ernestine B. et Adèle A. se contenteront d'une 5e année. Deux milieux, deux itinéraires.

Tableau 3.7

Taux d'alphabétisation (%) comparé à la province par cohortes
Hommes, Hull, 1891

AGE	COHORTE	N.CAS	L.ET E.		L.SEUL		L.AU MOINS	
			Hull	Qc	Hull	Qc	Hull	Qc
10-19 ANS	1882-91	166	64.5	73.1	1.5	6.5	66	79.7
20-29 ANS	1872-81	116	49	71.1	6	4.2	55	75.3
30-39 ANS	1862-71	77	35.5	63.9	4	4.8	39.5	68.7
*40-65	1837-61	110	39	*58.1	2	*5.3	41	*63.4
*65 PLUS	AV. 1837	19	21	*39.1	5	*5.8	26	*44.9

SOURCE: Recensement nominatif, Hull, 1891. Les statistiques sur l'ensemble de la Province sont tirées de A. Greer, "The Pattern of literacy in Quebec", Histoire Sociale/Social History, p.327. Les chiffres précédés d'un * indiquent des pourcentages calculés sur les catégories d'âges légèrement différentes. Ainsi Greer utilise les 40-59 ans et les 60 ans et plus.

Comparés à l'ensemble de la province, les taux d'alphabétisation du quartier suivent la même tendance générale (voir tableaux 3.7 et 3.8) à savoir: alphabétisation plus répandue parmi les femmes de moins de 40 ans par rapport aux hommes. Cependant, l'écart avec les taux provinciaux est très important et souligne l'influence de la variable socio-économique dans le contexte d'un quartier où la survie économique quotidienne reste précaire. La seule différence importante par rapport à la province concerne le taux de semi-alphabétisation

qui est plus important chez les hommes que chez les femmes, ce qui est à l'inverse de la tendance provinciale. Comment l'expliquer? La fréquentation scolaire plus courte chez les garçons sollicités tôt par le moulin ou la fabrique pourrait fournir un élément de réponse.

Tableau 3.8

Taux d'alphabétisation (%) comparé à la province par cohortes, Femmes, Hull, 1891

ÂGE	COHORTE	N.CAS	L.ET E.		L.SEUL		L.AU MOINS	
			Hull	Qc	Hull	Qc	Hull	Qc
10-19 ANS	1882-1891	126	67.5	82.5	2	4.1	69.5	86.6
20-29 ANS	1872-1881	126	54	80.6	1	4	55	84.6
30-39 ANS	1862-1871	59	42.5	72.5	2	6.2	44.5	78.7
*40-65 ANS	1837-1861	113	27	*60.1	3	*10.9	30	71
65 PLUS	AV. 1837	8	0	*36.5	0	*15.4	0	52

SOURCE: Mêmes que le tableau précédent.

Les statistiques sur la fréquentation scolaire ne foisonnent pas. Les séries complètes et uniformes sont loin d'être disponibles. Une source utile pour retracer les tendances générales soit les rapports des inspecteurs inclus dans le rapport du surintendant de l'Instruction Publique constituent un point de départ. Mais les séries sont incomplètes et de qualité inégale. Pour la région de Hull, de 1880 à 1894, ils concernent tout le district d'Ottawa et n'isole la ville de Hull qu'en 1891-92 soit l'année suivant le recensement. Ces statistiques coïncident avec celles publiées par le secrétaire-trésorier de la municipalité (voir tableau 3.9).

Tableau 3.9

Fréquentation scolaire dans la ville de Hull, 1891-92

AGE	ENFANTS D'AGE SCOL.		ENFANTS INSCRITS	
	F.	G.	F.	G.
5-7 ANS	215	187	78 (36.2%)	80 (43%)
7-14 ANS	1,058	990	675 (64%)	580 (59%)
14-16 ANS	207	225	37 (18%)	67 (30%)
TOTAL	1,480	1,402	790 (53.3%)	727 (51.9)

SOURCE: Statistiques publiées par le secrétaire-trésorier de la municipalité dans Le Spectateur, 8 janvier 1892.

Nonobstant le fait que le taux d'inscription à l'école n'est jamais synonyme de la fréquentation régulière, ces données soulignent tout de même le fait que le cycle scolaire varie selon les sexes, les garçons étant inscrits à l'école plus tôt que les filles et leur pourcentage s'affaiblissant à l'âge où la concurrence du travail salarié se fait plus pressante (10-14 ans). Cependant, ceux qui continuent leurs études après 16 ans sont aussi majoritairement des garçons.

Dans l'ensemble, il ressort de cette analyse statistique que les différences entre filles et garçons par rapport à l'alphabétisation respectent un certain cycle: chez les moins de 10 ans, les garçons sont davantage alphabétisés. Puis, à 10-14 ans, les filles dominent. Les filles de 15-19 ans sont davantage alphabétisées que les garçons mais ceux-ci comptent la plus forte proportion d'individus inscrits à l'école.

Les ouvriers instruits mentionnés dans le Hull Industriel de 1908 ne sont pas légion en 1891. Plusieurs de ces familles sont originaires d'un milieu où "il n'y a pas de déshonneur" à ne pas être instruit (44). Mais les principales causes sont davantage liées à l'utilisation prolongée du travail des enfants nécessaire à la survie quotidienne. Moins alphabétisée que les comtés ruraux, la ville de Hull, pourtant mieux desservie en institutions scolaires que les campagnes environnantes abritait des familles aux prises avec des choix plus dramatiques quant à l'instruction des enfants. Le travail aux moulins ne laissait pas grand temps pour la scolarisation.

Quant aux filles, scolarisées selon des cycles différents de leurs frères, axés sur les besoins domestiques de la famille, que faisaient-elles si on ne les retrouve ni à l'école, ni au travail selon les recensements ?

NOTES

1. Aubin, Hull industriel, p. 124.
2. Plusieurs études réalisées en histoire canadienne et américaine soulignent cette situation. Voir parmi d'autres les travaux de Ian Davey, Educational Reform and the working-class, Hamilton, 1851-91, M. Dumont, "L'instruction des filles avant 1960", T. Hamel, "Obligation scolaire et travail des enfants au Québec:1900-1950", B. Bradbury, "The working-class Family Economy: Montreal, 1861-1881", Ph.D.thesis, 1984.
3. L'expression "enfants de la révolution industrielle" est tirée de F. Harvey dans "Children of the Industrial Revolution in Quebec" tiré de The Impact of Industrial Growth, p. 195-205.
4. En France, à la même époque, la méthode Jacotot pour apprendre à lire aux enfants circulait parmi les classes bourgeoises. Voir M. Perrot, op.cit., p. 154.
5. Plusieurs études sur le contrôle social adoptent cette position de l'hégémonie des classes dirigeantes face aux classes populaires se manifestant par une imposition des valeurs bourgeoises dans les écoles publiques. Voir A. Prentice, The school Promoters, S.Humphries, Hooligans or Rebels?
6. Au Canada-français, position adoptée par F.Ouellet, cité dans A. Greer, "The Pattern of literacy in Quebec 1745-1899", p. 295-335.
7. A. Greer, "L'alphabétisation et son histoire au Québec. Etat de la question". p.29
8. H. Graff, The literacy myth, p. 88
9. H. Graff, op.cit., p. 167
10. A. Greer, "The Pattern of literacy in Quebec1745-1899", p. 297.-
11. A. Greer, op.cit, p. 297ss.
12. A.Greer, op.cit, p. 322 et J.G. Daigle, "Alphabétisation et culture populaire dans l'Angleterre victorienne: Etat de la question", p. 6-14.
13. I. Davey, "Educational Reform and the working-class, Hamilton 1851-91",Thèse de Doctorat, Université de Toronto, 1975.

14. I. Davey, op.cit., p. 298.
15. Témoignage de Joseph Vaillancourt devant la CRRCT, Quebec evidence, vol.II, p. 1351-53.
16. Voir entre autres les ouvrages de D. Vincent, Bread, Knowledge and Freedom, p. 91; R. Hoggart, La culture du pauvre, p. 123; E. Roberts, A Woman's Place, p.26 ss. Tous ces ouvrages soulignent comment les avantages de l'instruction étaient consciemment perçus par les parents de la classe ouvrière.
17. A. De Barbezieux, dans son étude de la paroisse St-François d'Ottawa, en 1902, écrit à la p.168 : " Le petit canadien s'ennuie à l'école et ne pense qu'à travailler jeune; la jeune fille fait de même." Cette affirmation est à replacer dans le contexte de la survie économique des familles de Journaliers.
18. H. Graff, op.cit, p. 75-87.
19. M. Dumont, "L'instruction des filles avant 1960", p. 28.
20. Ibid., p. 28-29
21. Voir les études de I. Davey, M. Katz, H.Graff sur L'Ontario.
22. À cet égard, l'article de T. Hamel, " Obligation scolaire et travail des enfants au Québec:1900-1950" discute l'influence de ce débat idéologique sur la fréquentation scolaire, RHAF, 38, 1 (été 1984), p. 39-58.
23. Voir T.Hamel, op.cit et F.Harvey, op.cit.
24. Le Spectateur, mai 1889.
25. Ibid, mai 1889 à juin 1891
26. Rapports de l'inspecteur Gay, 1888-1889, p.32.
27. Rapports de l'inspecteur Gay, 1881-1894. Il souligne à plusieurs reprises la supériorité des installations scolaires à Hull comparativement aux villages environnants.
28. L. Brault, Un siècle d'administration scolaire, p.72 ss.
29. Rapports de l'inspecteur Gay, op.cit.
30. Souligné par L. Brault,op.cit., p.57 ss.
31. Rapports de l'Inspecteur Gay, op.cit.

32. L. Brault, op.cit et J. Bonhomme, Paroisse Notre Dame de Hull. La liste des écoles y est établie en fonction de leur location et de leur date d'existence. Un article de Soeur Germaine Julien, paru récemment dans la revue Outaouais, Le Hull disparu, IHRO, 1988, relate l'évolution de l'enseignement des Soeurs Grises de la Croix à Hull, selon les chroniques de la communauté.

33. Ce système d'éducation jumelant couvent privé et classes paroissiales cité par Soeur Julien, op.cit. semble fonctionner selon le modèle décrit par Marie-Paule Malouin, "Les rapports entre l'école publique et l'école privée: l'académie Marie-Rose au 19e siècle", in Maîtresses de Maison, maîtresses d'école, Montréal: Boréal Express, 1983. p.77-91.

34. Rapports de l'inspecteur Gay, op.cit.

35. J. Dorion, Les écoles de rang au Québec, Montréal: Les éditions de l'homme, 1979. , p.307. L'auteur ne cite cependant pas ses sources.

36. Entrevue Ernestine B., octobre 1986

37. Entrevue Adèle A., ANQ -Hull-84-076.

38. Ce sentiment de la distinction entre "eux" et "nous" a été bien décrit par R. Hoggart, La culture du pauvre, p.123 ss.

39. Une oeuvre fictive ne peut être considérée comme relatant un fait réel, cependant le choix des situations peut parfois refléter des comportements observés parmi la population de l'époque en plus de transmettre la vision de l'auteur sur le sujet. Le Bel, en annexe à son roman, relate que sa principale source est un journal intime laissé par un descendant du personnage principal du roman.

40. Voir les études de M. Dumont, op.cit.

41. Rapports de l'Inspecteur Gay. op.cit., 1893-94.

42. Entrevue Adèle A., op.cit.

43. Entrevue Coralie C., ANQ -Hull-85-166.

44. J. Dorion, op.cit., p. 336.

"Mais tout le monde travaille, depuis l'âge de 14 ans jusqu'au terme de la vie. Les mères de famille avec leurs filles contribuent à acquitter l'hypothèque en faisant souvent à domicile des travaux de couture ou tricot, des confections pour les maisons d'Ottawa, ou encore le triage du mica pour les fabricants de Hull. On compte qu'au moins 500 femmes et jeunes filles trouvent ainsi du travail à la maison..." (1)

Travail féminin, travail invisible. Même si les femmes ont travaillé de tout temps, leur participation active à l'économie familiale est difficile à repérer étant enfouie dans l'opacité de la sphère dite privée. Dans une société où travail est synonyme de travail salarié, les femmes, associées aux tâches familiales et domestiques ou aux affaires de leur conjoint dans l'entreprise ou le commerce de détail, ont toujours assumé leur part du travail humain (2). Plus souvent qu'autrement, le travail rémunéré des femmes et des filles à temps plein et à temps partiel a été sous-évalué dans certaines sources administratives comme les recensements manuscrits par exemple (3).

Pour retracer fidèlement la contribution féminine, il faut donc inclure le travail rémunéré et le travail non-rémunéré, inclure celles qui sont généralement perçues comme ne travaillant pas, considérer les femmes à la fois comme productrices et reproductrices dans l'économie (4). Indissociable du rôle de la femme dans la famille, le travail féminin se modèle sur le cycle familial d'où son cheminement souvent aléatoire, épisodique et irrégulier.

Cette étude de la participation féminine à l'économie familiale en milieu ouvrier à Hull, en 1891, s'effectuera sous une double interrogation : quel travail les femmes font-elles et à quel moment de leur vie? Considérant les caractéristiques généralement associées au travail féminin dans les nombreuses études qui y sont déjà consacrées (5), nous insisterons davantage sur les conditions de l'économie locale influençant les déterminants connus du travail des filles et des femmes.

Avant de poursuivre, rappelons les paramètres généraux identifiés au travail féminin à la fin du XIXe siècle: existence de ghettos traditionnels d'emplois directement reliés la plupart du temps aux habiletés "naturelles" des femmes (couture, cuisine, services) variant selon la structure économique locale, conditions de travail pénibles même dans les emplois mieux considérés comme l'enseignement par exemple, nature épisodique du travail salarié selon le cycle de vie familiale (6). Dans le monde particulier de la famille ouvrière étudiée dans le chapitre 2 de ce travail, comment les "Jeunes filles canadiennes de Hull" se conformaient-elles au discours qui les incitait à être de bonnes mères à tout faire compte tenu des caractéristiques de l'économie locale et des besoins familiaux?

Tableau 4.1

CYCLE DE LA VIE FAMILIALE EN FONCTION DE L'ÉPOUSE: HULL 1891

	N	%
I. FEMME de moins de 25 ans:		
1. Sans enfant	23	8.9
2. enf. 0-6 ans	22	8.5
3. enf. 6 ans et +	2	0.7
	<hr/> 47	<hr/> 18.2
II. FEMME de 25-34 ans:		
4. Sans enfant	7	2.8
5. enf. 0-14 ans	71	27.5
6. enf. 15 ans et +	3	1.16
	<hr/> 81	<hr/> 31.3
III. FEMME de 35-44 ans:		
7. Sans enfant	3	1.16
8. enf. 0-14 ans	27	10.5
9. 1 garçon 15 ans et +	31	11.6
10. fille de 15 ans et +	6	2.32
	<hr/> 67	<hr/> 25.6
IV. FEMME de 45 ans et plus:		
11. Sans enfant	7	2.8
12. 1 garçon 15 ans et +	47	17.4
13. fille de 15 ans et +	10	3.9
14. autres*	2	0.8
	<hr/> 66	<hr/> 24.8

Source: Recensement nominatif, Hull, Q.3, div.4, 1891.

I. LES PARTICIPANTS À L'ÉCONOMIE FAMILIALE

À Hull, comme dans le comté d'Essex aux États-Unis étudié par Mason, Vinovskis et Hareven (7) et comme dans les quartiers ouvriers de Montréal étudiés par Bettina Bradbury (8), la

plupart des familles urbaines comptent d'abord sur leurs chefs puis sur leurs garçons pour assurer leur survie économique . Le schéma habituel, révélé par l'étude du recensement manuscrit du quartier 3 souligne le modèle de l'homme pourvoyeur, la femme s'occupant de la maison et lorsque des revenus supplémentaires sont nécessaires, les fils d'abord vont travailler. Ainsi, dans le quartier 3, sur une population masculine active totale de 370 individus, 119 d'entre eux sont des jeunes garçons qui ne sont pas chefs de famille, alors qu'il n'y a que 28 femmes déclarées actives, soit presque une proportion de 1 femme/5 hommes (9).

Plutôt que d'y voir l'influence du modèle bourgeois qui véhiculerait l'image de l'homme comme principal pourvoyeur et de la femme dépendante économiquement , nous préférons nous concentrer sur les facteurs propres à la situation de la famille ouvrière pouvant expliquer cet état de fait . Le texte cité en introduction à cette thèse témoigne de la tradition du travail manuel et domestique essentiel de la femme au sein de la famille. En milieu ouvrier, les conditions matérielles contraignantes exigeaient souvent, par le biais de l'habitude au travail, une participation active des femmes à l'économie familiale (10).

Ce poids des contraintes économiques sur les familles devrait manifestement influencer la participation active des membres de la famille au travail salarié. Selon ce qui précède (voir chapitre 1) la nécessité économique exige la participation de plusieurs individus de façon à rendre le revenu familial

acceptable. De façon régulière, le nombre de jeunes contribuant au revenu familial augmente selon le cycle de la vie familiale (voir tableau 4.2); mis à part les veuves qui sont dans l'obligation de faire vivre leurs enfants, il n'y a dans notre quartier aucune femme mariée déclarant un emploi rémunéré. Tous les travailleurs d'appoint sont donc des enfants vivant avec leurs parents ou en pension. La forte proportion de travailleurs secondaires dans la catégorie IV accentue la situation critique des femmes seules (les veuves) qui doivent retenir le plus longtemps possible les enfants participants au foyer pour survivre.

Tableau 4.2

Nombre de travailleurs par famille selon le cycle de la vie familiale, Hull, Q.3, div.4, 1891

N.de travailleurs	1	2	3	4	5	6	Moy	N.Cas
I.F. moins de 25ans	93%	4.2%	0%	0%	0%	0%	1.02	47
II.F. 25-34 ans	71%	9%	2%	0%	0%	0%	1.14	81
III. F. 35-44 ans	36%	16%	12%	2%	0%	0%	1.67	67
IV. F. 45 ans et +	38%	21%	7.4%	15%	3%	2%	2.16	67

Source: Recensement nominatif, Hull, Q.3, div.4, 1891.

Plusieurs facteurs influencent le nombre de travailleurs par famille : besoins économiques de la famille, nombre d'enfants par famille, possibilités offertes par l'économie locale.

Normalement, on devrait s'attendre à retrouver un plus grand nombre d'enfants au travail en milieu ouvrier (voir tableau 4.3

Tableau 4.3

Nombre de travailleurs par famille selon le statut économique du chef, Hull, Q.3, div.4, 1891

N. de travailleurs	1	2	3	4	5	6	Moy.	N.Cas
1. Petits entrepreneurs et commerçants	66%	23%	0%	9%	0%	0%	1.52	21
2. Travailleurs non-manuels	50%	25%	25%	0%	0%	0%	1.75	8
3. Artisans/ouvriers qualifiés	55%	24%	13%	7%	0%	0%	1.72	29
4. Ouvriers semi-qualifiés	68%	26%	0%	5%	0%	0%	1.42	19
5. Ouvriers non-qualifiés	73%	15%	7%	4%	5%	0%	1.43	173
6. Inclassables*	25%	16%	8%	0%	8%	16%	2.25	12

*Parmi les inclassables, 3 chefs de famille (des veuves) déclarent n'avoir aucun travailleur dans la famille.

Source: Recensement nominatif, Hull, Q.3, div.4, 1891.

et 4.4). Or, ce n'est pas le cas. Il faut cependant se souvenir que c'est en milieu ouvrier également que les jeunes quittent le foyer le plus tôt pour s'installer (voir chapitre 2). De plus, les catégories regroupant les chefs de ménage qui ne sont pas ouvriers (I et II) sont relativement moins importantes en nombre donc plus influencées par l'importance relative des familles nombreuses. Il est remarquable cependant, que les chefs de ménage appartenant à la catégorie I gardent plus volontiers leurs enfants, même mariés, à domicile (ménages 51,70,81,83,153). C'est aussi parmi cette catégorie qu'on retrouve les rares enfants identifiés comme étudiants (ménages 70, 81 et 83). On ne doit pas oublier également que le recensement sous-estime de

façon importante le travail des enfants qui n'ont pas atteint l'âge requis.

Tableau 4.4

Nombre moyen de travailleurs par famille selon le métier du chef, Hull, Q.3, div.4, 1891

METIER	N.MOY.	N.CAS
1. JOURNALIERS	1.42	168
2. ÉPICIERS	1.64	14
3. CONTREMAITRES	2.33	3
4. COMMIS	1.75	4

SOURCE: Recensement nominatif, HULL, Q.3, DIV.4, 1891

Le lien entre l'alphabétisation des chefs de ménage et le nombre de travailleurs par famille semble, lui, plus clair (voir tableau 4.5). Ce qu'il indique surtout à notre avis c'est comment l'analphabétisme est le reflet et la conséquence d'une situation plus générale de misère matérielle.

Tableau 4.5

Nombre de travailleurs par famille selon l'alphabétisation des chefs, Hull, Q.3, div.4, 1891

N.travailleurs	1	2	3	4	5	6	Moy.	N.cas
1. Sachant lire et écrire	67%	21%	7%	3%	0%	.5%	1.48	100
2. Sachant lire seul.	83%	0%	16%	0%	0%	0%	1.33	12
3. Ni l'un, ni l'autre	66%	26%	10%	6%	1%	.6%	1.56	150

Source: Recensement nominatif, Hull, Q.3, div.4, 1891

En somme, le contexte précis dans lequel s'insère l'étude de la participation féminine à l'économie familiale dans le quartier

trois de Hull en 1891 se caractérise comme suit. La plupart des familles qui y habitent sont des familles urbaines dépendant de salaires pour leur survie économique. Dans presque tous les cas, les chefs sont les principaux pourvoyeurs; la majorité d'entre eux sont des ouvriers journaliers de scierie. Les salaires d'appoint nécessaires à la survie quotidienne proviennent d'abord de la contribution des enfants, souvent bien avant qu'ils aient l'âge requis, rarement du travail salarié de la femme. Pourtant, la publicité municipale en 1908 laisse entendre que les filles et les femmes travaillent. Est-ce le cas en 1891?

II. LA PARTICIPATION FÉMININE AU SEIN DE LA FAMILLE OU LE TRAVAIL NON-RÉMUNÉRÉ

Aucune femme mariée du quartier 3 ne déclare travailler contre rémunération. Selon les instructions émises à l'intention des énumérateurs, "les femmes, à moins qu'elles n'aient une occupation distincte à part des travaux de la maison, doivent être désignées comme n'ayant pas de profession spéciale" (11). On ne fait nullement mention du travail à temps partiel ou occasionnel, souvent le lot des femmes. La majorité des épouses semblent donc être des ménagères à temps plein.

En milieu ouvrier, les enfants assument souvent très tôt des responsabilités d'adultes (12). Le travail des enfants dans la famille et parfois à l'extérieur est une réalité tacite dans

un milieu où la situation économique précaire nécessite la participation active de tous. Si on ne peut affirmer avec certitude que la division sexuelle des tâches est immuable dans tous les foyers ouvriers, on peut présumer que les tâches domestiques sont généralement l'apanage des petites filles. Elles apprennent tôt que leur place, c'est là maison. L'ultime responsabilité de l'entretien domestique leur revient et elles y sont initiées dès le plus jeune âge. Leur responsabilité pour le travail domestique commence bien avant le mariage.

C'est le cas d'Adèle A., par exemple, dont le père est journalier aux moulins dans les années 1910. Elle commence à aider sa mère dès l'âge de 5-6 ans aux travaux domestiques; elle est l'aînée de la famille. Elle participe à l'entretien quotidien: vaisselle, lits, brossage du plancher. "Nos parents nous faisaient travailler très jeunes" (13) dit-elle. Dans sa famille, les garçons ne participent pas aux travaux domestiques: ils jouent pendant que les filles travaillent (14). Lorsque sa mère accouche d'un nouvel enfant, elle ou sa soeur reste à la maison pour l'aider. C'est dans ce contexte qu'elle avouera ne pas aimer l'école car elle devait s'absenter trop souvent, la famille étant nombreuse.

Si on ne connaît pas avec certitude la situation exacte de toutes ces adolescentes qui ne sont ni à l'école, ni au travail dans les recensements, rappelons qu'il n'y a que 28 jeunes filles actives dans notre quartier, on peut supposer que



la majorité d'entre elles restent au domicile familial pour épauler ou remplacer leur mère dans son travail domestique. La place de la femme au foyer en milieu ouvrier se justifie par l'importance des travaux qu'elle et ses filles y accomplissent et par les contraintes matérielles et culturelles l'empêchant d'améliorer son sort: manque d'instruction, sens du devoir familial, pauvreté familiale.

* Une fois mariée, la majorité des femmes quittent le travail salarié et se consacrent à leurs responsabilités familiales: entretien de la maison, soin des enfants et des maris, gestion de l'économie familiale (15). On a souvent souligné le rôle important de la famille dans la socialisation des enfants, à une époque où la fréquentation scolaire reste irrégulière et relativement courte. La mère étant celle qui est présente le plus souvent au foyer, physiquement du moins, joue un rôle important dans la gestion des ressources humaines et financières de la maisonnée. Dans une ville comme Hull, où les hommes partent souvent travailler l'hiver dans les chantiers, travaillent l'été sur des quarts de travail s'étendant sur 24 heures, on imagine le temps que les femmes peuvent passer seules à élever les enfants (16).

L'entretien domestique à une époque où les innovations technologiques sont rares, l'eau de l'aqueduc ne se rend pas encore dans tous les quartiers, exige temps et énergie. Il implique le nettoyage, la cuisine, les courses et pour les

familles qui continuent de produire des denrées de consommation (17), l'entretien des potagers et animaux traditionnellement réservé aux femmes. Le recensement de 1891 ne permet pas d'identifier précisément l'étendue du phénomène. Cependant, une analyse des rôles d'évaluation du quartier 3 permet de constater que cette pratique, bien que loin d'être générale, est encore utilisée par plusieurs familles même sur les lots exigus. La plupart du temps, les familles d'ouvriers possèdent une vache et parfois, un cheval (18). Les commerçants, quant à eux possèdent presque toujours un ou deux chevaux et parfois plusieurs vaches.

"On se mariait, on se plaignait pas" (19). C'était le sort de la majorité des filles du quartier (voir chapitre 2). Et le nombre d'enfants qui naissaient et survivaient dépendait à la fois des traditions culturelles, de la diète de la mère, du mode d'alimentation des nourrissons, des pratiques concernant la limitation des naissances. Les témoignages oraux, qui datent tous du début du XXe siècle, illustrent certaines caractéristiques extraites de l'analyse statistique du recensement manuscrit, des registres de mariages et décès de la paroisse Notre-Dame de Hull. (20)

Les conditions dans lesquelles s'exercent la maternité varient inégalement en fonction de la classe sociale et de l'état de santé des mères. D'autres études ont souligné comment la mort n'affecte pas également les enfants et les mères des classes populaires (21). Les auteures y établissent un lien entre

l'état de santé des mères et les grossesses fréquentes, la malnutrition, le dur travail ménager. Quelques mois seulement après le passage de l'énumérateur dans le quartier étudié, trois épouses décéderont soit en couches, une d'entre elles qui à 43 ans donnait naissance à son 10e enfant, ou de tuberculose (ménages 51, 68, 80.) De même, les taux de mortalité infantile à Hull demeurent, jusque dans les années '30, très élevés (22).

L'analyse de la taille des ménages (voir chapitre 2) masque les variations des taux de natalité parmi les familles. Les témoignages que nous avons étudiés révèlent tous les 4 une fécondité plus élevée que celle observée dans le recensement à cause du haut taux de mortalité parmi les milieux populaires notamment. Selon Jane Lewis, la fécondité en milieu ouvrier reste plus élevée que dans les autres classes sociales jusque dans les années '50. Ainsi, chez les C., qui habitent le quartier 2 de Hull en 1891, 14 enfants naîtront: tous survivent aux premières années selon le témoignage de Coralie C. Le père est marchand prospère. Par contre, chez les D., mariés en 1892 dans la paroisse Notre-Dame, 13 enfants naîtront dont 6 seulement survivront. Le père est tailleur de pierres. Adèle A., née en 1903, dont l'époux travaille à la manufacture de haches Walters, donne naissance à 10 enfants en 17 ans de mariage. Elle en perdra trois pendant la petite enfance.

Notre connaissance de la pratique de la contraception parmi les classes populaires reste limitée. Les études les plus

révélatrices à ce sujet proviennent sans contredit des témoignages oraux (23). Elles tendent à démontrer l'absence de limitation des naissances en milieu populaire et l'ignorance par rapport à la physiologie et la sexualité (24). Adèle A. et Rosalba E. qui élèvent leurs familles au début du XXe siècle, témoignent de leur ignorance totale des moyens contraceptifs et affirment que la morale contre "l'empêchement de la famille" était très forte et omniprésente (25). Adèle A. n'allaitait pas ces enfants et ignorait le rôle de l'allaitement dans la contraception.

L'ampleur de la tâche effectuée par la femme au foyer varie en fonction de la taille de la famille, des besoins de ses membres, de l'âge des enfants. Elle s'inscrit dans le contexte du travail domestique harassant, d'une économie précaire, d'une mortalité maternelle et infantile préoccupantes.

* * *

Dans leurs tentatives de joindre les deux bouts, les familles ouvrières pouvaient adopter des stratégies ingénieuses démontrant ainsi leur débrouillardise face à la survie économique de la famille. Alors que les hommes peuvent recourir à des emplois d'appoint, menus travaux exécutés en ville pendant la période de fermeture des moulins ou travail au chantier (26), les femmes elles à l'intérieur du foyer faisaient leur part. Ces

pratiques particulièrement difficiles à retrouver, on peut les déduire justement du modèle décrit dans Le Spectateur.

Elles incluent toute la gamme des échanges de services entre femmes de même famille et voisines pour la garde des enfants, le soin des parents âgés qui habitent avec les jeunes familles, l'aide domestique fournie par les enfants. À Hull, où les cours à bois des divers moulins laissent des déchets utilisés pour le chauffage des foyers, le ramassage du bois de rebut est autorisé par les propriétaires qui font paraître des messages dans les journaux s'adressant "~~aux~~ pauvres" (27). Un autre moyen d'étirer le budget familial pour les femmes en milieu ouvrier consiste également à confectionner les vêtements des enfants "dans du vieux" selon Adèle A.

Certaines familles accueillent chez soi des pensionnaires ou logeurs. Dans notre quartier, le nombre de familles hébergeant des logeurs est relativement peu nombreux (voir chapitre 2). Toutes ces familles sont des familles d'ouvriers. Plusieurs logeurs semblent reliés aux familles par des liens de parenté mais le fait qu'ils aient été identifiés comme logeurs laisse supposer qu'ils paient peut-être une forme de pension au chef de ménage. Pierre D., en entrevue, souligne comment sa mère veuve se servait du revenu accumulé par la location de ses chambres à Hull dans les années 1917-20 pour faire vivre sa famille.

Une autre alternative suggérée en introduction à ce chapitre consiste, pour la mère de famille et ses filles, à effectuer du travail payé à domicile tout en vaquant à ses occupations ménagères. Plusieurs études ont démontré comment cette forme de travail bien qu'échappant à l'énumérateur du recensement n'en demeure pas moins répandue (28). En plus du travail de couture traditionnellement reconnu comme courant, deux cas typiques à la région méritent d'être soulevés ici: la fabrication des boîtes d'allumettes à domicile et l'effeuillage du mica pour les industries de la région.

De 1854 à 1873 (29), la principale main d'oeuvre recrutée pour la fabrication des boîtes d'allumettes est constituée de familles canadiennes-françaises travaillant à domicile. Il évalue à 250 le nombre de familles y travaillant en 1873. On sait cependant que la fabrication des boîtes se transporte à la fabrique à un moment donné entre 1873 et 1894. Il est donc difficile de savoir s'il y a toujours contribution des familles à domicile autour des années 1880-1890. Louis Lebel dans son roman basé sur des témoignages de "vieillards qui s'en souviennent" (30) affirme que la pratique se poursuit jusqu'en 1890. Néanmoins, cette expérience des familles dans le travail à domicile a probablement facilité le passage des enfants à la fabrique de boîtes qui embauche toujours des jeunes en 1891.

En 1873, Tassé souligne comment le mica découvert dans la région de l'Outaouais est utilisé, une fois séparé en feuilles

minces, dans la fabrication des poêles, lanternes, lampes et autres objets (31). L'annuaire de la ville et le recensement industriel publié de 1891, en l'absence de sources plus précises, identifie la présence d'une fabrique de découpage du mica qui emploierait ...3 femmes. Or, en entrevue, Adèle A., dans les années 1900, décrit comment les petites filles pendant l'été travaillent dans le hangar de ses parents à effeuiller du mica "pour une shop de Wrightville" (32). Le nombre de familles impliquées est impossible à évaluer; néanmoins, il est permis de croire qu'il pouvait s'agir là d'une autre façon d'arrondir par le travail des enfants et des femmes, le revenu familial.

Il est une autre forme de travail non-rémunéré que nous ne voulons passer sous silence: celui des femmes que l'on appellerait aujourd'hui, les collaboratrices du mari. Il s'agit de ces femmes de commerçants et de petits entrepreneurs qui, bien que vivant en milieu ouvrier, n'y sont pas nécessairement identifiées. Dans le recensement nominatif, les 21 femmes de commerçants retrouvées sont toutes, sans exception, déclarées inactives. Pourtant, dans l'annuaire de la ville, au moins 5 d'entre elles sont identifiées au commerce alors que leur époux pratique un autre métier (ménages 35,46,70,83,139). Il n'est pas très risqué de supposer qu'elles participent activement au commerce y investissant probablement temps et énergie, en plus de leur tâches familiales.



Travailleuses du mica, Hull, vers 1920. A.N.G., Hull

La participation féminine à l'économie familiale revêt des formes multiples selon la situation économique de la famille et les traditions héritées des pratiques familiales de travail. Elle est particulièrement difficile à évaluer mais n'en demeure pas moins essentielle à la survie et à la reproduction de la force de travail.

II. TRAVAIL RÉMUNÉRÉ

Essentiellement, dans notre quartier, le travail salarié féminin déclaré épouse fidèlement les spécificités connues des occupations rémunérées des femmes au XIXe: restreint dans le temps à la période précédant le mariage, restreint dans des ghettos d'emplois traditionnellement dévolus aux femmes, axés davantage sur la nécessité économique que l'épanouissement personnel (voir tableau 4.6).

Tableau 4.6

Travail féminin salarié déclaré, Hull, Q.3, div.4, 1891

Métier	N.cas
1. Servante	10
2. Allumettièrre	7
3. Couturière (hardes pour homme)	6
4. Institutrice (élémentaire)	3
5. Femme de journée	2 (veuves)
Total	28

Source: Recensement nominatif, Hull, Q.3, div.4, 1891

Une analyse du recensement manuscrit et de l'annuaire commercial de la ville identifie les éventuels employeurs en 1891: les fabriques d'allumettes (135 femmes), les modistes et couturières, la fabrique de découpage du mica (3 femmes), la fabrique de boîtes d'emballage (75 femmes), les tailleurs et drapiers de la région, les tisserands, une filature de laine, l'enseignement, le service domestique.

A . Les petites filles aux allumettes

En 1891, à Hull, travailler contre rémunération avant son mariage signifiait souvent devenir employée de la fabrique d'allumettes ou de boîtes de E.B.Eddy. Il est difficile d'évaluer précisément l'ampleur du phénomène (33), mais l'importance de la fabrique d'allumettes dans l'économie locale en tant qu'employeur de main d'oeuvre juvénile et féminine mérite qu'on s'y attarde. En 1879, la plus grande fabrique d'allumettes au Canada , la Cie Eddy de Hull engage du personnel en partie féminin contribuant à la production de 2,500 à 4,000 boîtes d'allumettes par jour. Le processus de fabrication connaît peu de changements jusqu'en 1894 , date à laquelle les boîtes, jusque là fabriquées à la main, le seront désormais mécaniquement. Mais ces boîtes continuent d'être remplies par des femmes jusqu'en 1928 lorsque l'usine déménage à Berthierville (34) constituant ainsi pour la période qui nous intéresse une possibilité d'emploi pour la main d'oeuvre non-qualifiée de la région.

~

Le recensement des établissements industriels de 1891 révèle la présence à Hull de deux fabriques d'allumettes employant 135 femmes, dont 33 ont moins de 16 ans. De plus, la fabrique de boîtes à emballage fournit du travail à une centaine de femmes dont 25 d'entre elles sont âgées de moins de 16 ans (35). Or, le recensement manuscrit de la ville de Hull, du comté d'Ottawa et des quartiers de la basse-ville d'Ottawa, ne permet guère d'en retrouver plus d'une dizaine, soulignant ainsi une forte sous-évaluation du travail salarié féminin et juvénile dans le recensement nominatif. L'écart important entre les résultats recueillis par l'énumérateur industriel qui tirait ses renseignements directement des employeurs et l'énumérateur qui questionnait les parents peut s'expliquer en partie par les motivations différentes des parents et des employeurs face au travail des enfants et des jeunes filles.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette situation. D'après les témoignages oraux, (36), il appert que plusieurs jeunes filles commençaient à y travailler très jeunes, avant d'avoir atteint l'âge requis par la loi sur l'embauche des enfants à la manufacture, soit 14 ans. Il se peut fort bien que la population ouvrière informée par la toute récente Commission d'Enquête de 1886-89 et avertie par le journal local, Le Spectateur du fait que cette loi n'était pas respectée dans le comté (37) ait ainsi consciemment évité de dénoncer un gagne-pain requis par les contingences matérielles. Prenons le cas de Adèle

A.: "On se vieillissait, il ne demandait pas notre baptistère. On avait besoin. On gagnait pas cher. Je disais que j'avais 14 ans." (38) Ce fait est amplement corroboré par d'autres témoignages de l'époque (39). Au regard des parents hantés par la survie économique quotidienne de la famille, le travail des enfants traditionnellement requis sur la ferme changeait seulement de forme.

D'autre part, les répondants à l'énumérateur semblent se méfier particulièrement des officiers qu'ils considèrent ni plus ni moins comme des collecteurs de taxes ou d'impôts d'où leur réticence à déclarer des revenus supplémentaires (40). Dans certains quartiers de Hull, dont le quartier trois, ceci s'explique par le contexte de saisies fréquentes pour loyers non-payés suivies parfois d'évictions pénibles.

Il est aussi vraisemblable que certaines allumettières soient originaires de l'extérieur de la ville. Bien que nous n'en ayons pas retrouvé un nombre significatif dans les villes voisines de la rive outaouaise et considérant le fait que des barrières de péage encerclent la ville, il est fort concevable que la majorité d'entre elles habitent bel et bien la ville mais ne sont pas déclarées à l'énumérateur (41).

Rappelons surtout l'influence de l'idéologie confinant la femme au foyer sur l'attitude des énumérateurs qui, de façon symptomatique ne posaient peut-être même pas la question (42).

Même en milieu populaire où la tradition du travail féminin pour la subsistance quotidienne n'est pas contestée, selon le court texte cité dans l'avant-propos, il reste implicite que ce travail doit s'effectuer dans les limites du foyer et dans le cadre du mariage, ce qui n'est pas tout à fait le cas du travail à la fabrique d'allumettes.

Profil des allumettières

Selon le recensement industriel canadien de 1891 (43), il existe 7 fabriques d'allumettes dans la province de Québec. Elles emploient, au total, 468 hommes et 545 femmes. La Cie Eddy et la cie Dalglish de Hull emploient à elles seules 131 hommes et 135 femmes. Dans la mesure où l'expérience du travail à la fabrique d'allumettes est un phénomène important dans l'économie locale, la mémoire collective en témoigne, et malgré le fait que nous n'ayons identifié qu'une faible proportion des cas (à peine 10%), nous comptons examiner plus en détail la contribution à l'économie familiale des allumettières, leurs conditions de travail ainsi que leur comportement. Les cas étudiés se recrutent principalement dans le quartier 3. En recoupant les renseignements obtenus du recensement nominatif de 1891, des registres de mariage de 1886-1913, des rôles d'évaluation de 1888 et 1891 il a été possible de reconstituer plus en détail le cadre de vie des allumettières pendant la période 1888-1900 (44). Il est bien entendu qu'il ne saurait être question de

généraliser à partir de ces quelques cas mais les indices ainsi recueillis, malgré leur fragilité, peuvent néanmoins contribuer à percer le silence total.

Dans tous les cas "visibles", c'est-à-dire retraçables dans le recensement manuscrit, les allumettières sont âgées entre 16 et 24 ans. On aura compris d'après ce qui précède que les cas de fillettes de moins de 14 ans qui y travaillent sont relativement fréquents mais non déclarés. Comme aucune n'est mariée, il semble bien que ce soit là un travail "en attendant". De fait, 6 d'entre elles se marieront dans les années qui suivent dans la paroisse Notre-Dame de Hull, entre l'âge de 20 et 25 ans (45). Nous ignorons si elles poursuivront alors leur travail mais on peut supposer que non n'ayant retrouvé aucune femme mariée se déclarant allumettière.

Adèle A. et Ernestine B. mentionnent toutes deux, qu'à leur époque, vers 1916, les jeunes filles quittent la fabrique au moment de leur mariage. À cet égard, Hull se rapproche davantage de l'expérience des villes industrielles de l'époque qui n'ont pas drainé massivement la participation féminine contrairement aux villes textiles comme on en retrouve en Nouvelle-Angleterre par exemple, où le taux d'implication des femmes mariées dans le travail salarié sera beaucoup plus élevé. Dans une région, lorsque les emplois disponibles sont rares et mal payés, le taux de nuptialité devrait être élevé chez les jeunes filles, les parents n'ayant aucune raison de garder leur

fille à domicile (voir chapitre 2). Les allumettières, quant à elles, se marient légèrement plus âgées que leurs consœurs des mêmes cohortes ce qui peut laisser croire que leur revenu est d'une certaine importance pour leurs familles. (46)

Six d'entre elles (sur une possibilité de 7) proviennent de familles nombreuses d'au moins cinq enfants vivant au domicile familial au moment du recensement. Elles sont filles soit de veuves sans travail ayant à faire vivre plusieurs enfants (3 d'entre elles) ou de journaliers de scierie. Rose Anna Cousineau est la seule qui n'a pas de frère ou de sœur contribuant également à l'économie familiale (47). Elle est l'aînée d'une famille comprenant 5 enfants issus d'un remariage du père. Au moins deux des trois enfants nés du précédent mariage habitent les deux maisons voisines. Sa position d'aînée et de seule fille en âge légal de travailler détermine en quelque sorte son implication sur le marché du travail salarié. Toutes les autres travailleuses ne sont pas les seuls gagne-pain additionnels mais avec leurs frères et sœurs contribuent à arrondir un revenu autrement insuffisant.

Au chapitre de l'instruction, trois allumettières sur sept déclarent savoir lire et écrire. En cela, elles sont légèrement désavantagées par rapport aux autres jeunes filles de leur catégorie (16-24 ans) dont le taux d'alphabétisation s'élève à 51% à peine. (48) Une génération plus tard, Adèle A. et Ernestine B. sont issues de milieux semblables et sont à peine

d'avantage scolarisées (49). Il faut avouer cependant que le système scolaire concurrence bien faiblement la fabrique parmi les enfants de classe ouvrière à Hull à cette époque (voir chapitre 3).

Dans l'ensemble, le travail à la fabrique d'allumettes entre bien dans la catégorie de l'exploitation d'une main d'oeuvre non-qualifiée, composée en grande partie de femmes et d'enfants. La plupart des jeunes filles oeuvrent dans l'emballage ou le remplissage des boîtes d'allumettes. Quelques unes travaillent dans le trempage (dipping) mais il est plus difficile de connaître véritablement la nature du travail qu'elles y effectuent. Devant la Commission d'Enquête, malgré les questions pressantes de quelques commissaires, aucune ne se serait plainte des vapeurs nocives se dégageant du processus de fabrication utilisant soufre et phosphore (50). Pourtant, au niveau international, ce processus de fabrication des allumettes est remis en question et formellement interdit après 1906 par la convention internationale de Berne en raison des dommages causés à la santé des ouvriers par une maladie connue sous le nom de "nécrose maxillaire" ou "nécrose phosphorée" (51).

Alors que certaines jeunes filles effectuent le même travail pendant toute la durée de leur emploi (52), d'autres deviendront contremaîtresses après quelques années telle Rose Dechénes qui a pu ainsi améliorer son salaire de 25 sous à 60 sous par jour après 7 ans. En 1888, elle surveille 10 jeunes

filles emballeuses, filles qui se font parfois aider de leurs jeunes frères avec qui elles doivent partager alors un maigre salaire commun (53).

Le travail quotidien, en 1888, débute à 6h.30 et 7 h. le matin et lorsque les filles ont accompli une certaine quantité de travail, elles sont "libérées", vers 4h. ou 5 h.. La plupart sont payées à la pièce et ce jusqu'en 1919 au moins, date de la fondation de la première association ouvrière des travailleuses des allumettes. Adèle A. et Ernestine B. qui y travaillent en 1916 sont toujours rémunérées à la pièce. Ernestine se souvient avoir volontairement ralenti son rythme de travail par crainte de se voir imposer un rythme accéléré le jour suivant (54). Selon son témoignage, les filles refusaient de transporter davantage d'allumettes qu'exigé par crainte que l'on augmente la quantité pour le même salaire.

L'écart entre le salaire des hommes et celui des femmes et enfants laisse présager une ségrégation des tâches selon les sexes bien difficile à évaluer avec précision eu égard à notre connaissance imparfaite de la nature du travail exécuté par chaque individu. Alors que les hommes qui s'occupent surtout de l'entretien des machines et accaparent les postes de contremaîtres, postes qu'il ne faut pas confondre avec celui des contremaîtresses qui sont davantage des surveillantes, peuvent retirer 1\$ à 1\$50 par jour, les femmes employées dans le trempage gagnent 0,50\$ à 0,75\$ quotidiennement. Dans l'emballage et le

remplissage, les filles "habiles" peuvent retirer jusqu'à 75 sous par jour. Mais pour retirer 50 sous par jour, une fille doit remplir 25 "grosses" d'allumettes (55). Leur salaire leur est remis à chaque quinzaine, en argent comptant. Cette coutume de payer les ouvriers en espèces plutôt qu'en bons d'achat permet une certaine autonomie de la famille ouvrière face à l'employeur.

En général, le travail à la fabrique d'allumettes est un travail à l'année, par opposition au travail saisonnier des scieries. Du point de vue de l'économie familiale, cela représente un revenu relativement assuré, si maigre soit-il, pour ces familles de journaliers toujours à la merci d'une saison fluctuante à la scierie.

Comment ces jeunes filles percevaient-elles leur travail à la fabrique? Dans la mesure où elles auraient tout aussi bien pu se trouver du travail domestique, pourquoi se retrouvaient-elles à la manufacture et comment s'y comportaient-elles? Pour bien répondre à ces questions, il faut se retremper dans l'atmosphère de l'époque et comprendre que la nécessité économique exigeait souvent une contribution hâtive des jeunes à l'économie familiale. Dans le contexte d'une enfance très tôt marqué par le travail domestique au domicile familial, le travail en soi "ne faisait pas peur" selon les termes utilisés par une répondante (56). Pour des générations de familles habituées à la participation des enfants, le travail à la fabrique ne représente qu'une autre forme de travail. C'est probablement

cette perception et cette habitude du travail manuel qui explique l'attitude sereine des interviewées face à leur expérience qui nous semble pourtant pénible du travail à la fabrique (57).

La discipline que l'on retrouve à la fabrique ressemble à celle du foyer et de l'école et lorsque les filles sont en retard, elles sont grondées (58). Toutes ne s'y conformaient pas aisément cependant et indirectement un contremaître avoue avoir dû imposer des amendes à l'occasion, "when they have willfully destroyed work" (59). Les allumettières ne seront syndiquées qu'en 1919 cependant et l'imposition des amendes ne suscite pas de grève, comme en Angleterre chez Bryant and May (60). Entre les techniques de résistance à l'imposition d'un rythme de travail et le nécessaire compromis pour garder son emploi, la nécessité de survivre dictait souvent le choix. Compte tenu des qualifications limitées des filles et de l'accent mis sur la prédominance de leur rôle domestique et maternel, les alternatives au travail à la fabrique restent minces. Le service domestique demeure souvent la seule autre possibilité (10 des 28 femmes actives du quartier sont servantes) mais selon Adèle A. qui préférait le travail à la fabrique, "le travail dans les maisons privées rapportait peu" et exigeait de longues heures de disponibilité.

L'existence de réseaux d'entraide à l'intérieur du quartier, entre voisins et entre parents a été abordé précédemment (voir chapitre 2). De tels réseaux d'échange de services semblaient

exister également entre les travailleuses de la fabrique . Ernestine se souvient, par exemple, que la contremaîtresse célibataire qui surveillait l'atelier où elle travaillait chez Eddy viendra la dépanner et s'occuper de ses enfants lorsqu'elle devra être hospitalisée quelques années plus tard (61).

Pour ces filles de journaliers, le travail à la fabrique d'allumette s'inscrivait dans la logique de la participation au revenu familial, une autre forme de travail. Etant donné la pauvreté matérielle de leur milieu d'origine, les limites de leur instruction, le sens du devoir envers la famille, les alternatives sont minces d'améliorer leur sort. Par contre, le travail à la fabrique les mettait en relation avec un monde de pairs, qui en leur permettant de créer des liens avec d'autres personnes que la famille, leur donnait accès à un autre niveau de socialisation.

B. Autres formes de travail salarié

Devant les difficultés à concilier le travail à l'extérieur du foyer avec le travail domestique et le soin des enfants, il semble clair que la majorité des femmes mariées ne travaillent pas contre rémunération à moins d'y être forcées par la pauvreté ou le veuvage. Et celles qui travaillent avant de se marier ou une fois veuves, se retrouvent concentrées dans les secteurs typiques: service domestique, couture, enseignement.

Même les célibataires qui déclarent un travail salarié, 26 des 28 femmes déclarées actives dans le quartier, proviennent toutes de milieux économiquement désavantagés (voir tableau 4.6), exception faite des trois institutrices. Le travail féminin dans le quartier trois est directement relié à la nécessité. Les servantes et les couturières de notre quartier sont toutes âgées entre 15 et 30 ans et habitent avec leurs parents. Le célibat féminin, bien que plus répandu que le célibat masculin à partir de l'âge de 30 ans reste relativement rare (5 cas). Malgré la fréquence des articles satiriques relevés dans le journal local sur l'utilité des vieilles filles, Adèle A. souligne que "les célibataires ne sont pas mal vues" (62), et qu'en général elles se dévouaient à leurs familles, aidant parents et soeurs dans le besoin comme Flore Dandurand par exemple (ménage 259) qui se retrouve à 52 ans tutrice des enfants de sa soeur décédée. Sorte de déviance par rapport au modèle normal, elles se justifiaient par leur utilité.

Le veuvage féminin quant à lui signifiait presque toujours situation précaire et misérable spécialement si la femme était jeune et entourée d'enfants dépendants (ménages 15, 25, 74, 78, 156, 199, 204, 240, 247). Les deux seules veuves qui déclarent un emploi rémunéré sont femmes de journée et ont respectivement 5 et 6 enfants à charge. Toutes les autres dépendent de revenus gagnés par des enfants participants. Par exemple, la mère de Pierre D., veuve d'un tailleur de pierres, prend des

pensionnaires à domicile et accepte du travail de couture qu'elle accomplit souvent la nuit pour permettre à sa famille de survivre (63). Adèle A., quant à elle, accepte trois emplois en même temps, laissant ses enfants sous la supervision des voisins ou seuls, avant de se remarier, en partie pour solutionner ses problèmes économiques (64).

L'expérience de travail des filles du quartier se modèle à la fois sur les besoins familiaux et les opportunités offertes par l'économie locale. Dans une ville concentrée sur l'industrie du bois, les emplois disponibles à la main d'oeuvre féminine ne revêtent pas la même diversité que dans un grand centre urbain diversifié comme Montréal par exemple. Mis à part les emplois directement reliés aux industries secondaires du bois, les autres formes du travail féminin rémunéré se concentrent dans les secteurs "typiquement" féminins: service domestique, enseignement, couture... Contrairement aux villes textiles, Valleyfield, Manchester, Lowell, qui font figure d'exception, la participation féminine au travail salarié cesse au moment du mariage. Les femmes qui continuent de travailler à domicile, tout en élevant les enfants, entrent alors dans le circuit de l'économie informelle.

Cette participation épisodique des femmes au travail salarié s'inscrit dans la logique de la prédominance du rôle maternel et domestique. L'habitude séculaire du travail manuel nécessaire

des femmes et des enfants explique qu'en milieu populaire, il existe une certaine forme d'acceptation du travail féminin. Il faudra plus qu'un discours pour renverser la situation; il faudra l'amélioration du salaire du principal pourvoyeur, le chef de ménage.

NOTES

1. Aubin, Hull industriel, p. 23.
2. Alain Vinet, Francine Dufresne et Lucie Vézina. La condition féminine en milieu ouvrier, une enquête. Coll. Identité et changements culturels, no.3. Québec: IQRC, 1982. p.23
3. Plusieurs auteurs ont souligné comment le recensement manuscrit sous-estime le travail salarié féminin. Voir, à cet égard, Elizabeth Roberts, A Woman's Place, p. 136; Vinovskis, Mason and Hareven, "Women's work and the life course in Essex County, Mass., 1880", p.191; Diana Gittins, Fair sex: Family size and Structure 1900-1939, p.95; Bettina Bradbury, "The working Class Family Economy: Montréal, 1861-1881". Ph D Thesis, 1984, p. 318 ss.
4. Bettina Bradbury, "Women's history and Working-Class History" in Labour/Le travail, 19(Spring 1987), p.23. Cette façon de considérer le travail de la femme à la maison comme un processus nécessaire à la reproduction de la force de travail en société industrielle capitaliste a été analysée par Meg Luxton dans son étude sur trois générations de femmes à Flin Flon, More than a labour of Love.
5. En histoire canadienne, voir les travaux de S. Cross, "The neglected majority: the changing role of Women in 19th century Montreal", in Histoire Sociale/Social History, 6 (1973); Bettina Bradbury, "The Family Economy and Work in an Industrializing city, Montreal, 1871", Communications historiques, Société Historique du Canada, 1979; Gail C. Brandt, "Weaving it Together: Life cycle and the Industrial experience of Female Cotton Workers in Quebec, 1910-1950", in Labour/Le Travailleur 7(1981).
6. Bettina Bradbury, "Women's history and Working Class history", op.cit., p. 26
7. M. Vinovskis, Mason and Hareven, "Women's Work and the Life course in Essex County, 1880" in Transitions. The Family and the Life Course in Historical Perspective, ed. by T. Hareven
8. Bettina Bradbury, thèse de doctorat, op.cit. Elle étudie les quartiers ouvriers de Ste-Marie et St-Anne, entre 1861-1881.
9. Recensement manuscrit, ville de Hull, quartier 3, division 4, population masculine et féminine actives ayant déclaré un emploi rémunéré.
10. Voir D. Gittins, The Family in Question, p.31, p. 55-57 et Elizabeth Roberts, A Woman's Place, chap. 2 et 4.

11. Manuel contenant l'acte du recensement et les instructions aux officiers employés à faire le troisième recensement du Canada, 1891, p.19.

12. Elizabeth Roberts, op.cit., p. 10-11 de même que l'article de John Bullen, "Hidden workers: Child Labour and the Family Economy in late nineteenth century urban Ontario". in Labour/Le Travail, 18(Automne 1986), 163-187.

13. Entrevue Adèle A., ANQ- Hull-84-076.

14. Ibid, selon ses propres termes, pendant l'été alors que les filles doivent aider leur mère ou travailler à l'effeuillage du mica dans le hangar, les garçons eux peuvent s'amuser.

15. Le rôle crucial de la femme dans la famille ouvrière a été étudié par Scott et Tilly, Women, Work and Family.

16. A. de Barbezieux souligne pathétiquement le rôle de la mère quand le père est au chantier, dans son analyse de la famille ouvrière d'une paroisse ontarienne in Le Canada héroïque et pittoresque, p. 156. "La femme abandonnée, sans voisins, sans secours, seule avec ses enfants".

17. Bettina Bradbury a fait une étude plus détaillée de ce phénomène dans ses quartiers ouvriers de Montréal en 1861-1881, Malheureusement, le recensement de 1891 ne permet pas d'identifier clairement quelles sont les familles du quartier qui adoptent cette stratégie. On connaît grâce au recensement publié des détails sur la production à l'intérieur des limites de la ville mais non pas à l'intérieur des quartiers.

18. Rôles d'évaluation de la municipalité de Hull, série de 1892-1893, quartier trois.

19. Entrevue Adèle A., op.cit.

20. Entrevues Adèle A., Rosalba E. et Pierre D., ANQ-82,83,84.

21. Voir les études de Bettina Bradbury, op.cit., Jane Lewis, Labour and Love, Women's Experience of home and Family, 1850-1940, Margery Spring Rice, Working-Class wives.

22. Annuaire Statistique du Québec, années 1920-30.

23. À cet égard, voir Elizabeth Roberts, op.cit. et pour le Québec, G. Cuthbert Brandt, op.cit.

24. Jane Lewis, op.cit., p.16

25. Entrevues Rosalba E. et Adèle A., ANQ-82,84.

26. Témoignages devant la CRRCT, Quebec evidence, : Edmond St-Amour, p.1338, J.Vaillancourt, p.1351-53.
27. Le Courrier de Hull, 2 Juin 1881.
28. Bettina Bradbury, op.cit, Elizabeth Roberts, op.cit.
29. Joseph Tassé, La vallée de l'Outaouais, p.30
30. Louis Le Bel, Magdal ou "Ta vie sera ton châtiment", publiée en 1940. p.7. Selon l'auteur, d'après les témoignages de vieillards, E.B.Eddy faisait, au début de sa carrière, des tournées de maison en maison pour distribuer des vracs d'allumettes pour revenir les prendre après emballage dans de grosses boîtes de 36 casseaux.
31. J. Tassé , La vallée de l'Outaouais, p. 23.
32. Entrevue Adèle A. , op.cit.
33. Les manuscrits des recensements industriels de 1891 ont été détruits; il ne nous reste que les résultats publiés de ce recensement. Les archives de la Cie Eddy seraient détruites toutes les 25 ans, du moins ce qui en aurait survécu aux nombreux incendies de la fabrique d'allumettes selon M.Entwistle, Le Hull industriel, IHRO, p. 69.
34. Marc Brisson, "E.B.Eddy Match Factory", v.2,t.2, p.5. Au début, les boîtes de "vener" sont pliées et collées à domicile et remises à la fin de chaque semaine à la fabrique Eddy. p.7-16. La source de l'auteur semble être La vallée de l'Outaouais de J. Tassé.
35. Recensement du Canada, 1891, vol.III, p.216-217. La deuxième fabrique , selon Hull-Aylmer. Quelques éléments d'architecture ,p.47, est située sur le Ruisseau de la Brasserie et est de dimensions plus réduites. Elle aurait été fermée en 1901. Il n'a pas été possible de distinguer à laquelle de ces deux fabriques travaillent les allumettières identifiées. La plupart des informations sur les conditions de travail proviennent de la Cie Eddy. O
36. Témoignages de Adèle A. et Ernestine B. Voir aussi les témoignages devant la Commission Royale d'Enquête sur les relations entre le Capital et le Travail, 1886-1889.
37. Le Spectateur, 21 mai 1889, 26 septembre 1890. Le journal commente adondamment le dépôt des rapports, majoritaire et minoritaire de la Commission et souligne à plusieurs reprises le manque d'inspecteurs surveillant l'application du règlement interdisant l'embauche des filles de moins de 14 ans et des

garçons de moins de 12 ans depuis 1885 lors de l'adoption de l'Acte des Manufactures.

38. Adèle A., ANQ, 84-076. Elle avait alors 13 ans et travaillait chez Eddy en 1916, longtemps après l'adoption du règlement de 1885.

39. Témoignage de Rose Deschênes, CRRCT, qui commence à 13 ans, Julie Dorion, elle, commence à 11 ans, CRRCT, Quebec evidence, vol. II.

40. Le Spectateur, 28 novembre 1890, p.2. L'auteur remarque que "les femmes surtout" semblent craindre les agents préposés au recensement, aux annuaires ou aux rôles d'évaluation. On précise...dans certains quartiers de la ville surtout...Il faut replacer ceci dans le contexte de saisies fréquentes pour loyers non-payés et évictions parfois dramatiques. Nous en avons retrouvé quelques traces dans le livre d'entrées de la cour du recorder de Hull, de 1888-1892.

41. Nous avons retrouvé deux autres logeuses habitant d'autres quartiers (2 et 4) de la ville.

42. Selon les instructions émises à l'intention des énumérateurs, les femmes à moins qu'elles n'aient une occupation distincte à part des travaux ménagers, doivent être considérées comme n'ayant pas de profession spéciale et énumérées comme les enfants. Manuel d'instruction, p. 19.

43. Selon le Recensement du Canada, 1891, vol. III, p.216-217.

44. Sur le recensement nominatif, ces familles correspondent aux ménages nos. 55,74,145,156,194,197,223.

45. Registre des mariages, 1886-1913.

46. Recensement nominatif, ménages nos. 55, 74, 145, 156, 194, 197, 223. L'âge moyen des allumettières au mariage s'établit à 22.6 comparativement à 20.7 pour l'ensemble des filles dans le quartier.

47. Recensement nominatif, district 175, Hull City, division 4. Les renseignements obtenus sur la famille Cousineau proviennent du jumelage des données du recensement manuscrit et du registre des mariages de la paroisse Notre-Dame de Hull.

48. Recensement nominatif, Hull, Q.3, div.4, 1891.

49. Adèle A. déclare avoir fréquenté l'école jusqu'en 5e année; Ernestine B. également.

50. Les allumettières interrogées, Adeline Duimet, Julie Dorion, et Marie Dufaux; sont peu loquaces au sujet de leurs conditions de travail et bien peu osent se plaindre devant les commissaires. On en apprend davantage de la bouche des contremaîtres et souvent, bien indirectement. Pour une analyse des témoignages féminins et de leur contexte, voir l'article de Susan Mann Trofimenkoff, "One Hundred and Two Muffled Voices: Canada's Industrial Women in the 1880's", in Atlantis, 3(1978), 66-88.

51. Dans son roman dont la trame se déroule en partie dans le laboratoire de la fabrique d'allumettes, Louis LeBel décrit les ravages de la nécrose phosphorée parmi les ouvriers travaillant dans le trempage des allumettes. La maladie s'attaquerait à l'os de la mâchoire ou à l'os et la gencive. Selon l'auteur, la maladie était très répandue et aurait fait plusieurs victimes à Hull. Voir Magdal, p. 26-29.

52. Adèle A. y travaille pendant 7 ans et effectue toujours le même travail. Ernestine B. quant à elle, transportait des calèches d'allumettes d'un étage à l'autre, travail qu'elle qualifiait de "travail d'homme".

53. Témoignage de Dennis Casey, CRCCT, 1888, Quebec evidence, p.1340 ss.

54. Entrevue avec Ernestine B., 29 octobre 1986.

55. Témoignage de Dennis Casey, CRCCT, 1888, Quebec evidence, p. 1340-1344.

56. Adèle A., ANQ Hull, 84-076.

57. Entrevue Ernestine B., 29 octobre 1986.

58. Témoignage de Julie Dorion, CRCCT, Quebec evidence, p. 1350.

59. Témoignage de Dennis Casey, CRCCT, Quebec evidence, p. 1340-1344.

60. Voir l'article de Michelle Lapointe, "Le syndicat catholique des allumettières de Hull", RHAF, et Jane Lewis, Women in England, p.165.

61. Ernestine B., entrevue du 29 octobre 1986.

62. Entrevue Adèle A., ANQ-84.

63. Entrevue Pierre D., ANQ-84.

64. Entrevue Adèle A., ANQ-84.

CONCLUSION

Les jeunes filles canadiennes des familles ouvrières de Hull avaient en réalité bien peu de chances de se transformer, à la fin du XIXe siècle, en objets de salon oisifs et décoratifs. Au-delà de la condition féminine qui transcende les classes sociales, les filles en milieu populaire se voyaient limitées par des contraintes liées à la pauvreté matérielle, une faible instruction, une dépendance économique face à la famille et au mari. Les transformer en victimes à partir de telles observations esquiverait cependant le fait qu'à l'intérieur de ces limites tacites, il y avait place pour l'initiative et la débrouillardise puisées bien souvent dans des traditions séculaires de travail au sein de la famille.

La famille ouvrière de Hull évoluait, en 1891, dans un milieu caractérisé par l'irrégularité salariale de la majorité des journaliers, les horaires longs des travailleurs et les absences fréquentes des hommes au chantier. Cette insécurité matérielle affectait directement les conditions d'existence des familles rendant difficile et précaire l'accès au logement stable et salubre. Ce climat économique difficile contribuait à créer, dans le quartier trois du moins, un milieu de vie essentiellement différent du milieu bourgeois qui ne pouvait qu'influencer les priorités des familles qui y vivaient.

L'analyse statistique des comportements familiaux (chapitre 2) ne révèle pas toute la gamme des itinéraires individuels. Mais, comme dans le cas des familles ouvrières de la paroisse Ste-Brigide de Montréal (1), de Ste-Marie et St-Jacques (2), leurs conditions d'existence ont poussé ces familles à développer des pratiques susceptibles de compenser la faiblesse des revenus en tirant profit des vieilles solidarités familiales et des habitudes ancrées du travail manuel. En ce sens, les continuités persistent malgré les changements dans le Hull industriel.

Ces pratiques empruntent des formes diverses allant de la souplesse des structures familiales, englobant temporairement dans les périodes de crises des parents ou même des étrangers dans l'unité familiale, à l'utilisation des réseaux d'entraide familiaux situés à proximité. Elles incluent aussi les comportements matrimoniaux souvent axés sur les besoins économiques de la famille. À Hull, il est remarquable par exemple, comment la variation du taux de nuptialité se distingue du reste de la province. Comparativement à Montréal (3) à la même époque, on s'y marie beaucoup plus précocement en milieu ouvrier. On peut y voir là une conséquence de l'expansion du travail salarié disponible aux garçons, de la limite des emplois salariés lucratifs accessibles aux femmes et de l'équilibre du taux de masculinité parmi la population jeune. Il faudrait de plus prendre en considération toute la gamme des facteurs d'ordre culturel, en milieu si homogène au point de vue ethnique et

religieux. Mais il est impossible d'en évaluer précisément le poids dans ce travail étant donné la nature des sources utilisées.

La persistance des traditions est particulièrement visible dans l'utilisation des enfants en tant que participants à l'économie familiale au détriment de leur instruction. A la fin du XIXe siècle, étant donné les caractéristiques d'évolution du système d'éducation publique au Québec (chapitre 3), les taux d'alphabétisation à Hull, par rapport à la province et à l'Ontario (4) témoignent avec éloquence de l'acuité du problème en milieu ouvrier.

Au sein de la famille ouvrière de Hull, l'itinéraire de la vie féminine se modelait aussi sur ces conditions matérielles d'existence. Avec sa famille, mari et enfants, la femme partageait cette lutte quotidienne contre la pauvreté. Mais en même temps, sa nature féminine et les rôles spécifiques qui s'y rattachaient, déterminait un parcours différent surtout visible dans les cycles de participation à l'instruction formelle et au travail salarié.

La prédominance du rôle maternel et domestique de la femme incitait les familles en milieu ouvrier à recourir avant tout au support de la petite fille pour aider la mère dans son travail d'entretien de la maisonnée. Pas de domestique en milieu ouvrier. Cette attitude pourrait expliquer dans une certaine

mesure les différences observées dans les comportements de fréquentation scolaire des filles et des garçons du quartier 3 (chapitre 3). Cet apprentissage précoce du travail de maison initiait les jeunes filles à leur rôle futur qui débutait assez tôt, puisqu'à Hull, les filles se retrouvaient mariées en moyenne à l'âge de 20 ans.

L'absence de fréquentation scolaire régulière avait aussi comme conséquence de leur laisser peu de choix dans les emplois possibles. À Hull, selon le recensement manuscrit de 1891, le taux de participation féminine au travail rémunéré est très faible (voir chapitre 4). Bien qu'il faille composer avec une sous-énumération relativement importante du travail féminin et juvénile dans notre source principale, le recensement manuscrit, la structure économique de la ville explique en partie l'absence d'une participation massive des filles au travail salarié. Comparativement aux villes textiles de la Nouvelle-Angleterre, les industries du bois offrent moins d'emplois accessibles aux femmes, à l'exception de la fabrique d'allumettes.

Comme les travailleuses du textile de Valleyfield (5), les allumettières proviennent d'un milieu où la nécessité explique leur contribution au revenu familial; le peu d'instruction qu'elles possèdent réduit l'éventail des possibilités de travail salarié rémunérateur. La majorité quittent leur emploi au moment de leur mariage qui semblent plus tardifs que l'ensemble des filles de leur catégorie sociale, signe de l'importance de leur

salaire pour la famille. L'émancipation face à la famille ne semble nullement reliée à leur travail à l'extérieur (6). Au contraire, dans la mesure où leur salaire est requis par l'entité familiale, cela ajoute une entrave de plus à l'indépendance face à la famille. De l'apparente liberté des filles en milieu populaire peut-on déduire une forme d'émancipation quelconque? D'une certaine façon, elles sont davantage soumises à la pression des traditions: manque d'instruction, manque d'autonomie financière, sentiment du devoir familial.

La grande majorité des femmes du quartier 3 sont des épouses et ménagères dont la tâche varie selon la taille de la famille et les ressources disponibles, sous forme de revenus salariaux ou d'échanges de services. C'est dans cette économie du quotidien que le modèle décrit dans le Spectateur s'avère le plus juste: raccomodage des vêtements, entretien des lieux et des maris et enfants, nourriture et habillement des siens, utilisation des restes, recyclage du "vieux"... Si la femme en santé requise pour un telle tâche (aux joues roses, au large corsage) n'est pas plus répandue, il ne faut pas en blâmer l'habitude de la lecture des contes bleus mais plutôt les conditions d'existence en milieu populaire (7).

Il semble, à cette époque de la fin du XIXe, exister suffisamment de justifications venant de l'expérience de vie et des conditions économiques des classes populaires expliquant dans une certaine mesure leurs comportements. D'une certaine façon,

l'adaptation des familles du quartier 3 à l'univers industriel est largement tributaire de leurs antécédents de travail en milieu rural et le modèle décrit dans Le Spectateur le rappelle bien.

La plupart de ces familles sont récemment immigrées de campagnes environnantes ou de régions du Québec moins industrialisées (voir chapitre 1). La ville de Hull elle-même, en 1891, est un centre urbain secondaire, encore de dimensions réduites, qui gagne progressivement du terrain sur l'environnement rural. Même sur des emplacements exigus, certaines pratiques d'auto subsistance persistent: on garde des animaux dans les cours, on cultive son coin de jardin (8). Pourtant, la transformation de plusieurs membres de la familles en travailleurs salariés, par nécessité, provoque un réalignement des ressources humaines et matérielles des familles.

L'observateur qui, en 1908, remarquait que tout le monde travaillait à Hull (9) soulignait comment en milieu populaire, malgré la discrétion des sources, la nécessité du travail dominait les préoccupations familiales. Mais il remarquait aussi, que les femmes, elles, à la différence des hommes, travaillaient à la maison.

NOTES

1. Lucia Ferretti, "Mariage et cadre de vie familiale dans une paroisse ouvrière montréalaise: Ste-Brigide, 1900-1914", p. 242.
2. Bettina Bradbury, "The Working Class Family Economy: Montréal, 1861-1881", Ph.D. thesis, Concordia University.
3. Ibid., p. 246.
4. Les études de M. Katz, Social Organization of Early Capitalism, p.244-46 et de D. Gagan, Hopeful Travellers. Families, Land and Social Change in Mid-Victorian Peel County, Canada West p. 77-78, révèlent des taux de fréquentation scolaire toujours supérieur à celui de Hull.
5. G.C.Brandt, "Weaving it together: Life Cycle and the Industrial Experience of Female Cotton Workers in Quebec, 1910-1950", p.117-119.
6. En concordance avec les constatations de G.C.Brandt, op.cit., et de J.Scott et L.Tilly, Women, Work and Family.
7. Plusieurs études sur le milieu ouvrier soulignent l'influence des dures conditions de travail, des grossesses répétées, de la mauvaise qualité de la diète sur l'état de santé des femmes. Voir M. Spring Rice, Working-Class wives, E. Roberts, A Woman's Place.
8. Hull. Rôles d'évaluation de la municipalité de Hull, 1888-89, 1892-93. Indirectement, l'étude des règlements municipaux permet de déduire la persistance de ces pratiques. Aussi tard qu'en 1906, des citoyens se plaignent de la présence de vaches sur le terrain de l'hôtel de ville de Hull, en pleine ville, selon la presse régionale.
9. Aubin, Hull Industriel, p. 23.

CRITIQUE DES SOURCES

Tout historien-ne est tributaire, dans sa façon de reconstruire la réalité du passé, des sources utilisées. Chaque type de source possède des caractéristiques et des limites qui lui sont propres et qui éclairent des aspects différents d'une même réalité. Dans ce travail, les sources suivantes ont été principalement utilisées:

1. Sources administratives

Bien qu'elles soient d'une certaine façon plus objectives, elles sont aussi teintées de la perception de leurs auteurs, qu'il soit énumérateur du recensement ou inspecteur d'école. Cependant, leur avantage est de rejoindre tout le monde. C'est bien souvent le meilleur point de départ pour atteindre les gens anonymes.

Le Recensement nominatif de 1891:

District 175, cité de Hull. Sert de base à l'analyse de la famille car il a l'avantage d'indiquer précisément les liens de parenté avec le chef de ménage. En 1891, dans les sept divisions de la municipalité de Hull, le relevé est, en général, d'une bonne qualité. La division 4 recouvre une bonne partie du quartier trois, le plus densément peuplé de la ville. Les 262 ménages de cette partie de la ville, un total de 1,336 individus

ont été systématiquement étudiés. Le recensement permet de définir un groupe familial en fonction de son statut occupationnel, ethnique, religieux, et d'en étudier le cycle à un moment bien précis.

Rôles d'évaluation de la municipalité de Hull:

Les séries de 1888-89 et 1892-93 étaient disponibles. Elles ont surtout servi à vérifier les imprécisions de l'énumérateur en ce qui concerne les artisans et commerçants établis à leur compte. Je les ai systématiquement dépouillés dans le cas des petits entrepreneurs soit 25 cas.

Rôle Général de Perception de la Corporation de la Cité de Hull:

Les séries de 1890-91 et 1891-92 furent retrouvées. Sur les 262 ménages du quartier trois apparaissant dans le recensement de 1891, 205 ont été ainsi appariés. Leur analyse a permis de compléter les variables déjà disponibles sur le recensement en ajoutant des renseignements sur la propriété foncière (voir liste des variables en Annexe B).

Registres de mariage de la Paroisse Notre-Dame de Hull:

La compilation de Gérard Provencher, Québec: Pontbriand, 1972, recouvrant les mariages de 1886-1913 dans la paroisse Notre-Dame de Hull a été utilisée. Les archives paroissiales ayant été détruites par un incendie, la période précédant 1886

n'est donc pas disponible. Ce dépouillement a permis d'identifier 49 mariages correspondant à des ménages apparaissant sur le recensement de même qu'il a permis de retrouver les noms de fille des épouses dans 179 cas. En plus du nom des époux, la compilation incluait également les noms des enfants du couple avec leurs conjoints respectifs. Malheureusement, la compilation n'indiquait pas toujours l'origine des époux d'où l'impossibilité d'étudier de façon exhaustive la provenance des ménages nouvellement immigrés.

Rapport du Surintendant de l'Instruction publique, Province de Québec:

La section des rapports des inspecteurs d'école pour le district d'Ottawa a été consultée. La série est incomplète; elle porte sur les années 1881-82, 1884-85, 1888-89, 1892-93, 1893-94. Pendant toute la période, l'inspecteur est le même, M. Gay, mais les rapports annuels sont d'inégale qualité. En 1892-93 le district est divisé entre le Pontiac et la moitié du comté d'Ottawa. Le territoire est donc modifié. La ville de Hull n'apparaît comme municipalité distincte, de façon systématique qu'à partir de 1892.

2. SOURCES ORALES

Cette étude n'est pas d'abord fondée sur des sources orales. Il s'agit avant tout d'une étude quantitative basée sur l'examen

systematique d'un quartier ouvrier , à partir du recensement nominatif. Une fois ce squelette quantitatif établi, il nous semblait pertinent d'y greffer un autre niveau de la réalité historique, celui dérivé de l'expérience vécue d'individus telle qu'ils la perçoivent et la racontent. Bien sûr, les témoignages ne sont pas légion, mais ils pouvaient servir à illustrer les impressions fugaces qui se dégageaient de l'étude statistique.

Les témoignages oraux utilisés sont de deux natures; les premiers proviennent de la Commission Royale d'Enquête sur les Relations entre le Capital et le Travail, section Québec, recueillis lors de la journée d'audience tenue à Hull le 7 mai 1887 et à Ottawa, les 4,5 et 8 mai 1888. Ce sont en quelque sorte des témoignages oraux indirects, qui ont été rassemblés dans des circonstances particulières et retransmis par écrit.

Les seconds sont presque tous tirés de la banque de récits de vie des Archives Nationales du Québec et concernent directement la région de Hull. Comme il faut s'y attendre, ces témoignages concernent surtout les débuts du XXe siècle, étant donné l'âge des informateurs. Cependant, ils nous semblaient pertinents dans la mesure où les sources traitant de la vie des allumettières sont tellement rares; de plus, même si le phénomène de l'industrialisation s'accélère et se diversifie à Hull après l'incendie de 1900, le principal secteur de développement reste toujours axé sur le bois et sa transformation.

Si on voulait étudier l'évolution de l'industrie des allumettes, il me semble que du point de vue division du processus de travail, la période 1873-1928 pourrait être considérée comme une même époque, surtout en ce qui concerne le travail féminin à l'intérieur de la fabrique. Considérant le fait que toutes les allumettières interrogées y travaillent avant la syndicalisation de 1919, leur expérience me semblait assez proche les unes des autres malgré le laps de temps différent. Même si l'installation de l'industrie textile à la fin des années 1900 ajoutera une autre possibilité d'emploi pour la gent féminine, la fabrique d'allumettes conservera, jusqu'en 1928 toute son importance dans l'économie locale.

Plusieurs témoins ayant mentionné le désir de conserver l'anonymat, j'ai utilisé des pseudonymes. Les témoignages retenus furent ceux de :

Adèle A., allumettière chez Eddy, née en 1903;

Ernestine B., allumettière chez Eddy, née en 1903;

Coralie C., née en 1891 (apparaît sur le recensement de 1891);

Pierre D., né en 1910; sa mère apparaît sur le recensement de 1891; elle a 22 ans en 1891;

Rosalba E., travailleuse dans le mica, née en 1902;

Les entrevues ayant été réalisées par des personnes différentes, elles ne révélaient pas nécessairement les aspects souhaités. Il n'en reste pas moins que les perceptions de ces

l'individu ajoutent une dimension intéressante à l'analyse statistique.

3. AUTRES SOURCES

Le Spectateur de Hull : Journal bi-hebdomadaire, à l'époque concernée, indépendant des partis politiques. Le directeur, Napoléon Pagé est actif dans l'Ordre des Chevaliers du Travail. La difficulté consiste à y retrouver les femmes comme telles, à une époque où un mutisme significatif entoure la condition féminine. Les femmes apparaissent indirectement sous les rubriques mondaines et oeuvres philanthropiques. Plus fréquemment, on s'adresse à elles ou aux hommes à leur sujet, dans les rubriques moralisatrices, telle celle citée en introduction, ou encore dans la chronique des faits divers où apparaissent surtout les comportements dits marginaux ou déviants.

Maqdal ou "Ta vie sera ton châtiment": oeuvre fictive publiée en 1940 dont l'action se déroule dans les coulisses de la fabrique d'allumettes dans les années 1890. S'il est vrai que les témoignages que l'on peut en tirer doivent être décodés avec prudence, le roman pallie aussi à une insuffisance d'autres types de source. Peut-être y a-t-il, du vrai dans cette affirmation d'un auteur du XIXe siècle qui disait que "le roman est l'histoire de ceux qui n'en ont pas"... L'auteur affirme

s'être inspiré du journal intime du fils de son personnage principal qui aurait été retrouvé à Ottawa dans les années 1930. Il fait souvent référence à la mémoire collective d'anciens Hullois qu'il aurait lui-même connu et interrogé au sujet des conditions de vie et de travail à la fabrique d'allumettes à la fin du siècle. Sa description du processus de fabrication des allumettes avant et après la découverte du procédé plus sécuritaire, la "sesqui", semble bien documentée.

ANNEXE B

LISTE DES VARIABLES

Les données suivantes sont empruntées au fichier que j'ai créé à partir du recensement nominatif de 1891, ville de Hull. En général, le relevé de l'énumérateur est d'une bonne qualité en ce qui concerne le quartier trois, division 4, sauf pour la variable no.20, "Sans emploi la semaine précédente" (voir page 172). J'ai décidé de ne pas la considérer à cause des indécisions et ratures nombreuses de l'énumérateur.

Les variables nos. 1,7,8,9,10,11,12,13,14,15,16,18,19,20 et 21 sont directement tirées du recensement nominatif de 1891, telles qu'elles y apparaissent.

Les autres variables, nos. 2,3,4,5,6,17,23 et 24 ont été calculées manuellement à partir des renseignements fournis par le recensement et n'y apparaissent pas telles qu'elles.

La variable no. 22, "Propriété", est tirée du registre de perception de taxes de la municipalité de Hull en 1892-93 jumelé aux ménages du recensement nominatif de 1891. 205 cas sur 262 ménages ont été retrouvés.

La détermination des liens de parenté entre les membres du ménage est précisément indiquée par la variable no.10 qui se lit comme suit dans le recensement: "lien de parenté avec le chef de

ménage". Sauf dans les cas des logeurs apparentés au chef de famille (7 cas), la variable semble fiable. Il se peut que quelques pensionnaires identifiés comme logeurs soient, en réalité, des parents qui paient une forme de pension au chef de famille.

Dans ce quartier spécifique, l'énumérateur est un francophone. Il ne semble pas y avoir autant d'erreurs dans l'épellation des noms francophones que dans d'autres quartiers car le jumelage avec les rôles d'énumération n'a pas révélé d'inconsistances majeures. On relève parfois quelques erreurs mineures dans l'orthographe des prénoms, par exemple, Héalalie pour Eulalie etc...

Voir la liste des variables dans les pages suivantes.

CODEBOOK RECENSEMENT 1891 HULL CITY

VARIABLES	COL.	CODE
1	1-3	NO. DU MENAGE SUR RECENSEMENT (code pré-établi)
2	5-6	NO. DE PERSONNES DANS LE MENAGE (code pré-établi)
3	8-9	NO. DE PERSONNES DANS LA FAMILLE (code pré-établi)
4	11-12	STRUCTURE DU MENAGE 10 AUCUN MARIAGE 20 SIMPLE, un mariage 31 ELARGI, simple plus logeurs 32 ELARGI, simple plus domestiques 33 ELARGI, simple plus parents 34 ELARGI, simple + logeurs + parents 35 ELARGI, simple + parents + domestiques 36 ELARGI, simple + logeurs + domestiques 37 ELARGI, simple + parents + logeurs + domestiques 40 MULTIPLE, 2 mariages ou + avec liens de parenté 41 MULTIPLE, 2 mariages ou +, avec liens + logeurs 42 MULTIPLE, 2 mariages + domestiques 43 MULTIPLE, 2 mariages + parenté 47 MULTIPLE, 2 mariages + domestiques + logeurs + parenté 50 MULTIPLE, 2 mariages sans parenté 53 MULTIPLE, 2 mariages sans parenté + parents 51 MULTIPLE, 2 mariages sans parenté, + logeurs 52 MULTIPLE, 2 mariages + domestiques 57 MULTIPLE, 2 mariages + logeurs + parents + domestiques
5	14-15	NO. D'ENFANTS PAR FAMILLE (code pré-établi)
6	17-18	NO. DE JEUNES DE 10-25 PAR FAMILLE (code pré-établi)
7	20	SEXE 1. Masculin 2. Féminin
8	22-23	AGE (code pré-établi)
9	25	STATUT MARITAL 0. Non donné 1. Célibataire 2. Marié(e)

- 3. Veuf
- 4. Veuve
- 5. Religieux

10

27-29

STATUT DANS LE MÉNAGE

- 101. Chef
- 102. Epouse
- 103. Fils
- 104. Fille
- 105. Fils adoptif
- 106. Fille adoptive
- 201. Père du chef
- 202. Mère du chef
- 203. Frère du chef
- 204. Soeur du chef
- 205. Beau-frère du chef
- 206. Belle-soeur du chef
- 207. Belle-mère du chef
- 208. Beau-père du chef
- 209. Petit-fils du chef
- 210. Petite-fille du chef
- 211. Gendre
- 212. Brue
- 213. Autre parent du même nom
- 214. Autre parent de nom différent
- 305. Domestique
- 306. Logeur/se
- 401. Sous-chef (autre famille)
- 402. Sous-epouse
- 403. Sous-fils
- 404. Sous-fille
- 421. Père du chef (2e fam.)
- 422. Mère du chef ...
- 423. Frère du chef...
- 424. Soeur du chef...
- 431. Fils du chef (2e fam.) / Gendre
- 432. Fille du chef / brue
- 433. Petit-fils
- 434. Petite-fille
- 441. Frère du chef / beau-frère
- 442. Soeur du chef / belle-soeur
- 443. Neveu
- 444. Niece
- 451. Beau-père du chef (2e fam.)
- 452. Belle-mère du chef
- 453. Beau-frère du chef
- 454. Belle-soeur
- 461. Beau-frère / 2e fam.
- 462. Belle-soeur
- 463. Neveu du chef
- 464. Niece du chef
- 500. Autre parent du sous-chef

11. 31-32 LIEU DE NAISSANCE
 00. Non donné
 14. Ontario
 15. Québec
 16. Ailleurs au Canada
 20. Etats-Unis
 40. Angleterre
 42. Ecosse
 44. Irlande
 50. France
 51. Belgique
 53. Allemagne
 56. Suède
 57. Suisse
 62. Italie
 99. Illisible
12. 34 ETHNICITÉ
 1. Canadien-français
 2. Autre
 3. Illisible
13. 36-37 LIEU DE NAISSANCE DU PERE
 (voir code de 11)
14. 39-40 LIEU DE NAISSANCE DE LA MÈRE
 (voir code de 11)
15. 42-43 RELIGION
 00. Non donné
 27. Catholique Romain
 30. Anglican. Eglise d'Angleterre
 35. Protestant non spécifié
 42. Presbyterien
 55. Methodiste, Wesleyan
 75. Baptiste
 98. Aucune
 99. Illisible
16. 45-47 MÉTIER, PROFESSION
 (voir annexe)
17. 49-51 MÉTIER DU CHEF DE FAMILLE
 (voir code précédent)
18. 53 PATRON OU EMPLOYÉ
 0. Ne s'applique pas
 1. Patron (employeur)
 2. Employé
 3. Illisible
 4. Non précise
19. 55-56 NO. D'EMPLOYÉS PENDANT L'ANNÉE

(code pré-établi)

20. 58 SANS EMPLOI DURANT LA SEMAINE PRÉCÉDENTE
 0. Ne s'applique pas
 1. Sans travail
 2. Avec travail
 3. Illisible
21. 60 ALPHABÉTISATION
 0. Non donné
 1. Sachant lire et écrire
 2. Sachant lire
 3. Sachant écrire
 4. Ni l'un, ni l'autre
22. 62 PROPRIÉTÉ
 0. Non donné
 1. Propriétaire
 2. Occupant
 3. Locataire
23. 64 NOMBRE DE TRAVAILLEURS/FAMILLE
 (code pré-établi)
24. 66-67 ÉTAPE DU CYCLE FAMILIAL
 I. Jeune femme de moins de 25 ans:
 1. sans enfant
 2. tous les enfants moins de 6 ans
 3. enfants de plus de 6 ans
- II. Femme entre 25-34 ans:
 4. sans enfant
 5. tous les enfants entre 0-14 ans
 6. enfants de plus de 15 ans
- III. Femme entre 35-44 ans:
 7. sans enfant
 8. tous enfants entre 0-14 ans
 9. au moins un garçon de plus de 15 ans
 10. tous enfants filles de plus de 15 ans
- IV. Femme de plus de 45 ans:
 11. sans enfant
 12. au moins un garçon de plus de 15 ans
 13. tous enfants filles de plus de 15 ans
 14. autres

LISTE DES MÉTIERS

000 Non donné (concernant les chefs de ménage)
 998 Sans occupation déclarée
 999 Illisible

020 Apprenti-forgeron
 021 Apprenti-cordonnier
 030 Barbier
 050 Boulanger
 060 Carrier
 070 Charretier
 072 Charretier de tombereau
 073 Charretier aux scieries
 074 Charretier de bois
 090 Charroyeur d'eau
 091 Charroyeur de bois

100 Colleur de bois (de l'anglais: culler)
 110 Commis
 111 Commis dans une épicerie
 112 Commis dans les marchandises sèches
 120 Contracteur de bâtisses
 130 Contremaître à la scierie
 131 Contremaître à la carrière
 132 Mill Wright
 140 Cordonnier
 150 Couturière dans les hardes pour hommes (F)
 160 Cuisinier dans les chantiers
 170 Cultivateur
 180 Deputy registrar (registrator)
 191 Electricien à la scierie
 192 Electricien d'alarme pour le feu (sup. city fire alarm)

220 Entrepreneur de pompes funèbres
 230 Epicier
 240 Etudiant/étudiante
 241 Etudiant au Business College
 242 Etudiant au classique
 250 Femme de journée (F)
 260 Ferblantier
 270 Forgeron
 282 Gardien de nuit à la scierie

310 Ingénieur de ponts et chaussées
 320 Institutrice à l'élémentaire (F)
 330 Journalier
 331 Journalier à la scierie
 333 Journalier/ère (F) à la fabrique d'allumettes
 334 Journalier à la manufacture de pulpe

335 Journalier à la carrière
900 Journalier à la manufacture de sceaux
340 Ouvrier-menuisier
341 Ouvrier
350 Limeur
360 Manufacturier de meubles
370 Mouleur dans une fonderie
380 Mesureur de bois dans les scieries (culler)
390 Meunier

410 Maçon
440 Policier
451 Peintre de voitures
452 Peintre de maisons
460 *Plombeur
500 Photographe
550 Servante (F)
551 Servante générale (F)
570 Tailleur de pierres

600 Voyageur
601 Voyageur dans les chantiers

700 Menuisier

*Plombeur: Ouvrier spécialisé qui travaille le plomb par exemple en apposant des sceaux de plomb sur la marchandise. Il existe à cette époque une association de plombiers, membre de l'Ordre des Chevaliers du Travail à Hull-Ottawa.

ANNEXE C

CLASSIFICATION DES MÉTIERS

Quiconque se propose d'étudier les familles ouvrières, doit au préalable identifier qui appartient à la classe ouvrière. Ceci soulève des problèmes à la fois d'ordre théorique et pratique, le plus épineux étant l'adéquation entre la définition théorique de la classe ouvrière et les données empiriques recueillies sur les individus considérés comme y appartenant.

Les débats théoriques entre les partisans de l'existence des classes sociales et ceux qui veulent démontrer la non-pertinence des barrières de classe soulignent la double racine des divisions sociales: dans les différences matérielles et dans la subjectivité des représentations en découlant (1). Ainsi, les groupes sociaux existent en quelque sorte deux fois: dans l'ordre des priorités matérielles et dans le second ordre, celui de la représentation symbolique ou mentalité. Considérant le fait que les deux niveaux ne sont pas indépendants l'un de l'autre, il me semblait justifié d'examiner en premier lieu les indices d'ordre matériel en présumant de leur impact déterminant sur le concept de classe.

Par exemple, les ouvriers-ères cités par Elizabeth Roberts dans A Woman's Place, "believed themselves to be working-class because they worked with their hands, were employees and not

employers, and, were poor and lacked material goods " (2). Dès lors, la définition la plus commune utilisée dans les diverses études sur la société du XIXe siècle relie le statut social de la classe ouvrière aux occupations manuelles de ses membres et/ou à leur statut économique limité (3).

Plusieurs critères peuvent être considérés lorsque l'on songe à classifier les diverses occupations déclarées par les individus tels le rapport au mode de production, la rémunération, le contenu et la nature du travail ainsi que le statut social en découlant. Des historiens travaillant sur la structure sociale du XIXe siècle ont proposé des classifications mettant l'accent soit sur l'individu et ses possibilités de mobilité dans la hiérarchie sociale, soit sur la place de l'individu dans la structure occupationnelle selon les secteurs d'emplois (4).

Comme cette étude vise surtout l'analyse de la condition féminine en milieu ouvrier, il me semblait important de pouvoir distinguer non seulement la position des individus dans la hiérarchie occupationnelle mais aussi, dans la mesure du possible, leurs rapports avec le capital foncier ou commercial (5). Dans le contexte de la survie économique quotidienne, la dépendance face à un travail salarié souvent irrégulier et saisonnier n'avait pas le même sens que la possession d'un petit commerce, si minime fut-il. La spécificité du recensement de 1891 qui identifie les employeurs (6) m'a permis d'établir, à l'aide des rôles d'évaluation, la distinction entre les

artisans et commerçants établis à leur propre compte et ceux qui sont à l'emploi d'un autre en tant que salariés.

En optant pour un tel système de classification des métiers pratiqués par les Hullois à la fin du XIXe, je cherchais, dans la mesure du possible, à pouvoir différencier les ouvriers manuels salariés des petits entrepreneurs ainsi que des employés non-manuels. Parmi les travailleurs manuels, la distinction entre ouvriers qualifiés, semi et non-qualifiés me semblait tout aussi significative au niveau des conditions de travail et de rémunération. Dans la mesure où la grande majorité des habitants de cette section du quartier trois sont des journaliers de scierie, travail particulièrement saisonnier, il semblait important de retrouver les travailleurs qui, étant qualifiés, jouissent d'un travail plus régulier donc d'un revenu relativement assuré à l'année (7).

Mon objectif principal n'est pas l'étude de la mobilité sociale mais plutôt l'étude de la position des individus dans la hiérarchie sociale à un moment très précis de leur vie bien que cela n'exclut pas les mouvements à l'intérieur de l'espace social, les frontières étant particulièrement fluides à la fin du XIXe siècle (8).

La démarche adoptée est la suivante. Au départ, j'utilise la classification proposée par Katz et son équipe (9), en y ajoutant la modification suivante: chaque individu qui se déclare

employeur à l'énumérateur est retracé dans les rôles d'évaluation ainsi que dans les annuaires de la ville. Dans le cas d'artisans spécialisés travaillant à leur propre compte, ils seront classés parmi les petits entrepreneurs. Ainsi, ma classification regroupe dans une première catégorie les petits entrepreneurs et commerçants. Comme il s'agit d'un quartier majoritairement ouvrier, ces petits entrepreneurs et commerçants forment un genre de petite bourgeoisie, vue l'absence de grands propriétaires et même de professionnels dans le voisinage. Malgré une certaine diversité dans la taille des commerces et entreprises, de modestes à aisés, ces individus ont en commun la propriété de leurs moyens de production ce qui leur assure une relative autonomie par rapport aux ouvriers salariés par exemple. Les actes notariés et les rôles d'évaluation témoignent de cette diversité des fortunes et de leur position avantageuse par rapport aux ouvriers dans l'ordre des possessions matérielles.

(10).

Une deuxième catégorie inclut les employés travaillant dans un secteur d'activités non-manuel, en général, les services. C'est la catégorie la plus hétérogène : les commis y voisinent les contremaîtres et les institutrices. Peu nombreuse, elle regroupe tous ceux qui ne peuvent figurer dans les autres catégories. Par rapport aux ouvriers, leur position sociale n'est pas seulement assurée par le salaire, variable selon l'emploi (11), mais surtout par la relative régularité d'emploi.

Selon les rôles d'évaluation, la position des contremaitres, du policier et du registrateur semblent nettement avantagée en ce qui a trait aux salaires et aux biens immobiliers. Il n'en est pas de même des commis et des institutrices cependant. Comme dans d'autres études similaires (12), les divisions salariales ne sont pas nécessairement équivalentes aux divisions entre les métiers. Les ouvriers qualifiés gagnent parfois plus d'argent que certains travailleurs non-manuels. Ces gens constituent le groupe de ceux qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière, ce qui ne signifie pas automatiquement qu'ils n'en partagent pas les conditions de vie.

Les catégories suivantes: artisans et ouvriers qualifiés, non-propriétaires de leur atelier, ouvriers semi-qualifiés et non-qualifiés constituent, la classe ouvrière. La catégorie la plus difficile à cerner reste celle des ouvriers semi-qualifiés. La seule utilité de ce groupe est de permettre de distinguer entre les travailleurs qui m'apparaissent le plus vulnérables à l'insécurité matérielle liée au travail saisonnier, les non-qualifiés, qui forment la majorité de la population du quartier étudié. Cependant, une confrontation des données du recensement avec les rôles d'évaluation permet de croire à une certaine sureévaluation du nombre d'ouvriers non-qualifiés dans le recensement nominatif dû aux imprécisions de l'énumérateur (13).

Cette classification se base sur les témoignages des répondants à l'énumérateur. Celui-ci, en voulant être fidèle

aux directives reçues (14), a tenté d'être le plus spécifique possible, ce qui permet d'identifier assez fidèlement les types d'emplois. L'étude des rôles d'évaluation et du relevé de perception des taxes de la municipalité pour des périodes rapprochées du recensement, me permet de croire que cette classification semble refléter assez bien la structure sociale existante dans ce quartier, à ce moment précis.

CLASSIFICATION SOCIO-PROFESSIONNELLEI. Petits entrepreneurs et commerçants

Barbier (propriétaire)
Boulangier (propriétaire)
Contracteur de bâtisses
Cordonnier
Entrepreneur de pompes funèbres
Epicier
Ferblantier (propriétaire)
Manufacturier de meubles

II. Travailleurs non-manuels (les services)

Commis: marchandises sèches, à l'épicerie
Contremaître à la scierie ou à la carrière
Institutrice à l'élémentaire (F)
Policier
Registreur

III. Artisans et ouvriers qualifiés

Barbier (employé salarié)
Boulangier (employé salarié)
Cordonnier (employé salarié)
Couturière dans les hardes pour hommes
Électricien
Ferblantier (employé salarié)

Forgeron

Ingénieur de ponts et chaussées

Limeur

Maçon

Mesureur de bois (cüllet ou colleur de bois)

Meunier

Menuisier

Mouleur

MILL Wright

Plombeur

Photographe

Tailleur de pierres (carrier)

IV. Ouvriers semi-qualifiés

Apprenti-forgeron

Apprenti-cordonnier

Charretier

Cuisinier dans les chantiers

Ouvrier-menuisier

Voyageur dans les chantiers

V. Ouvriers non-qualifiés

Charroyeur d'eau et de bois

Femme de journée (F)

Gardien de nuit

Journalier/Journalière (F)

Ouvrier

Servante

VI. Inclassables

Cultivateur

Etudiant

Sans occupation

NOTES

1. Pierre Bourdieu, "Capital symbolique et classes sociales" in l'Arc, no.72, p.13-19.
2. Elizabeth Roberts, A Woman's Place, p. 3.
3. Définition utilisée par Elizabeth Roberts dans A Woman's Place, p. 4 et à laquelle je souscris. L'aspect le plus problématique reste la perception, la conscience d'appartenir à une classe sociale différente et de partager des liens culturels, des visions communes avec les membres d'un même groupe.
4. Voir Michael Katz, "Occupation Dictionary Codebook" in Historical Methods Newsletter, 9, 2-3 (March-June 1976) et "Occupational Classification in History in Journal of Interdisciplinary History, III,1(summer 1972) p. 63-88. Aussi, Gérard Bouchard et Christian Pouyez, "Les catégories socio-professionnelles: une nouvelle grille de classement" in Labour/Le travail, 15 (spring 1985), 145-163.
5. Du point de vue de G.Bouchard et C.Pouyez, op.cit., p.150, utiliser deux critères différents dans une même classification, soit la nature du travail et le rapport au mode de production, peut conduire à une certaine confusion entre catégorie socio-professionnelle, classe sociale et profession. Si nous l'avons fait, c'est que la démarche nous semblait justifiée dans le cadre de cette étude qui vise surtout une classe sociale spécifique, un milieu ouvrier. La grille de classement des professions utilisée par les auteurs à la page 160 s'avérait impossible à utiliser vue la relative homogénéité du quartier.
6. Les deux variables du recensement nominatif de 1891 qui permettent d'identifier les "patrons" se lisent comme suit: Patrons (employers), Employés (Wage earners). Dans le cas où l'individu s'identifie comme patron, le nombre d'employés qu'il a embauché pendant l'année est aussi indiqué. Tous les cas litigieux ont été vérifiés avec les rôles d'évaluation.
7. La source la plus riche en ce qui concerne les conditions de travail selon les métiers est la série de témoignages provenant de Hull devant la Commission Royale d'Enquête sur les Relations entre le Capital et le travail en 1888.
8. Par exemple, Alphonse Gratton (no.80,R4,1891) témoigne en 1888 devant la commission d'Enquête (Quebec evidence, p.1335). Il se déclare alors charpentier chez Eddy, au salaire de \$1.75 par jour. En 1891, on le retrouve entrepreneur de pompes funèbres, dans le recensement nominatif. En 1900, selon des

actes notariés retrouvés, il est redevenu charpentier. Il n'est pas le seul dans ce cas.

9. Michael Katz, "Occupation Dictionary Codebook", HMN, vol. 9, mars-juin 1974.

10. Actes notariés concernant les petits commerçants retrouvés parmi l'Index nominatif des actes notariés, ANQ, Hull (20 sur 25); Rôles d'évaluation de la municipalité de Hull, séries de 1888-89 et 1892-93; Rôle général de Perception de la Corporation de la Cité de Hull, séries de 1890-91 et 1892-93.

11. Une recherche effectuée parmi diverses sources révèle une grande diversité parmi les salaires de cette catégorie. Par exemple, selon l'inspecteur Gay, en 1888-89, l'institutrice de Hull gagnait \$165./année; le contremaître à la scierie, \$2./jour (selon un témoignage devant la CRRTC en 1888); le policier, selon le témoignage de J.O.Laferrière devant la CRRTC, p.1334, de \$450. à \$700/année.

12. Voir Harvey Graff, The Literacy myth, p.222

13. Des 262 chefs de ménage du recensement nominatif, 205 ont été retrouvés dans la série des rôles d'évaluation de la municipalité de Hull en 1892-92. Dans la grande majorité des cas, les emplois attribués aux chefs de famille coïncident avec ceux du recensement. Cependant, pour un certain nombre d'entre eux, ils diffèrent. Ils sont davantage précisés dans les rôles d'évaluation alors que la proportion d'ouvriers est plus élevée dans le recensement.

14. Selon les instructions émises à l'intention des énumérateurs, ceux-ci devaient utiliser une nomenclature très précise des métiers mentionnés par les individus dénombrés. C'est ainsi que les journaliers se divisent en dix catégories selon l'employeur: la manufacture d'allumettes, la carrière, la scierie, le moulin à pulpe, la manufacture de sceaux, etc...

BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES PRIMAIRES

A. Manuscrites

Canada. Recensement nominatif, 1891, District 175, cité de Hull. Archives Publiques du Canada (APC).

Rôles d'évaluation de la municipalité de Hull, quartier 3, séries de 1888-89, 1892-93. Archives de la Municipalité de Hull (AMH).

Rôle Général de Perception de la Corporation de la Cité de Hull, quartier 3, séries de 1890-91 et 1891-92. (AMH)

Registre des sépultures, cimetière Notre-Dame de Hull, du 1er oct. 1890 au 1er janvier 1892. Bibliothèque de la Municipalité de Hull (BMH).

B. Imprimées

a) Publications gouvernementales

Canada. Recensement de 1890-91, vol.III. Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1891.

Canada. Manuel d'instruction contenant l'Acte du recensement et les instructions aux officiers employés à faire le troisième recensement du Canada, Dépt. de l'Agriculture, Ottawa: Brown Chamberlin, 1891.

Canada. Report of the Royal Commission on the Relations of Capital and Labour. Quebec evidence, Vol.II and Ontario evidence, Vol.II. Ottawa: Queen's Printer, 1889.

Québec. Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique, section d'inspection du district d'Ottawa. Québec: Charles Langlois, Imprimeur de la Reine, années 1881-82, 1884-85, 1888-89, 1892-93, 1893-94.

b) Périodiques

Le Spectateur. Bi-hebdomadaire. 1889-1891.(QMBN)

La vallée de l'Ottawa. Quotidien. 1884-1887. (APC)

Le Courrier de Hull. Hebdomadaire. 1881-1882. (QMBN)

c) Autres sources imprimées

Hull. The Ottawa City Directory, 1890-91 et 1891-92, vol. XVIII, Ottawa, Migh't's Directory Co., 1891 et 1892..

Hull. Mariages de l'Outaouais, Hull, paroisse Notre-Dame de Hull (1886-1913), no.88. .Compilation de Gérard Provéncher, Québec: Pontbriand, 1972.

C. Sources orales

Adèle A., allumettièrè chez Eddy en 1916, née en 1903, ANQ-HULL-84-076.

Ernestine B., allumettièrè chez Eddy en 1916, née en 1903, entrevue du 29 oct.1986.

Coralie C., née en 1891, ANQ-HULL-85-166.

Pierre D., né en 1910, ANQ-HULL-83-204.

Rosalba E., travailleuse dans le mica, née en 1902 à Masson, ANQ-HULL-82-25.

II. SOURCES SECONDAIRES

A. Livres

ACTON, Janice et al. Women at work, Ontario, 1850-1930. Toronto: Canadian Women's Educational Press, 1974. 400 p.

ANDERSON, Michael. Approaches to the History of the Western Family 1500-1914. Hong Kong: Macmillan Publishers Ltd, 1980.

ANDREW, C., BORDELEAU, S. et Alain GUIMOND. L'urbanisation: une affaire. Ottawa: Ed. de l'Université d'Ottawa, 1981.

ARIÈS, Philippe et DUBY, Georges, éd. Histoire de la vie privée. 5 vol. Vol.2 : De la Révolution à la Grande Guerre, par Michelle Perrot. Paris: Seuil, 1987.

AUBIN, V.P. et A.E.BÉRUBÉ. Hull Industriel. Brochure descriptive publiée à Hull avec l'autorisation du Conseil Municipal de la cité de hull, 1908.

BARBEZIEUX, Alexis De. Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa et de la colonisation dans la vallée de l'Ottawa, Vol. I et II. Ottawa: La cie d'imprimerie d'Ottawa, 1897.

BARBEZIEUX, Alexis De. Le Canada, héroïque et pittoresque. Bruges-Paris: Desclée de Brower, 1927. 166-169.

BEAULIEU, M., et al. Hull-Aylmer. Quelques éléments d'histoire et d'architecture. HULL: IHRO, Gauvin, 1984.

BEAULIEU, André et Jean HAMELIN. La Presse québécoise, des origines à nos jours, 1880-1895. Vol.3. Québec: Presses de l'Université Laval, 1977.

BLANCHARD, Raoul. L'Ouest du Canada-français, Province de Québec, vol.2: Les pays de l'Ottawa et l'Abitibi-Témiscamingue. Montréal: Beauchemin, 1954.

BONHOMME, Joseph. Paroisse Notre-Dame de Hull. Ottawa, 1931.

BOURNE, Paula, ed. Women's Paid and Unpaid Work. Historical and Contemporary Perspectives. Toronto: New Hogtown Press, 1985. 123p.

BOUTET, Edgar. Le Bon vieux temps à Hull, Tome 1. Hull: Ed. Gauvin, 1971.

BRAULT, Lucien. Hull 1800-1950. Ottawa: Ed. de l'Université d'Ottawa, 1950.

BRAULT, Lucien. Un siècle d'administration scolaire. La Commission des écoles catholiques de Hull, 1866-1966. Hull: La Commission des écoles catholiques de Hull, 1966. 146 p.

BUIÉS, Arthur. L'Outaouais Supérieur. Québec: Darveau, 1889.

CHERWINSKI, W.J.C. and Gregory S. KEALEY, eds. Lectures in Canadian Labour and Working-Class History. Kitchener: Dumont Press Graphix, Committee on Canadian Labour History, 1985. 198 p.

CINQ-MARS, E.E. Hull, son origine, ses progrès, son avenir. Hull: Bérubé Frères, 1908.

COLLECTIF CLIO. L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles. Montréal: Ed. Quinze, 1982.

COPP, Terry. The Anatomy of Poverty. The Condition of the Working Class in Montreal, 1897-1929. Toronto: McClelland and Stewart, 1974.

DANYLEWYCZ, Marta. Taking the veil: An alternative to marriage, motherhood and spinsterhood in Quebec, 1840-1920. Toronto: McClelland and Stewart, 1987. 203 p.

DE BONVILLE, Jean. Jean-Baptiste Gagnepetit. Les travailleurs montréalais à la fin du XIXe siècle. Montréal: L'Aurore, 1975.

DORION, Jacques. Les écoles de rang au Québec. Montréal: Les éditions de l'homme, 1979. 428 p.

DUMONT, Micheline et Nadia FAHMY-EID. Les couventines. L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes 1840-1960. Montréal: Boréal Express, 1986. 315 p.

EN COLLABORATION. Identités féminines: mémoire et création. Collection Questions de culture, no.9, Québec: IQRC, 1986. 199 p.

FAHMY-EID, Nadia et Micheline DUMONT. Maîtresses de maison, maîtresses d'école. Montréal: Boréal Express, 1983.

FURET, F. et J. OZOUF. Lire et écrire. L'alphabétisation des français de Calvin à Jules Ferry. Paris: Les éditions de Minuit, 1977.

GAFFIELD, Chad. Language, Schooling, and Cultural Conflict. The Origins of the French-Language Controversy in Ontario. Kingston and Montréal: McGill-Queen's University Press, 1987.

GAGAN, David. Hopeful Travellers. Families, Land and Social Change in Mid-Victorian Peel County, Canada West. Toronto: University of Toronto Press, 1980.

GITTINS, Diana. Fair sex: Family size and structure in Britain, 1900-1939. New York: St. Martin's Press, 1982. 240 p.

GITTINS, Diana. The Family in Question. Changing households and familiar ideologies. New Jersey: Humanities Press International Inc, 1986. 193 p.

GOODE, W.J. The family. Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, 1982.

GOODE, W.J. World revolution and Family Patterns. Collier-Macmillan, 1963.

GORDON, Michael. The American Family in Social Historical Perspectives. New-York: St-Martin's Press, 1978, 2nd edition.

GRAFF, Harvey J. The literacy myth. Literacy and Social structure in the Nineteenth Century City. New-York: Academic Press Inc., 1979. 352 p.

HAMELIN, Jean et ROBY, Yves. Histoire économique du Québec, 1851-1896. Montréal: Fides, 1971.

HAREVEN, T. and Randolph LANGENBACH. Amoskeag: Life and Work in an American Factory City. New-York: Pantheon Books, 1978.

HAREVEN, Tamara. Family Time and Industrial Time. The Relationship between the Family and Work in a New England Industrial Community. Cambridge University Press, 1982. 455 p.

HARVEY, Fernand. Révolution industrielle et travailleurs. Montréal: Boréal Express, 1978.

HARVEY, Fernand. Aspects historiques du mouvement ouvrier' au Québec. Québec: Boréal Express, 1973. 227 p.

HOGGART, Richard. La culture du pauvre. Paris: Ed. de Minuit, 1970. 420 p.

HOUDE, Pierre. Hull et l'ouest du Québec. Montréal: Holt, Rinehart et Winston, 1970.

HUMPHRIES, Stephen. Hooligans or rebels? An oral history of Working-Class Childhood and Youth, 1889-1939. Great-Britain: Oxford, 1981.

JOLICOEUR, Joseph. Histoire anecdotique de Hull. Hull: Société historique de l'ouest du Québec, 1977.

JOUTARD, Philippe. Ces voix qui nous viennent du passé. Saint-Amand-Montrond: Hachette, 1983.

KATZ, Michael B. The People of Hamilton, Canada West: Family and Class in a Mid-Nineteenth Century City. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 1975.

KATZ, M., Michael J. DOUCET and Mark J. STERN. The Social Organization of Early Industrial Capitalism. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 1982.

LAMONDE, Yvan. La culture ouvrière à Montréal (1880-1920). Collection Culture Populaire, No.1, Québec: IQRC, 1982.

LAVIGNE, Marie et Yolande PINARD. Les femmes dans la société québécoise. Aspects historiques. Montréal: Boréal Express, 1977. 214 p.

LE BEL, Louis. Magdal ou "Ta vie sera ton châtiement". Montréal: Bernard Valiquette, 1940.

LEWIS, Jane, éd. Women's Experience of Home and Family, 1850-1940. Oxford: Basil Blackwell Ltd, 1986. 274 p.

LEWIS, Jane. Women in England 1870-1950: Sexual Divisions and Social Change. Bloomington, Indiana: Indiana University Press, 1984. 240 p.

LINTEAU, P.A., DUROCHER, R. et J..C.ROBERT. Histoire du Québec contemporain. De la confédération à la crise, 1867-1929. Montréal: Boréal Express, 1979.

LUXTON, Meg. More than a labour of love. Three Generations of Women's Work in the Home. Toronto: Women's Educational Press, 1980.

PARR, Joy. Childhood and family in Canadian History. Toronto: McClelland and Stewart, 1982.

PIVA, Michael. The Condition of the Working Class in Toronto, 1900-1921. Ottawa: University of Ottawa Press, 1979.

POUYEZ, Christian, LAVOIE Yolande et al. Les Saquenayens. Québec: Presses de l'Université du Québec, 1983. 386 p.

PRENTICE, Alison. The School Promoters: Education and Social Class in Mid-Nineteenth Century Upper Canada. Toronto: McClelland and Stewart, 1977.

ROBERTS, Elizabeth. A Woman's Place. An Oral History of Working-Class Women 1890-1940. New York: Basil Blackwell Inc, 1984. 246 p.

ROUILLARD, Jacques. Ah les Etats! Montréal: Boréal Express, 1985.

SAVARD, Pierre, éd. Paysans et ouvriers québécois d'autrefois. Québec: Cahiers de l'Institut d'histoire no.11, P.U.Laval, 1968.

SEGALEN, Martine. Marilet femme dans la société paysanne. Paris: Flammarion, 1980. 214 p.

SÉGUIN, Normand. La conquête du sol au XIXe siècle. Sillery: Boréal Express, 1977.

SIMON, Jules. L'Ouvrière. Paris: Hachette, 1867. 444 p.

SPRING RICE, Margery. Working-Class Wives. London: Virago, 1981 (1939). 212 p.

ST-AMOUR, Jean-Pierre. L'Outaouais québécois. Guide de recherche et bibliographie sélective. Hull: Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois, 1978.

SUTHERLAND, Neil. Children in English-Canadian Society: Framing the twentieth century Consensus. Toronto: University of Toronto Press, 1976.

TASSÉ, Joseph. La vallée de l'Outaouais. Montréal: Eusèbe Sénécal, 1873. 58 p.

THERNSTROM, Stephan. Poverty and Progress. Social Mobility in a Nineteenth Century City. Cambridge: Harvard University Press, 1964.

THOMPSON, Paul. The Voice of the Past. Oral History. Oxford University Press, 1978.

TILLY, Louise and Joan SCOTT. Women, Work & Family. New-York: Holt, Rinehart and Winston, 1978. 274 p.

VANDELAC, Louise et al. Du travail et de l'amour. Les dessous de la production domestique. Montréal: Editions Albert St-Martin, 1985.

VINCENT, David. Bread, Knowledge and Freedom. A Study of 19th Century Working-Class Autobiography. London: Europa, Publ., 1981.

VINET, A., DUFRESNE F. et VEZINA, L. La condition féminine en milieu ouvrier, une enquête. Coll.: Identité et changements culturels, no.3 IQRC, 1982. 222 p.

B. Articles

BENSON, John. "Working-Class Capitalism in Great Britain and Canada, 1867-1914", Labour/Le travailleur, 12 (Automne 1983), 145-155.

BOUCHARD, Gérard et Christian POUYEZ. "Les catégories socio-professionnelles: une nouvelle grille de classement", Labour/Le travail, 15 (Spring 1985), 145-163.

BOUCHARD, Gérard. "L'étude des structures familiales pré-industrielle: pour un renversement des perspectives", Revue d'histoire moderne et contemporaine, XXVIII (oct-déc. 1981), 545-571.

BOUCHARD, Gérard. "Anciens et nouveaux Québécois? Mutations de la société rurale et problèmes d'identité collective au XXe siècle", in Questions de Culture, Québec: IQRC, no.5, (1983). 19-34.

BOUCHARD, Gérard. "Sur la dynamique culturelle des régions de peuplement", Canadian Historical Review, LXVIII, 4 (1986) 473-490.

BOULT, Jean-Claude. "Bibliographie de l'histoire de Hull: inventaire préliminaire", Asticou, Cahier no.9, sept.1972. 31-43.

BOURDIEU, Pierre. "Capital symbolique et classes sociales", L'Arc, 72, 13-19.

BRADBURY, Bettina. "Women and Wage Labour in a period of transition: Montréal 1861-1881," Histoire Sociale/Social History, XVII, 33 (mai 1984), 115-131.

BRADBURY, Bettina. "Pigs, Cows, and Boarders: Non-Wage Forms of Survival among Montreal Families, 1861-91", Labour/Le Travailleur, 14 (Automne 1984), 9-46.

BRADBURY, Bettina. "L'économie familiale et le travail dans une ville en voie d'industrialisation: Montréal dans les années 1870", in N.EID et M.DUMONT, Maîtresses de maison, Maîtresses d'école. Montréal: Boréal Express, 1983. 287-31tr

BRADBURY, Bettina. "Women's History and Working-Class History", Labour/Le Travail, 19 (Spring 1987), 23-43.

BRISSON, Marc. "E.B.Eddy Co: The Match Factory", Chaudière Research Documents, Second Round Papers: NCC Interpretation and Heritage, August 1982.

BULLEN, John. "Hidden workers: Child labour and The Family Economy in Late Nineteenth-Century Urban Ontario", Labour/Le Travail, 18 (Fall 1986), 163-187.

BUSHMAN, Richard L. "Family security in the transition from farm to city, 1750-1850", Journal of Family History, VI, 3 (Fall 1981), 238-257.

CROSS, Suzanne. "La majorité oubliée: le rôle des femmes à Montréal au XIXe Siècle", in LAVIGNE M. et PINARD Y., Les femmes dans la société québécoise. Montréal: Boréal Express, 1977, 33-59.

CUTHBERT BRANDT, Gail. "Weaving It Together: Life Cycle and the Industrial Experience of Female Cotton Workers in Quebec, 1910-1950," Labour/Le Travailleur, 7 (Spring 1981), 113-125.

DAIGLE, Jean-Guy. "Alphabétisation et culture populaire dans l'Angleterre victorienne: Etat de la question", Histoire Sociale/Social History, (1977), 5-23.

DARROCH, Gordon. "Occupational Structure, Assessed Wealth and Homeowning during Toronto's early industrialization, 1861-1899", Histoire Sociale/Social History, XVI, 32 (nov.1983) 381-410.

DAVEY, Ian. "Trends in Female School Attendance in Mid-Nineteenth Century Ontario," Histoire Sociale/Social History, 1, 8 (nov.1975), 238-254.

DUMONT, Micheline. "L'instruction des filles avant 1960", Interface, VII, 3 (mai-juin 1986), 22-29.

DUMONT-JOHNSON, Micheline. "Les communautés religieuses et la condition féminine", Recherches Sociographiques, XIX, 1 (janvier-avril 1978), 79-102.

DUPUIS, Hélène. "Une période creuse pour les Hullois ordinaires 1870-1880". Asticou, no.4

EARLY, Frances H. "The French-Canadian Family Economy and standard of living in Lowell, Massachusetts, 1870", Journal of Family History 7 (Summer 1982), 180-199.

EARLY, Frances H. "Mobility Potential and the quality of life in working-class Lowell, Massachusetts: The French Canadians ca. 1870", Labour/Le travailleur 2 (1977), 221-227.

ELLIOTT, Bruce S. "The famous Township of Hull": Image and Aspirations of a Pioneer Quebec Community", Histoire Sociale/Social History, XII, 23 (nov.1979), 339-367.

FERRETTI, Lucia. "Mariage et cadre de vie familiale dans une paroisse ouvrière montréalaise: Sainte-Brigide, 1900-1914." RHAF, 39, 2 (automne 1985). 233-251.

FORTIER, Normand. "Les recensements canadiens et l'étude de l'agriculture québécoise, 1852-1901", Histoire Sociale/Social History, XVII, 34 (nov. 1984), 257-286.

GAFFIELD, Chad. "Social Structure and the Urbanisation Process: Perspectives on Nineteenth Century Research", in ARTIBISE, A. & G. STELTER, The Canadian City, Essays in Urban and Social History. Ottawa: Carleton U. Press, 1984. 262-281.

GLASCO, Laurence. "The Life Cycles and Household structures of American Ethnic Groups: Irish, Germans, and Native-born Whites in Buffalo, 1855", in Hareven, T., Family and Kin in Urban Communities, 1700-1930, New-York: New Viewpoints, T., Family an

GRAFF, Harvey J. "Respected and Profitable Labour Literacy, Jobs and the Working Class in the Nineteenth Century", in KEALEY, G. & Peter WARRIAN, eds. Essays in Canadian Working Class History. Toronto: McClelland and Stewart, 1976. 58-in

GREER, Allan. "The pattern of Literacy in Quebec, 1745-1899", Histoire Sociale/Social History, XI, 22 (nov.1978), 295-331.

GREVEN, P. "Family Structure in Seventeenth Century Andover, Massachusetts", in Gordon, Michael, The American Family in Social-historical Perspective, New-York: St-Martin's Press, 1978. 20-37.

GUTMAN, Herbert G. "Work, Culture, and Society in Industrializing America, 1815-1919", American Historical Review, 78 (1973), 531-588.

HAJNAL, J. "Age at marriage and Proportions Marrying", Populations Studies, 7 (November 1953).

HAMEL, Thérèse. "Obligation scolaire et travail des enfants au Québec: 1900-1950", RHAF, 38,1 (été 1984), 39-58.

HAREVEN, Tamara K. "Introduction: The Historical Study of the Life Course", in HAREVEN, T.K. Transitions. The Family and the Life Course in Historical Perspective. New-York: Academic Press: 1978. 1-15.

HAREVEN, Tamara K. "The Historical Study of the Family in Urban Society", Journal of Urban History, 1,3 (May 1975), 259-267.

HAREVEN, Tamara K. "Family time and industrial time. Family and Work in a Planned Corporation Town, 1900-1924," Journal of Urban History, 1,3 (May 1975), 365-389.

HAREVEN, Tamara K. "Les grands thèmes de l'histoire de la famille aux Etats-Unis", RHAF, 39,2 (automne 1985), 185-209.

HAREVEN, Tamara. "The Family as a Process: The Historical Study of the Family Cycle", Journal of Social History, (Winter 1976), 322-329.

HAREVEN, T., VINOUSKIS, M. & K. OPPENHEIM MASON. "Women's Work and the Life Course in Essex County, Massachusetts, 1880" in HAREVEN, T. Transitions. The family and the life course in Historical Perspective. New-York: Academic Press, 197 and the li

HARVEY, Fernand. "Les Chevaliers du Travail, les Etats-Unis et la société québécoise (1882-1902)", in HARVEY, Fernand, Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec. Montréal: Boréal Express, 1973, 33-119.

HARVEY, Fernand. "Une enquête ouvrière au XIXe siècle: La Commission du Travail, 1886-1889", Revue d'histoire de l'Amérique française, XXX, 1 (juin 1976), 35-53.

HARVEY, Fernand. "Les travailleurs québécois au XIXe siècle: essai d'un cadre d'analyse sociologique", RHAF, XXV 1972, 540-551.

HERSHBERG, Theodore and Robert DOCKHORN. "Occupational classification", Historical Methods Newsletter, IX, 2&3 (March/June 1976), 59-77.

JULIEN, soeur Germaine. "Des pionnières de l'éducation dans Hull", Outaouais. Le Hull disparu, IHRO (1988), 29-45.

KATZ, M.B. "Occupational classification in History", Journal of Interdisciplinary History, III, 1 (summer 1972), 63-88.

KATZ, Michael B. and Ian E. Davey. "Youth and Early Industrialization in a Canadian City", in DEMOS, J. & S.S. BOOCOCK, eds. Turning points. Historical and Sociological Essays on the Family. Chicago: University of Chicago Press, 1978.

LAPOINTE, Michelle. "Le Syndicat catholique des allumettières de Hull, 1919-1924", RHAF, 32, 4 (mars 1979), 603-627.

LAPOINTE, P.L. "L'Outaouais; une culture en mutation, bilan et avenues de recherche en histoire culturelle", in Questions de culture, Québec: IQRC, no.5 (1983), 79-101.

LEVINE, David and Chad GAFFIELD. "Dependency and adolescence on the Canadian Frontier: Orillia, Ontario in the Mid-Nineteenth Century", History of Education Quarterly, 18 (Spring 1978), 35-47.

MATHIEU, Jacques. "Structures familiales et réseaux de relations comme facteur d'identité", Provence Historique, Fascicule 142, 1985. 413-422.

MCCALLUM, Margaret. "The Paid Work of Non-Professional Women in Urban Canada, 1867 to 1950: An annotated Bibliography", mai 1983, 34 p.

MCKENNA, Edward. "Unorganized Labour versus Management: The Strike at the Chaudière Lumber Mills, 1891". Histoire Sociale/Social History, V, 10 (nov.1972), 186-211.

NETT, Emily. "Canadian Families in Social-historical Perspective". Canadian Journal of Sociology, 6 (Summer 1981).

PLECK, Elizabeth. "Two Worlds in One: Work And Family", Journal of Social History, (Winter 1976); 178-195.

PRENTICE, Alison et Susan HOUSTON, eds. "Places for Girls and Women", in Family, School and Society in 19th century Canada. Toronto: Oxford Press, 1975. 244-269.

PRENTICE, Alison. "Writing Women into History: The History of Women's Work in Canada", Atlantis, III,2 (Printemps 1978), 72-83.

RATTE, A. Les dommages causés par la scierie dans la rivière Ottawa. Mémoire d'Antoine Ratté aidé par J. Wicksteed, avocat, Imp. Evening Journal, 1886.

SILVERMAN, Eliane Leslau. "Writing Canadian Women's History, 1970-82: an Historiographical Analysis", Canadian Historical Review, LXIII,4, 1982. 513-533.

TÉTREAU, Martin. "Les maladies de la misère; aspects de la santé publique à Montréal, 1880-1914," RHAF, 31,1 (1977), 29-47.

TILLY, L., Joan W. Scott and Miriam COHEN. "Women's Work and European Fertility Patterns", Journal of Social History, 6 (Winter 1976).

TROFIMENKOFF, Susan Mann. "One hundred and two muffled voices: Canada's Industrial Women in the 1880's", Atlantis, III, 1, (Fall 1977), 66-82.

C. Thèses et communications

BRADBURY, Bettina. "The Working Class Family Economy: Montréal, 1861-1881". Ph.D. Thesis, Concordia University, Montréal, 1984. 554 p.

BRADBURY, Bettina. "The fragmented family: Life Cycle, Poverty and Death among Mid-Nineteenth Century Montreal Families", Canadian Historical Association, 1980, 30 p.

DANYLEWYCZ, Marta. "Through Women's Eyes: the Family in late Nineteenth Century Quebec", Montréal: Canadian Historical Association, juin 1980, 25 p.

DARROCH, G. and Michael D. ORNSTEIN. "Family Coresidence in Canada in 1871: Family Life-cycles, occupations and Networks of Mutual Aid", Vancouver: Communications Historiques, SHC, 1983. 30-55.

DAVEY, Ian. "Educational Reform and the Working-Class, Hamilton, 1851-1891." Ph.D. Thesis, University of Toronto, 1975.

FLANDRIN, Jean-Louis. "Histoire de la famille et histoire des mentalités, Communications Historiques, SHC, 1983. 136-149.

KAYSER, Edmond. "Industry in Hull: its origins and development, 1800-1961". M.A. Thesis, University of Ottawa, 1967.

ROSSIGNOL, Léo. "Histoire documentaire de Hull, 1792-1900", Thèse de Doctorat, Université d'Ottawa, 1941.